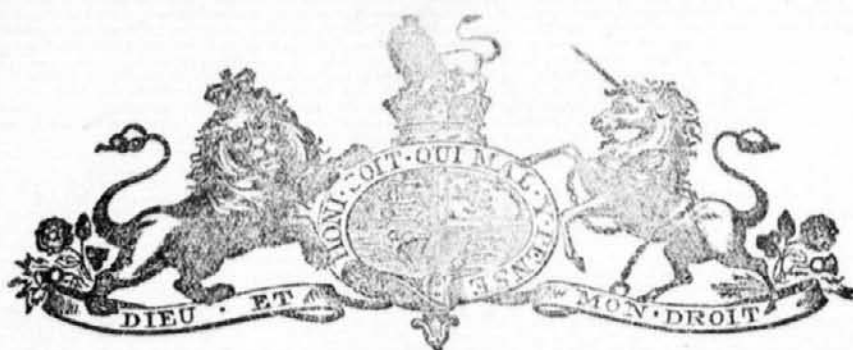




Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC.

QUÉBEC, SAMEDI, 9 NOVEMBRE 1912.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 3573

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt et unième jour d'octobre 1912, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Saguenay.—MM. David Bouchard, forgeron et cultivateur, de la Petite Rivière Saint-François-Xavier, comté de Charlevoix. Frank William Clark, gérant de la "North Shore Power Railway and Navigation Company", de Clarke City, comté de Saguenay.

District de Montréal.—M. Nestor Thauvette, cultivateur, de Les Cèdres, comté de Soulanges.

District de Kamouraska.—MM. Joseph Pelletier, ouvrier, François-Xavier Parent, manufacturier, Alphonse Michaud et Joseph Michaud, fils de Hilaire, cultivateurs, de Saint-Germain, comté de Kamouraska. 4627

PROVINCE OF QUEBEC.

QUEBEC, SATURDAY, 9th NOVEMBER, 1912

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 3574

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty first day of October, 1912, to associate to the commission of the peace for the :

District of Saguenay.—Messrs. David Bouchard, blacksmith and farmer, of Petite Rivière Saint-François-Xavier, county of Charlevoix, Frank William Clark, manager of the "North Shore Power Railway and Navigation Company", of Clarke City, county of Saguenay.

District of Montreal.—Mr. Nestor Thauvette, farmer, of Les Cèdres, county of Soulanges.

District of Kamouraska.—Messrs. Joseph Pelletier, laborer, François Xavier Parent, manufacturer, Alphonse Michaud and Joseph Michaud, son of Hilaire, farmers, of Saint Germain, county of Kamouraska. 4628

Avis du Gouvernement

SECRETARIAT D'ETAT.

Ottawa, 25 octobre 1912.

Son Altesse Royale le Gouverneur Général a reçu du Très honorable Secrétaire d'Etat pour les Colonies une dépêche télégraphique attirant l'attention à la proclamation de neutralité lancée par Sa Majesté à l'occasion de la guerre entre la Turquie et la Bulgarie, la Turquie et la Grèce, la Turquie et le Monténégro, et la Turquie et la Serbie. Le texte de la proclamation n'a pas encore été reçu. Dans l'intervalle Son Altesse Royale enjoint et ordonne par la présente à tous les sujets de Sa Majesté dans le Dominion du Canada, d'observer une stricte neutralité tant que durera la dite guerre, et de s'abstenir de violer aucune des lois et statuts du royaume à ce sujet, ou le droit des gens s'y rapportant. L'attention est aussi attirée aux dispositions de l'Acte des enrôlements à l'étranger, et les règlements basés là-dessus. Tous les sujets britanniques sont mis en garde contre toute violation de ces lois.

Les règlements suivants sont par les présents déclarés en vigueur immédiatement :—

Règle A.—Aucun navire de guerre de l'un ou de l'autre belligérant ne pourra se servir des eaux britanniques comme lieux de rendez-vous pour des fins guerrières ou pour se procurer des équipements de guerre, ni ne sortira des eaux britanniques avant qu'il ne soit écoulé (24) vingt-quatre heures depuis le départ d'un navire de l'autre belligérant (que ce soit un navire de guerre ou un navire marchand).

Règle B.—Chaque tel navire de guerre sera tenu de prendre la mer sous vingt-quatre (24) heures après son entrée, sauf dans le cas de mauvais temps, ou s'il a besoin de réparations ou de provisions, auquel cas il devra partir aussitôt que possible, et certainement sous vingt-quatre (24) heures après les réparations finies.

La règle B est soumise à la règle A, et le délai peut être prolongé en conséquence. Nul ravitaillement ne sera permis au delà des provisions et subsistances nécessaires à l'équipage pour un usage immédiat, ni plus de charbon qu'il en faudra pour atteindre le port le plus rapproché de son pays. Nul navire ne fera du charbon dans un port britannique deux fois dans le cours de trois mois. Aucune prise ne sera amenée dans les eaux britanniques.

Par ordre,

W. J. ROCHE,
Secrétaire d'Etat

4589

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. Robert William Herring et Robert Herring, commis voyageurs, William M. Hern, marchand, Harold Earl Walker et George Harold Baker, avocats, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires de propriétaires et directeurs de théâtres, ronds à patiner et autres lieux pour jeux en plein air, et en particulier pourvoir à la production, représentation et exécution d'opéras, burlesques, vaudevilles, vues mouvantes et autres représentations musicales et divertissements dramatiques ;

En général acheter, prendre à bail ou en échange ou acquérir autrement tous biens, meubles et immeubles, et tous droits ou privilèges que la compagnie peut juger nécessaires ou utiles aux fins de ses affaires ;

Government Notices

DEPARTMENT OF THE SECRETARY OF STATE.

Ottawa, 25th October, 1912.

His Royal Highness the Governor General has received a telegram from the Right Honourable the Secretary of State for the Colonies, drawing attention to His Majesty's Proclamation of Neutrality on the occasion of the war between Turkey and Bulgaria, Turkey and Greece, Turkey and Montenegro and Turkey and Serbia. The text of the Proclamation has not yet come to hand. In the meantime His Royal Highness the Governor General hereby charges and commands all subjects of His Majesty within the Dominion of Canada to observe strict neutrality in and during the aforesaid war, and to abstain from violating or contravening either the laws and statutes of the Realm in that behalf, or the laws of Nations in relation thereto. Attention is also directed to the requirements of the Foreign Enlistment Act, and the rules based thereon. All British subjects are warned against any transgression of the same.

The following rules are hereby declared to be in force forthwith :—

Rule A.—No ships of war either belligerent may use British waters as places of resort for warlike purposes or equipment, or may leave British waters until twenty four (24) hours after a ship of either belligerent whether a ship of war or a merchant ship.

Rule B.—Every such ship of war shall be required to put to sea within twenty four (24) hours after entrance unless in the event of stress of weather or necessity for repairs or provisions, in which case it must leave as soon as possible, and certainly within twenty four (24) hours of completion of repairs.

Rule B is subject to Rule A and time may be extended accordingly. No supplies to be allowed beyond provisions and subsistence for crew necessary for immediate use, nor coal, beyond what can take the ship to the nearest port of its own country. No ship can coal in any British port twice within three months. No prizes can be brought into British waters.

By Command,

W. J. ROCHE,
Secretary of State.

4590

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty second day of October, 1912, incorporating Messrs. Robert William Herring and Robert Herring, commercial travellers, William M. Hern, merchant, Harold Earl Walker, and George Harold Baker, advocates, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of proprietors and managers of theatres, skating rinks and other places of out-door sports, and in particular to provide for the production, representation and performance of operettas, burlesques, vaudeville, moving pictures and other musical and dramatic performances and entertainments ;

Generally to purchase, take on lease or in exchange or otherwise acquire any real and personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business ;

Acquérir et assumer toutes ou aucune partie des affaires, biens et obligations de toute personne ou compagnie faisant les affaires que la compagnie est autorisée à faire, ou possédant des biens ou droits propres aux fins de cette compagnie ;

Acheter, détenir ou acquérir autrement et posséder des actions, obligations ou débetures ou autres garanties de toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie ou faisant toutes affaires capables d'être conduites, directement ou indirectement, pour le bénéfice de cette compagnie, et établir, promouvoir ou aider autrement toute telle compagnie ou compagnies ;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir tous ou aucun des biens et obligations de cette compagnie, ou pour toutes autres fins qui peuvent paraître, directement ou indirectement calculées pour le bénéfice de cette compagnie et assumer et placer ou aider à placer les stocks, obligations ou garanties de toute telle compagnie ou compagnies ;

Placer les argents non immédiatement requis de la compagnie et en faire le commerce, en la manière qui sera déterminée de temps à autre ;

Émettre des actions acquittées, obligations, débetures ou autres garanties pour le paiement, soit en tout ou en partie, des biens meubles et immeubles, services, droits, bail, affaires, franchises, entreprise, pouvoir, privilège, licence ou concession que cette compagnie peut légalement acquérir, et en paiement ou partie de paiement, ou en échange pour actions, obligations, débetures ou autres garanties de toute autre compagnie faisant des affaires semblables à celles de cette compagnie ou y ayant rapport ;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui peuvent être rendus, en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de toutes actions du capital de la compagnie, ou de toutes débetures ou autres garanties de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou avancement de la compagnie ou la conduite de ses affaires ;

Vendre l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle, ou en disposer, pour telle considération que la compagnie peut juger à propos, et en particulier pour actions, débetures ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie ;

Adopter les moyens de faire connaître les affaires de la compagnie selon qu'il sera jugé à propos, et en particulier en faisant paraître des annonces dans les journaux, par circulaires, par achat ou exposition d'objets d'arts, ou intérêt, par la publication de livres et d'ouvrages périodiques et par l'octroi de prix, récompenses et gratifications ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie ;

Distribuer par dividendes ou autrement aucun des biens de la compagnie, en espèce ou en argent, parmi les membres et en particulier des actions acquittées, débetures ou stock de débetures de toute autre compagnie, sous le nom de "Mount Royal Amusement Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

4575

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on business which the company is authorized to carry on, or possessed of property or rights suitable for the purposes of his company ;

To purchase, take or otherwise acquire and hold shares, bonds or debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company and to establish, promote or otherwise assist any such company or companies ;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of this company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company and to underwrite and place or assist in the placing of the stock, bonds or securities of any such company or companies ;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as may be from time to time determined ;

To issue paid up shares, bonds or debentures or other securities for the payment either in whole or in part of any property real or personal, moveable or immovable, services, rights, lease, business, franchises, undertaking, power, privilege, license or concession which this company may legally acquire, and in payment or part payment of, or in exchange for shares, bonds debentures or other securities of any other company doing a business similar or incidental to the business of this company ;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares in the company's capital, or any debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To adopt such means of making known the business of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art, or interest, by publication of books and periodicals, and by granting prizes, rewards and donations ;

To amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To distribute by dividend or otherwise any of the property of the company in specie, or kind, among the members and particularly paid up shares, debentures or debentures of stock of any other company, under the name of "Mount Royal Amusement Company", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, shall be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

4576

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. John Thomson, marchand, Arthur Veasey, banquier, Francis Flynn, avocat, Patrick Burke McHugh, courtier et Percy Flynn, étudiant en droit, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Acquérir des terrains, du schiste, de l'argile ou tous autres dépôts minéraux, bâtisses et machines et manufacturer et procurer le schiste, l'argile ou autres minéraux ;

Manufacturer des briques, tuiles, blocs pour pavage, articles à l'épreuve du feu, conduits vitrifiés, tuyaux de drainage, conduits électriques, briques à l'épreuve de l'acide, ciment et autres produits semblables ;

Vendre et délivrer les susdits objets, soit par voiture publique ou par voitures ou vaisseaux appartenant à la compagnie. Acheter et vendre des briques, pierre et ciment et autres matériaux de construction, et en faire le commerce. Acquérir par achat, concession, échange et bail, des terrains, bâtisses et immeubles de toute description, les vendre, les mettre en opération ou en faire le commerce autrement, et construire, ériger, mettre en opération et maintenir sur iceux des appartements et maisons d'habitation, boutiques ou manufactures ;

Faire les affaires d'entrepreneurs en général avec réserves quant aux pouvoirs de contracter pour l'érection de bâtisses de toute sorte, chemin de fer, téléphone, télégraphe ou pouvoir électrique et lignes d'éclairage et de fournir le matériel de toute sorte qui peut être employé en rapport à l'exécution de tout contrat fait ou passé par la compagnie, aussi de contracter pour l'installation d'ouvrages en plomb, gaz, appareils électriques, lignes de téléphone, de télégraphie et d'électricité, et en général de contracter pour l'installation de toute sorte d'appareils ou outillages employés en rapport au pouvoir, éclairage et chauffage et bâtisses de toute sorte ;

Acquérir, posséder et louer en aucune manière qui peut être jugée convenable, des limites à bois, les exploiter et en général faire les affaires de bois de charpente et les affaires de marchands de bois de construction et propriétaires de moulins à scie, acheter, vendre, préparer pour le marché, manufacturer, importer et exporter et faire le commerce de bois de construction et autres bois de toute sorte, manufacturer et faire le commerce d'objets en bois de toute sorte, dans la fabrication desquels le bois est employé, et de tous les articles faits avec le bois ou avec les déchets du bois et autres matériaux ;

Conduire une industrie de pulpe et de papier, acquérir et détenir en la manière jugée convenable et mettre en opération des limites à bois dans le but de manufacturer de la pulpe ou papier, mettre en opération des moulins à pulpe et à papier, et manufacturer, vendre ou exploiter autrement le bois de pulpe et toute sorte de papier, et en disposer aux conditions qui peuvent être jugées convenables ;

Acquérir, posséder, construire et développer les travaux pour la production de l'aluminium, calcium, carbure, nitrogène et autres produits chimiques ou électriques, et les vendre ou en disposer autrement avec pouvoir de construire et exploiter tous les outillages, machines, appareils et lignes nécessaires pour ces fins, sujets à tous les statuts et à toutes les lois locales, municipales et provinciales ;

La compagnie peut, dans les comtés de Champlain, Portneuf, Québec et Lévis, acheter ou acquérir autrement, transmettre, distribuer et disposer en aucune manière quelconque, du gaz, de l'électricité ou toute autre source de pouvoir, chauffage ou éclairage, et peut aussi manufacturer, acheter ou acquérir autrement, vendre, louer ou autrement aliéner toute sorte

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of October, 1912, incorporating Messrs. John Thomson, merchant, Arthur Veasey, banker, Francis Flynn, advocate, Patrick Burke McHugh, broker, and Percy Flynn, law student, of the city of Quebec, for the following purposes :

To acquire lands, shale and clay or any mineral deposits, building and machinery, and to manufacture and recover shale clay or other minerals ;

To manufacture brick, tiles, paving blocks, fire proofing, vitrified conduit, drain pipes, electrical conduit, acid proof bricks, and cement, and other similar products ;

Sell and deliver same, either by public conveyance or by vehicles or vessels owned by the company. Buy and sell and deal in brick, stone, cement and other building materials. To acquire by purchase, concession, exchange, lease, sell and otherwise operate and deal in land, buildings and real estate, of every description, and to construct, erect, operate and maintain therein apartments and dwelling houses, shops or factories ;

To carry on business as general contractors with limitations to such powers to contract for the erection of buildings of any kind, railroad, telephone, telegraph or electric power and light lines and to supply material of any and all kinds to be used in connection with the fulfillment of any contract made or entered into by the company, also to contract for the installation of plumbing, gas, electrical fixtures, telephone, telegraph and electric lines, and generally to contract for the installation of any sort of fixtures or equipment used in connection with power, light and heat and building of any kind ;

To acquire, possess and lease, in any manner that may be judged convenient, timber limits, to work the same and generally to carry on the timber business and that of lumber merchant and owners of saw-mills, to purchase, sell, prepare for market, manufacture, import and export and trade in building lumber and other wood of all kinds, to manufacture and trade in wooden goods of all sorts into the making of which wood enters, and of all articles extracted from wood or from waste wood and other material ;

To carry on the pulp and paper industry, to acquire and hold in manner judged suitable and to operate timber limits with the object of making therefrom pulp or paper, to operate pulp and paper mills, and to manufacture, sell or otherwise exploit pulp wood and any kind of paper, and dispose of the same on conditions which may be deemed suitable ;

To acquire, own, construct and develop works for the manufacture of aluminum, calcium, carbide, nitrogen and other chemical or electrical products, and to sell or otherwise dispose of the same with power to construct and exploit all equipment, machinery, apparatus and lines necessary for these purposes, subject to all statutes and to all local, municipal and provincial regulations ;

The company may within the counties of Champlain, Portneuf, Quebec and Lévis, purchase or otherwise acquire, transmit, distribute and dispose and in any manner whatsoever gas, electricity or any other source of power, heat or light, and may also manufacture, purchase or otherwise acquire, sell, lease otherwise alienate any kind of apparatus

d'appareils et articles employés dans telles industries, et peut manufacturer tous les produits indirects provenant de leur manufacture et en disposer ;

La compagnie peut, dans les mêmes endroits, acheter, louer ou acquérir autrement tous les immeubles, pouvoirs d'eau, droits, se servir de tels pouvoirs d'eau, canaux ou toute autre propriété qui peuvent être nécessaires ou utiles à la poursuite de son entreprise, et peut construire, acheter ou louer toutes les bâtisses, appareils, matériaux et machines qui peuvent être à propos de se procurer ou d'employer pour ses affaires, ensemble avec le droit d'exercer certains pouvoirs d'expropriation, conformément à la Loi des Chemins de fer et Expropriation de Québec, de propriété de droit de passage, érection de bâtisses, écluse, terrains pour transmission, poteaux et terrains submergés, et peut les vendre, louer ou en disposer autrement, en tout ou en partie, selon qu'il sera jugé à propos ;

La compagnie peut, dans les mêmes endroits, acquérir, louer, ériger, construire et maintenir des canaux, écluses, biez, tuyaux, quais, droits de passage et tous les autres travaux qui peuvent être nécessaires ou utiles à la poursuite de son entreprise, et peut les vendre, louer ou en disposer autrement, en tout ou en partie, selon qu'il sera jugé à propos ;

La compagnie peut, dans les mêmes endroits, acquérir, louer et mettre en opération les ateliers ou entreprises, en tout ou en partie, de toute personne ou corporation faisant au autorisé à faire toutes affaires ayant rapport aux objets de cette compagnie, et peut acquérir et détenir des actions et obligations de toute corporation ayant le pouvoir de faire toutes affaires de même nature ;

La compagnie peut transporter à ses représentants les actions nécessaires pour les qualifier comme directeurs, de toutes autres compagnies, dont elle peut détenir le stock, et si qualifiés autrement les dits représentants seront par les présentes éligibles comme tels directeurs ;

La compagnie peut exercer les franchises et les droits conférés par la charte de toute compagnie ayant des pouvoirs analogues à ceux octroyés par cette loi, dans les limites territoriales lui appartenant et dont elle peut acquérir les affaires ou entreprise par bail ou achat ;

La compagnie peut créer, développer, acquérir, posséder, employer et mettre en opération des pouvoirs hydrauliques dans les comtés de Champlain, Portneuf, Québec et Lévis, et construire, développer, maintenir et mettre en opération des ateliers, canaux, biez, écluses, quais, estacades, jetées, vannes, conduits et constructions en rapport au dit canal et aux dits pouvoirs hydrauliques ;

Manufacturer et vendre des pouvoirs d'eau et pouvoirs électriques et en disposer, les distribuer et transmettre aux moyens de tuyaux, conduits, fils, cables, lignes de poteaux ou autres appareils à travers ou dans aucun endroit dans les comtés de Champlain, Portneuf, Québec et Lévis, avec le consentement des conseils municipaux des différentes municipalités, villes et cités, dans les limites des comtés relativement au territoire sous leur contrôle respectif ;

Acheter ou acquérir autrement ou posséder, en tout ou en partie, les affaires, biens, actifs et obligations de toute personne ou compagnie faisant des affaires semblables à celles que la compagnie est autorisée à faire et possédant des biens qui peuvent être utiles à l'acquisition des objets de la compagnie, et dans les comtés de Champlain, Portneuf, Québec et Lévis ;

Acheter, vendre, louer ou échanger toute propriété immobilière, droits ou privilèges que la compagnie peut juger nécessaires ou utiles à l'acquisition de ses objets ;

and articles employed in such industries, and may dispose of and manufacture and by products derived from their manufacture ;

The company may within the same places, purchase, lease or otherwise acquire any immovables, water power, rights to make use of such water powers, canals or any other property that may be necessary or useful in the pursuit of its undertaking, and may construct, purchase or lease all the buildings, apparatus, materials and machinery it may deem advisable to have or to employ for its business, together with the right to exercise certain powers of expropriation in conformity with Quebec Railway and Expropriation Acts, of property for right of way, erection of buildings, dam, lands for transmission poles and submerged lands, and it may sell, lease or otherwise dispose of same, in whole or in part, as may be deemed fit ;

The company may within the same places, acquire, lease, erect, construct and maintain the canals, dams, mill-races, pipes, wharves, rights of way and any other works that may be necessary or useful in the pursuit of its undertaking, and it may sell, lease or otherwise dispose of same, in whole or in part, as it may deem advisable ;

The company may, within the same places, acquire, lease and operate the workshops or undertakings, in whole or in part, of any person or corporation carrying on or authorized to carry on any business in connection with the purposes of this company, and may acquire and hold the shares and bonds of any corporation having the power to carry on any business of a similar nature ;

The company may transfer to its representatives the necessary shares to qualify them as directors of any other companies, of which it may hold the stock, and, if otherwise qualified such representatives shall thereby be eligible as such directors ;

The company may exercise the franchises and the right conferred by the charter of any company having analogous powers to those granted by this act, within the territorial limits assigned to it and of which it may acquire the business or undertaking by location or purchase ;

The company may create, develop, acquire, hold, employ and operate hydraulic powers within the counties of Champlain, Portneuf, Quebec and Levis, and construct, develop, maintain and operate workshops, canals, mill-races, dams, wharves, booms, piers, sluices, conduits and structures concurrently with the said canal and the said hydraulic powers ;

To manufacture and sell water power and electric energy, and dispose of, distribute and transmit same by means of pipes, conduits, wires, cables, lines of posts or other apparatus through or to any place in the counties of Champlain, Portneuf, Quebec and Levis, with the consent of the municipal councils of the different municipalities, towns and cities, within the limits of the counties in regard to the territory under their respective control ;

To purchase or otherwise acquire or hold the whole or part of the business, property, assets and liabilities of any person or company carrying on a similar kind of business to that which the company is authorized to carry on and owing property conducive to the attainment of the purposes of the company, and such within the counties of Champlain, Portneuf, Quebec and Levis ;

To purchase, sell, lease or exchange any immovable property, rights or privileges that the company may deem necessary or useful in the attainment of its objects ;

Les directeurs peuvent émettre comme stock acquitté, des actions du capital actions de la compagnie en paiement de toutes ou partie des affaires, franchises, entreprises, biens, pouvoirs d'eau, droits, pouvoirs, privilèges, lettres patentes, contrats, immeubles, stock, actifs et autres biens de toute personne, compagnie ou corporation municipale que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes, et peut répartir et délivrer telles actions à toute personne, compagnie ou corporation ou à ses actionnaires et émettre des actions acquittées et non sujettes à appel du capital actions de la compagnie, et les répartir et délivrer en paiement du droit de passage, terrains, droits, matériaux, biens, patentes d'invention, matériel roulant ou matériaux de toute sorte, ou pour services rendus à la compagnie, et toutes telles émissions et répartitions engagera la compagnie, et les dites actions ne seront pas sujettes à appel et les débiteurs d'icelles n'encourront aucune responsabilité, et la compagnie peut pour tous biens ou pour tous services semblables rendus à la compagnie, les payer, et tout ou en partie, avec des actions acquittées ou en tout ou en partie avec des obligations, selon que les directeurs jugeront à propos ;

Les directeurs peuvent aussi distribuer et émettre des actions acquittées et obligations en paiement de réclamations "bona fide" des entrepreneurs et ingénieurs ou autres personnes ayant des réclamations contre la compagnie pour services rendus ou travail fait ;

Vendre, transporter et aliéner les franchises et tous ou partie des droits, privilèges et pouvoirs conférés ou possédés par la compagnie en vertu de sa charte, ainsi que ses entreprises ou toute partie d'icelles, à toute compagnie incorporée ou compagnies, avec objets, en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie pour tel prix et considération et aux termes et conditions qui peuvent paraître désirables et spécialement pour les actions préférentielles ou ordinaires, obligations, débiteurs ou autres garanties de telle compagnie, et en général de faire toutes choses en rapport avec la mise en opération des objets de la compagnie ;

Posséder, souscrire et payer pour les actions, devenir actionnaires, détenir ou acheter les débiteurs d'une ou plusieurs compagnies incorporées ;

Nommer un procureur ou des représentants pour assister et tenir note pour et au nom de la compagnie, aux assemblées des compagnies dont elle peut détenir ou acquérir les actions, obligations ou autres garanties, pourvu que les dits procureurs ou représentants soient eux-mêmes actionnaires de telle compagnie ;

Conclure des arrangements avec toute personne ou personnes, gouvernement ou autorité fédérale, provinciale, municipale ou locale ou autrement, de nature à atteindre les buts de la compagnie ou aucun d'eux ;

Placer les fonds non employés de la compagnie en la manière qui pourra être déterminée de temps à autre, ou distribuer en argent, parmi les actionnaires, toute partie des biens de la compagnie ;

Faire tous les susdits actes et choses comme patrons, agents, entrepreneurs ou procureurs ;

Faire toutes choses nécessaires pour atteindre les susdits objets. L'interprétation de tous les pouvoirs octroyés par aucun des susdits paragraphes, ne seront par limités ou restreints par rapport à ou déduction des termes de tout autre paragraphe quelconque, par rapport ou déduction du nom de la compagnie, sous le nom de "The Hydro-Electric Company of Quebec, Limited", avec un capital total de sept cent cinquante mille piastres (\$750,000.00), divisé en sept mille cinq cents (7,500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

The directors may issue as paid up stock, shares of the capital stock of the company in payment for the whole or part of the business, franchises, undertakings, property, water-powers, rights, powers, privileges, letters patent, contracts, immoveables, stock, assets and other property of any person, company or municipal corporation the company may lawfully acquire under the present act, and may allot and deliver such shares to any person, company or corporation or to its shareholders and issue as fully paid up and non assessable stock shares of the capital stock of the company, and allot and deliver same in payment for right of way, land, rights, materials, property, patents of invention, rolling stock or materials of any kind, or for services rendered to the company, and all such issues and allotments shall bind the company and the said shares shall not be subject to call and the holders thereof shall thereby incur no responsibility, and the company may for any property or for any similar services rendered to it, pay for same, in whole or in part, with paid up shares or in whole or in part with bonds, according as the directors may deem advisable ;

The directors may also distribute and issue such paid up shares or bonds in payment for the "bona fide" claims of the contractors and engineers or other persons having claims against the company for services rendered or work done ;

To sell, convey and alienate the franchises and some or the whole of the rights, privileges and powers conferred or held by the company under its charter as well as its undertakings or any part thereof, to any incorporated company or companies with objects in whole or in part similar to those of the company for such price and consideration and on the terms and conditions it may deem desirable and especially for the preferred or ordinary shares, bonds, debentures or other securities of such company, and generally to do all such things in connection with the carrying out of the objects of the company ;

To hold, subscribe and pay for the shares, become shareholders, hold or purchase the debentures of one or more incorporated companies ;

To appoint an attorney or representatives to assist and note for and in the name of the company, at the meetings of such companies of which it may hold or acquire the shares, bonds or other securities, provided that such attorney or representative be himself a shareholder of such company ;

To conclude arrangements with any person or persons, government or authority, federal, provincial, municipal or local, or otherwise, of a nature to attain the ends of the company or any of them ;

To invest the unemployed funds of the company in the manner that may be, from time to time, determined upon, or distribute in cash, amongst the share-holders, any part of the property of the company ;

To do all the foregoing acts and things, as principals agents, contractors or attorneys ;

To do all things necessary to attain the foregoing objects. The interpretation of all powers granted by any paragraph foregoing, shall not be limited or restricted by induction or deduction of the terms of any other paragraph, whatsoever, by induction or deduction from the company's name, under the name of "The Hydro-Electric Company of Quebec, Limited", with a capital stock of seven hundred and fifty thousand dollars (\$750,000.00), divided into seven thousand five hundred shares (7,500) of one hundred dollars (\$100.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,
4611 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf octobre 1912, constituant en corporation MM. Thomas Joseph Moore, marchand, Joseph Edmond Dempsey, compositeur, Joseph Francis Vachon, gérant, Albert Francis Moore, commis, de la cité de Québec, et Henriette Moore, fille majeure, de Montcalmville, dans les buts suivants :

Acheter et acquérir comme une affaire en opération, tous ou aucun des biens et actifs des affaires conduites par le dit T. J. Moore, de la cité de Québec, comme libraire, imprimeur et marchand en général d'articles nécessaires pour les bureaux sous les nom et raison de "T. J. Moore & Company" ;

Manufacturer, acheter, vendre toute sorte de papeteries, livres et choses nécessaires pour les bureaux y compris les dactylographes, fournitures de bureau et mobilier et toutes choses de cette sorte ;

Faire les affaires d'imprimeur à la tâche, relieur dans chacune de leurs branches respectives ;

Faire toutes autres affaires, soit manufacturées ou autrement, qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être conduites convenablement en rapport avec aucune des affaires ci-dessus spécifiées ou calculées directement ou indirectement pour augmenter la valeur ou rendre profitables aucun des bînes ou droits de la compagnie ;

Acquérir par achat, concession, échange ou autre titre légal, et construire, ériger, mettre en opération, maintenir et conduire toutes manufactures, boutiques, entrepôts, dépôts, ateliers pour machines, remises pour engins et autres constructions et érections nécessaires pour ses affaires et toute autre propriété mobilière et immobilière nécessaire et utile pour la mise en opération d'aucun des objets de la compagnie, et les louer, vendre et en disposer ;

Engendrer, produire et accumuler la vapeur, le gaz, l'électricité et autre pouvoir moteur pour la production de l'éclairage, chauffage ou pouvoir pour les fins de la compagnie, avec pouvoir de vendre tout surplus non requis ou en disposer autrement, et les fournir pour les fins d'éclairage, chauffage ou pouvoir à toute personne ou corporation dans la cité de Québec, à tesl termes qui peuvent être convenus, pourvu que lorsque les susdits pouvoirs seront exercés en dehors de la propriété de la compagnie, ils soient sujets à toutes les lois provinciales et municipales et règlements à cette fin ;

Demander, obtenir, enrégistrer, acheter, louer ou licencier sur royauté ou autrement, acquérir et détenir, employer, posséder, mettre en opération et introduire, et vendre, céder toutes marques de commerce, noms de commerce, patentes d'invention, améliorations et procédés sous enrégistrement ou autrement, utiles aux affaires de la compagnie, ou en disposer autrement, et employer, exercer, développer, octroyer des licences y ayant rapport, ou autrement mettre à profit toutes telles marques de commerce, noms de commerce et inventions, licences, procédés et autres ou tels autres biens ou droits ;

Détenir, acheter ou acquérir autrement et vendre des actions ou obligations de toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant des affaires capables d'être

The principal place of business of the corporation, will be at Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of October, 1912.

C. J. SIMARD,
4612 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the twenty ninth October, 1912, incorporating Messrs. Thomas Joseph Moore, merchant, Joseph Edmond Dempsey, compositor, Joseph Francis Vachon, manager, Albert Francis Moore, clerk, of the city of Québec, and Henriette Moore, spinster, of Montcalmville, for the following purposes :

To purchase and acquire as a going concern all or any of the properties and assets of the business carried on by the said T. J. Moore, at the city of Québec, as stationer, printer and dealer in office requisites generally under the firm name of "T. J. Moore & Company ;

To manufacturer, buy, sell and deal in all kinds of stationery, books and office requisites including typewriters, office furniture, and fixtures and all things of that kind ;

To carry on the business of job printer and book binder in each of their respective branches ;

To carry on any other business whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any of the above specified businesses or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's properties or rights ;

To acquire by purchase, concession, exchange or other legal title, and to construct, erect, operate, maintain and manage, all factories, shops, store houses, depots, machine shops, engine houses and other structures, and erections necessary for its business and all other property moveable and immoveable, necessary and useful for the carrying on of any of the purposes of the company, and to lease, sell, and dispose of the same ;

To generate, produce and accumulate steam, gas, electricity, or other motive power for the production of light, heat or power, for the purposes of the company, with the power to sell or otherwise dispose of any excess not required, and to supply the same for light, heat or power purposes to any person or corporation in the city of Québec, on such terms as may be agreed upon, provided that the foregoing powers when exercised outside the property of the company, shall be subject to all provincial and municipal laws and regulations in that behalf ;

To apply for, obtain, register, purchase, lease or license on royalty or otherwise, acquire and hold, use, own, operate, and introduce, and to sell, assign, or otherwise dispose of any trade marks, trade names, patents of invention, improvements and processes under registration or otherwise, useful to the business of the company, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of, or otherwise turn to account any such trade marks, trade names and inventions, licenses, processes and the like or any such other property or rights ;

To hold, purchase, or otherwise acquire, and to sell, or otherwise dispose of shares or bonds of any other company having objects wholly or in part similar to those of this company, or carrying on businesses capable of being con-

conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de la compagnie, ou en disposer autrement ;

Se consolider ou s'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de la compagnie, et acquérir par achat, bail ou autrement, les biens, franchises, entreprise et affaires de toute telle corporation, et assumer les obligations d'icelle, et les payer, en tout ou en partie, en argent, actions, obligations ou autres garanties de la compagnie ;

Vendre l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour actions, débentures ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou en disposer autrement ;

Acquérir ou entreprendre toutes ou aucune partie des affaires, biens et obligations de toute personne ou compagnie faisant aucune des affaires que la compagnie est autorisée à faire ou qui peuvent être pour le bénéfice de la compagnie, et émettre des actions acquittées ou en partie acquittées de cette compagnie en considération ou partie de considération d'icelles ;

Émettre des actions acquittées, obligations, débentures ou autres garanties de la compagnie en paiement ou partie de paiement pour tous biens ou droits qui peuvent être acquis par icelle, ou pour tous services rendus ou pour tout travail fait pour la compagnie, ou dans ou au sujet du paiement ou acquittement des dettes et obligations dues à la compagnie ;

Accepter en paiement de toute dette due à la compagnie, du stock, des actions, obligations, débentures ou autres garanties de toute compagnie ;

Placer les argents de la compagnie, non immédiatement requis, en la manière qui peut être déterminée de temps à autre ;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie, en espèce, tous les biens de la compagnie et en particulier toutes actions, départs et en particulier toutes actions, départs, appartenant à la compagnie ou dont la compagnie peut avoir le pouvoir de disposer ; compagnie peut avoir le pouvoir de disposer ; corporation, société ou personne faisant aucune des affaires ou entreprises ci-dessus mentionnées ;

Faire tous les autres actes et choses en rapport ou utiles à l'acquisition des susdits objets ou aucun d'eux, sous le nom de "T. J. Moore & Company, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4613

Sous-secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné que "The Niagara Fire Insurance Company", de New-York, N. Y., a été enregistrée pour faire les affaires d'assurance contre le feu et le vent dans cette province, le et après le 1er novembre 1912.

Le nom du principal agent pour la province est M. Wm. E. Finlay, 52, rue Saint-François-Xavier, Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce trente-unième jour d'octobre 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des Assurances, P. Q.
Branche des Assurances.

Département du Trésor, Québec. 4577

ducted so as to directly or indirectly benefit the company ;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, and to acquire by purchase, lease or otherwise, the property, franchises, undertaking and business of any such corporation, and to assume the liabilities thereof, and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, bonds or other securities of the company ;

To sell or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem proper, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of this company ;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or which might be of value to the company, and to issue paid up or partially paid up shares of this company in consideration or in part consideration therefor ;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities, of the company in payment or part payment for any property or rights which may be acquired, by, or for any services rendered, or for any work done for the company, or in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company ;

To accept in payment of any debt due to the company, stock, shares bonds, debentures, or other securities of any company ;

To invest the money of the company, not immediately required in such manner as may from time to time be determined ;

To distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company and in particular any shares, debentures or securities of any other company, belonging to the company, or which the company may have power to dispose of ;

To act as agent for any company, corporation, firm or person carrying on any of the business or undertaking heretofore mentioned ;

To do all other acts and things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them, under the name of "T. J. Moore & Company, Limited", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety shares (490) of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4614

Deputy Provincial Secretary.

Notice is hereby given that "The Niagara Fire Insurance Company", of New York, N. Y., has been registered to transact in this province, the business of fire and tornado insurance on and after the 1st of November, 1912.

The name of the chief agent for the province is Mr. Wm. E. Finlay, 53, Saint François Xavier street, Montreal, P. Q.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this thirty first day of October, 1912.

For the treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance branch,

Treasury Department, Québec. 4578

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, M. Victor Michon, cultivateur, de la paroisse de Saint-Thomas-d'Aquin, comté de Saint-Hyacinthe, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Saint-Thomas-d'Aquin", avec sa principale place d'affaires, dans la paroisse de Saint-Thomas-d'Aquin, dans le comté de Saint-Hyacinthe.

Les objets pour lesquels cette société est formée, sont :

L'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture et de la voirie de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le vingt-neuvième jour du mois d'octobre 1912.

JOS. ED. CARON,

4587 Ministre de l'agriculture et de la voirie.

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné, ayant transmis au ministère de l'agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences de l'article 1861 des Statuts refondus de Québec, 1909, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est, par les présentes, constitué en corporation.

Dans le comté de Témiscouata, le cercle ci-dessous est autorisé, sous le nom suivant, savoir :

" Cercle agricole de la paroisse de Saint-Hubert."

JOS. ED. CARON,

Ministre de l'Agriculture.

Québec, 6 novembre 1912.

4629

La compagnie "Parker's Dye Works, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Andrew Ross McMaster, de Montréal.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 7 novembre 1912.

4649

ASSEMBLÉE LEGISLATIVE.

Québec, 18 septembre 1912.

Avis est par le présent donné, conformément aux règles 49 et 50 de l'Assemblée législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette Chambre après le dix-huitième jour du mois de novembre prochain ; qu'aucun tel bill privé ne pourra être présenté après le vingt-cinquième jour du même mois ; qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le deuxième jour du mois de décembre prochain.

L. P. GEOFFRION,

Greffier de l'Assemblée législative.

3807.2

CO-OPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION.

Public notice is hereby given that in virtue of the act respecting cooperative agricultural associations, 1908, Mr. Victor Michon, farmer, of the parish of Saint Thomas d'Aquin, county of Saint Hyacinthe, and others, have formed a cooperative agricultural association, under the name of "Saint Thomas d'Aquin Cooperative Agricultural Association", with its chief place of business in the parish of Saint Thomas d'Aquin, in the county of Saint Hyacinthe.

The objects for which this association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned, Minister of Agriculture and Roads of the province of Quebec, authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, the twenty ninth day of October, 1912.

JOS. ED. CARON,

4588 Minister of Agriculture and Roads.

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of article 1861 of the Revised statutes of Quebec, 1909, the undersigned authorizes the formation of such club, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Témiscouata, the following club is authorized under the following name, to wit :

" Farmer's club of the parish of Saint Hubert."

JOS. ED. CARON,

Minister of Agriculture.

Québec, 6th November, 1912.

4630

The company "Parker's Dye Works, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Andrew Ross McMaster, of Montreal.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Québec, 7th November, 1912.

4650

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Québec, 18th September, 1912.

Notice is hereby given that in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no petition for any private bill shall be received by the House after the eighteenth day of the month of November next ; that no private bill shall be introduced after the twenty fifth day of the said month ; that no report of any standing or select committee upon private bill shall be received after the second day of the month of December next.

L. P. GEOFFRION,

Clerk of Legislative Assembly.

3808

No. 2675-12.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec 30 octobre 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher de la municipalité scolaire de Papineauville, comté de Labelle, les lots portant les Nos 55, 56, 57 et 58, et de les annexer à la municipalité scolaire de Montebello, même comté. 4525

Québec, 11 septembre 1912.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions du code du notariat, une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Francis E. McKenna, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant en la cité de Montréal, district de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, repertoire et index de feu William H. Cox, en son vivant notaire public, pratiquant et résidant à Montréal, district susdit. 4173.4

Québec, 8 octobre 1912.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions du code du notariat, une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Joseph Napoléon-Médard Preville, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant à Saint-Gabriel-de-Brandon, comté de Berthier, district de Joliette, par laquelle il demande la transmission en sa faveur, des minutes, repertoire et index de Hector Champagne, écuyer, notaire public, de Saint-Gabriel-de-Brandon, district susdit. 4159.4

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. François Xavier Beaucage, Joseph Drolet, Omer Mireault, Albert Fath, Souverain E. Toussaint et Joseph Langevin, tous industriels, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Pour manufacturer des miroirs, pour la mise en plomb du verre, ainsi que pour tailler, biseauter, émailler, colorier, orner le verre et pour tout travail en général se rapportant à l'industrie du verre ; acquérir, posséder, louer ou autrement détenir des biens meubles et immeubles ainsi que hypothéquer les dits immeubles, le tout en rapport avec la transaction des affaires de la dite industrie et à l'usage de la dite industrie, sous le nom de "Compagnie Ceramo Vitrail", avec un capital de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de vingt piastres (\$20.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4553

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-deux octobre 1912, par lesquelles la compagnie "Reynolds Company, Limited", a été autorisée à changer son nom par celui de "R. H. Miner Company, Limited".

Daté du bureau du secrétaire de la province ce vingt-deuxième jour d'octobre 1912.

J. C. SIMARD,

4571

Sous-secrétaire de la province.

No. 2675-12.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 30th October, 1912.

In conformity with the provisions of article 2591 of the S. R. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Papineauville, county of Labelle, the lots bearing the Nos. 55, 56, 57 and 58, and to annex same to the school municipality of Montebello, same county. 4526

Quebec, 11th September, 1912.

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of the notarial code, a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, by Francis E. McKenna, esquire, notary public, residing and practising in the city of Montreal, district of Montreal, by which he asks for the transfer in his favor of the minutes, repertoire and index of the late William H. Cox, in his lifetime notary public, practising and residing at Montreal, aforesaid district. 4174

Quebec, 8th October, 1912.

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of the notarial code, a petition has been presented to His Honor the lieutenant-governor of the province of Quebec, by Joseph Napoléon Médard Preville, esquire, notary public, practising and residing at Saint Gabriel de Brandon, county of Berthier, district of Joliette, by which he asks for the transfer in his favor of the minutes, repertoire and index of Hector Champagne, esquire, notary public, of Saint Gabriel de Brandon, aforesaid district. 4160

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty second day of October, 1912, incorporating Messrs. François Xavier Beaucage, Joseph Drolet, Omer Mireault, Albert Fath, Souverain E. Toussaint and Joseph Langevin, all manufacturers, of the city of Montreal, for the following purposes :

To manufacture mirrors, to cover glass with lead as well as cut, bevel, enamel, color and decorated glass and any work in general connected with the glass industry ; to acquire, own, lease or otherwise hold movable or immovable property as well as hypothecate said immovables, the whole in connection with the transaction of the business of the said industry, and for the use of the said industry, under the name of "La Compagnie Ceramo Vitrail", with a capital of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into five hundred (500) shares of twenty dollars (\$20.00) each.

The principal place of business of the said company, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4554

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act Supplementary, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty second day of October, 1912, by which the "Reynolds Company, Limited", has been authorized to change its name to the "R. H. Miner Company, Limited".

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4572

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. David Henry Pennington, marchand de bois, Jean François Siméon Dugal, marchand, Archibald Walter Hay, agent d'assurance, Frederick McMahon, gérant, Alexander Christinsin Byrne, agent d'assurance et Thomas Bernard Bland O'Neill, marchand de bois, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Faire les affaires d'immeubles et les affaires d'une compagnie de terrains ;

Acquérir par achat, bail, échange, octroi, concession ou autrement, et détenir et posséder des terrains et immeubles de toute description, et développer, améliorer, exploiter et disposer toute telle propriété en rues, ruelles, carrés, lots ou autrement, et ériger des maisons, bâtisses et autres constructions sur les propriétés immobilières ainsi acquises ;

Vendre, louer, donner à bail, transporter, échanger les dits terrains et immeubles ou toute partie d'iceux, en disposer ou en faire le commerce autrement, et les bâtisses sus-érigées, et disposer des rues, carrés ou ruelles sur telle propriété en faveur de toutes personnes ou municipalités, aux termes et conditions que la compagnie peut juger à propos ;

Faire des avances aux moyens de prêts aux acquéreurs ou locataires d'aucune partie de la propriété de la compagnie pour les fins de construction ou autres améliorations ; aider, aux moyens d'avances, ou autrement, dans la construction et entretien des chemins, rues, ouvrages hydrauliques, drainages et autres améliorations calculées pour rendre la propriété de la compagnie plus accessible et pour augmenter sa valeur ;

Prendre et détenir des hypothèques, obligations et garanties pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie aux acquéreurs ou autres ou pour avances par la compagnie aux acquéreurs pour les fins de construction ou autres améliorations ;

Agir comme agent pour toute compagnie, corporation, société ou personne faisant aucune des affaires ou entreprises ci-dessus mentionnées ;

Acquérir par achat ou autrement toute propriété, meubles ou immeubles, franchises, droits ou privilèges qui peuvent être nécessaires pour les fins de la compagnie, et en disposer en aucune manière ;

Posséder, acheter ou acquérir autrement, et vendre des actions ou obligations de toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant des affaires capables d'être conduites, directement ou indirectement pour le bénéfice de la compagnie, ou en disposer autrement ;

Émettre, transporter et donner des actions du capital actions de la compagnie incorporée par les présentes, en paiement de toutes affaires, franchises, entreprises, biens, droits, privilèges, baux, hypothèques, licences, patentes, contrats, immeubles, stock, actifs et autres biens ou droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ;

Vendre toute ou aucune partie des entreprises, actifs ou biens de la compagnie pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour actions, débetures ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie, et en disposer ;

S'amalgamer, partager les profits, s'associer, coopérer avec toute personne ou personnes ou compagnie engagées ou sur le point d'être engagées dans toutes affaires que la compagnie est autorisée à faire ;

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date fourteenth day of October, 1912, incorporating Messrs. David Henry Pennington, lumber merchant, Jean François Siméon Dugal, merchant, Archibald Walter Hay, insurance agent, Frederick McMahon, manager, Alexander Christinsin Byrne, insurance agent, and Thomas Bernard Bland O'Neill, lumber merchant, all of the city of Quebec, for the following purposes :

To carry on a real estate business and to do the business of a land company ;

To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or otherwise, and to hold and own lands, real estate and immovables of every description, and to develop, improve, exploit and lay out any such property in streets, lanes, squares, lots or otherwise, and to erect houses, buildings and other construction, on said real property so acquired ;

To sell, lease, rent, convey, exchange, dispose of or otherwise deal with such lands, real estate and immovables, or any portion hereof, and of buildings thereon erected and to dispose of any streets, squares or lanes on such property in favour of any persons or municipalities on such terms and conditions as the company may think fit ;

To make advances by means of loans to purchasers or tenants of any part of the company's property for the purposes of construction of other improvements ; to assist by means of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, water works, drains and other improvements calculated to render the property of the company more accessible and to increase its value ;

To take and hold mortgages, hypothecs and liens to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company from purchasers or others or advances by the company to purchasers for building purposes or other improvements ;

To act as agent for any company, corporation, firm or person carrying on any of the business or undertakings heretofore mentioned ;

To acquire by purchase or otherwise any property real or personal liberties, rights or privileges which may be necessary for the purposes of the company and to dispose of the same in any manner ;

To hold, purchase, or otherwise acquire, and to sell or otherwise dispose of shares or bonds of any other company having objects, wholly or in part similar to those of this company or carrying on, businesses capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company ;

To issue, transfer and give shares of the capital stock of the company hereby incorporated in payment of all business, franchises, undertakings, properties, rights, privileges, leases, mortgages, licenses, patents, contracts, immovables, stock, assets and other property or rights which the company may legally acquire in virtue of the presents ;

To sell and dispose of the whole or any part of the undertakings, assets or property of the company for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, or securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of this company ;

To amalgamate, share profits, unite, cooperate with any person or persons or company engaged in or about to, carry on any business which the company is authorized to carry on ;

Faire toutes autres affaires (manufacturées ou autrement) qui peuvent paraître capables à la compagnie d'être convenablement conduites en rapport avec aucune des susdites affaires, ou calculées directement ou indirectement pour augmenter la valeur ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie, et faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs ayant rapport à la mise en opération convenable des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, et nécessaires pour permettre à la compagnie de conduire ses entreprises avec profit, sous le nom de "Battlefield Realty Company, Limited", avec un capital de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour d'octobre 1912. L'avis dans la Gazette du 26 octobre, 1912, aux pages 2165, 2166 et 2167, numéros 4411-12 est nul.

C. J. SIMARD.

4411 Sous-secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné que "The National Fire Insurance of Hartford", de Hartford, Conn., a été enregistrée pour faire les affaires dans cette province, d'assurance contre le feu et le vent, le 25 octobre 1912.

Le nom du principal agent pour la province est M. F. H. Markey, 179, rue Saint-Jacques, Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-cinquième jour d'octobre 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.
WILLIAM CHUBB,
Surintendant des assurances, P. Q.
Branche des assurances,
Département du Trésor, Québec. 4495

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de Saint-Frédéric de Beauce", ayant été établie aux termes de la loi des assurances de Québec, section XXII, chap. III, titre XI, des Statuts Refondus de Québec, 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi, la dite compagnie a été licenciée et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurance, et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie mutuelle d'assurance contre le feu, autorisée par le paragraphe VI, de la dite section, peut légalement transiger en rapport aux affaires mentionnées dans son état à l'inspecteur.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-troisième jour d'octobre 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.
WILLIAM CHUBB,
Surintendant des assurances, P. Q.
Branche des assurances,
Département du Trésor, Québec. 4497

Avis est par le présent donné que "The Saint Lawrence Court Sick and Funeral Benefit Association", a été licenciée et enregistrée comme une association mutuelle de bienfaisance dans le but de pourvoir et maintenir un fonds pour ses membres pour le paiement de bénéfices de maladies et de frais funéraires, et fournir les soins médicaux gratuits aux membres.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-quatrième jour d'octobre 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.
WILLIAM CHUBB,
Surintendant des assurances, P. Q.
Branche des assurances,
Département du Trésor, Québec. 4499

To carry on any other business (manufacturing or otherwise), which may seem to the company capable of being conveniently carried, on in connection with any of the above specified businesses, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's properties or rights, and to do all acts and exercise all powers incidental to the due carrying out of the objects for which the company is incorporated, and necessary to enable the company to profitably carry on its undertakings, under the name of "Battlefields Realty Company Limited", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of October, 1912. The notice of the Gazette of the 26th October, 1912, on pages 2165, 2166 and 2167, numbers 4411-12 being void.

C. J. SIMARD.

4412 Deputy Provincial Secretary.

Notice is hereby given that "The National Fire Insurance of Hartford" of Hartford, Conn., has been registered to transact in this province, the business of fire and tornado insurance on and after the 25th of October, 1912.

The name of the chief agent for the province, is Mr. F. H. Markey, 179, Saint James Street, Montreal, P. Q.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty fifth day of October, 1912.

For the treasurer of the province of Quebec.
WILLIAM CHUBB,
Superintendent of insurance, P. Q.
Insurance branch,
Treasury department, Quebec. 4496

Notice is hereby given that the parish of Saint Frédéric de Beauce Mutual Fire Insurance Company, having been established in conformity with the Quebec Insurance Act, section XXII, chap. III, title XI, of the revised statutes of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual fire insurance company authorized by paragraph VI, of the said section may lawfully do in respect of the kind of business mentioned in their statement to the inspector.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., this twenty-third of October, 1912.

For the treasurer of the province of Quebec.
WILLIAM CHUBB,
Superintendent of insurance, P. Q.
Insurance branch,
Treasury department, Quebec. 4498

Notice is hereby given that "The Saint Lawrence Court Sick and Funeral Benefit Association", has been licensed and registered as a mutual benefit society for the purpose of providing and maintaining a fund for its members for the payment of sickness and funeral benefits, and to furnish free medical services to members.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty fourth day of October, 1912.

For the treasurer of the province of Quebec.
WILLIAM CHUBB,
Superintendent of insurance, P. Q.
Insurance branch,
Treasury Department, Quebec. 4500

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. William Tracey, entrepreneur de pompes funèbres, Edward Noble Tracey, teneur de livres, William John Tracey, jr, entrepreneur de pompes funèbres, William Patrick Sheridan, commis, et Thomas Reginald Ker, avocat, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires de directeurs, entrepreneurs et embaumeurs funéraires dans toutes leurs branches, et faire, manufacturer tous les articles ayant rapport aux affaires d'entrepreneurs et directeurs de pompes funèbres, d'embaumement et de crémation, en disposer et en faire le commerce ;

Mettre en opération un système coopératif d'inhumation en faisant des arrangements avec les personnes, familles et institutions, par lequel, pour le paiement périodique ou autrement d'une somme ou sommes d'argent convenues, la société se chargera d'inhumer, sans frais, le corps de la personne ou les corps des personnes contractant ainsi avec la dite société ;

Acheter, vendre des fleurs et tributs floraux pour servir aux funérailles ou crémations, ou y ayant rapport, sous le nom de "Mutual Funeral Association Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4511

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. Joseph Simard, marchand de bois, du Lac au Saumon, Edward LeMontais Valpy, comptable, Joseph Anicet, Castanier, surintendant forestier, Charles Roderick McLeay, comptable, et William Lindsay Veit, surintendant de moulins, du village de Sayabec, dans les buts suivants :

Mettre en opération la production et manufacture du bois dans toutes ses branches, et dans ce but ériger, entretenir et mettre en opération des moulins, glissoires, estacades et tous les autres moyens d'obtenir, transformer et manufacturer les produits forestiers en bois de charpente, lattes, bardeaux et toutes les autres choses pour lesquelles les dits produits forestiers peuvent être utiles ;

Faire toutes choses et conduire toutes affaires qui peuvent être considérées utiles dans le but de promouvoir l'entreprise de la compagnie ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de la présente compagnie ou qui peuvent être conduits avantageusement en rapport avec ceux ;

Vendre l'entreprise de la compagnie et accepter comme prix d'achat d'icelle les obligations, stock ou garanties de toute autre compagnie ;

Diviser en argent ou en espèce parmi ses actionnaires tous les actifs de la compagnie ;

Entrer en arrangements pour le partage des profits avec d'autres compagnies faisant les mêmes affaires que celles conduites par la présente compagnie ;

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-second of October, 1912, incorporating Messrs. William Tracey, undertaker, Edward Noble Tracey, book-keeper, William John Tracey, jr, undertaker, William Patrick Sheridan, clerk, and Thomas Reginald Ker, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of funeral directors, undertakers and embalmers in all its branches and to make, manufacture, deal in, dispose of all articles connected with the business of undertaking in funeral directing, embalming and cremating ;

To carry on a co-operative system of burial by entering into agreements with individuals, families and institutions by which for the payment periodically or otherwise of a sum or sums of money agreed on, the society will undertake to bury, free of charges the body or bodies of such person or persons so contracting with the said society ;

To buy, sell, deal in and dispose of flowers and floral tributes for use at or in connection with funerals or cremations, under the name of "Mutual Funeral Association Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4512

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second of October, 1912, incorporating Messrs. Joseph Simard, lumberman, du Lac au Saumon, Edward LeMontais Valpy, accountant, Joseph Anicet Castahier, wood superintendent, Charles Roderick McLeay, accountant, and William Lindsay Veit, mill superintendent, of the village of Sayabec, for the following purposes :

To carry on the production and manufacture of lumber in all its branches, and for that purposes to erect, maintain and operate mills, slides, booms, and all other means of collecting, transforming and manufacturing the products of the forest into lumber, laths, shingles and all other things for which the said products of the forest may be useful ;

To do all things and carry on all business which may be considered to be useful for the purpose of advancing the undertaking of the company ;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of the present company or which may be with advantage carried on in conjunction therewith ;

To sell the undertaking of the company, and to accept as the purchase price thereof the bonds, stocks or securities of any other company ;

To divide in cash or kind among its shareholders any assets of the company ;

To enter into profit sharing agreements with other companies carrying on business similar to that carried on by the present company ;

Acheter et détenir du stock dans toutes autres compagnies, nonobstant toutes dispositions de la loi au contraire ;

Manufacturer et distribuer l'électricité, l'éclairage, le chauffage, et pouvoir, telle manufacture et distribution en dehors des prémisses de la compagnie devant être sujettes à toutes les lois municipales et autres et non en dehors des limites des comtés de Matane et Rimouski, sous le nom de "Simard Lumber Company, Limited", avec un capital total de deux mille piastres (\$2,000.00), divisé en vingt (20) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Sayabec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

4513

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. George Huppé, Narcisse Lessard et Joseph Philias Guay, marchands, Arthur Morin, menuisier et Samuel Vachon, commerçant, de Saint-Elzéar, dans les buts suivants :

Faire des affaires comme marchands généraux et s'occuper de tout commerce ou industrie pouvant réaliser des bénéfices pour la compagnie ;

Acquérir et exploiter des terres à bois, et faire, construire, ériger, bâtir et opérer des moulins à scie ;

Construire, posséder, acquérir, aliéner et exploiter dans les limites du village de Saint-Elzéar de Beauce un ou plusieurs aqueducs dans un, but général d'approvisionnement d'eau, ainsi que pour établir un ou plusieurs systèmes de protection contre le feu, avec pouvoir de charger pour l'usage d'eux ;

Acheter, acquérir et exploiter la totalité ou une partie des biens, affaires, privilèges, propriétés, contrats, droits, obligations et engagements de toute personne engagées dans une entreprise de même nature ou en possession de propriétés pouvant servir au commerce ou à l'industrie de la présente compagnie qui a le pouvoir de les acheter, louer ou autrement acquérir et de les payer en deniers comptants, actions, obligations ou valeurs de la compagnie ;

Construire, acquérir, posséder, aliéner et exploiter des biens meubles et immeubles pour les fins de la compagnie, en tirer un revenu, les louer, vendre, échanger ou en disposer autrement et les hypothéquer ou donner en gage ;

Agir comme agent ou représentant, facteur ou agent à commission pour d'autres personnes, compagnies ou corporations engagée dans toute entreprise de même nature et exercer tous les pouvoirs requis à cette fin ;

Acquérir les commerces, marchandises, stocks et clientèles de George Huppé, Narcisse Lessard, Joseph P. Guay, tous trois faisant affaires individuellement comme marchands à Saint-Elzéar de Beauce, et les payer en partie ou en entier en actions libérées ou obligations de la compagnie ;

Emprunter des deniers pour les affaires de la compagnie et de contracter des obligations financières et commerciales à cet effet ;

Émettre et allouer des actions du capital-actions de la compagnie comme actions payées en entier ou en partie, en paiement d'ouvrage fait pour la compagnie et pour services rendus à la compagnie et d'accepter en paiement en partie ou en entier des actions suscrites tel ouvrages ou services rendus ;

To purchase and hold stock in other companies, any provisions of the law to the contrary notwithstanding ;

To manufacture and distribute electric light, heat, and power, such manufacture and distribution beyond the company's premises to be subject to all municipal and other laws and not beyond the limits of the counties of Matane and Rimouski, under the name of "Simard Lumber Company, Limited", with a capital stock of two thousand dollars (\$2,000.00), divided into twenty (20) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Sayabec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

4514

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty second day of October, 1912, incorporating Messrs. George Huppé, Narcisse Lessard and Joseph Philias Guay, merchants, Arthur Morin, joiner, and Samuel Vachon, trader, of Saint Elzéar, for the following purposes :

To carry on the business of general merchants and to engage in any business or industry of a nature to be of benefit to the company ;

To acquire and exploit timber lands, and construct, erect, build and operate saw-mills ;

To construct, hold, acquire, alienate and operate, within the limits of the village of Saint Elzéar, one or several systems of water-works for the general purpose of supplying water as well as establishing one or several systems of fire protection, with power to change the use thereof ;

To purchase, acquire and exploit, the whole or a part of the real estate, business, privileges, properties, contracts, rights, obligations and engagements of any persons carrying on an undertaking of the same nature, or in possession of properties suitable for the business or industry of this company, who is authorized to buy, lease or otherwise acquire same and to pay for same in cash shares, bonds or securities of the company ;

To build, acquire, hold, alienate, and exploit, moveable and immovable properties for the purposes of the company, to derive profits therefrom and lease, sell, exchange, hypothecate, pledge, or otherwise dispose of same ;

To act as agent, representatives, mercantile or commission agent for other persons, companies or corporations carrying on any undertaking of the same nature and to exercise all the powers required for that purpose ;

To acquire the business, merchandise, stock and good-will of George Huppé, Narcisse Lessard, Joseph P. Guay, all three doing business individually as merchants, of Saint Elzéar de Beauce, and to pay for same in whole or in part with paid up shares or bonds of the company ;

To borrow money for the business of the company and to contract financial and commercial obligations for that purpose ;

To issue and allot shares of the capital stock of the company as wholly or partly paid up shares in payment for work done for the company or for services rendered to the company and to accept in whole or part payment for subscribed shares such work or services rendered ;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et faire toutes les opérations nécessaires aux fins de la compagnie, sous le nom de "Compagnie des Cultivateurs de Saint-Elzéar de Beauce Limitée", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Elzéar de Beauce.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4491

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. Patrick Hogan, commerçant, Johnny Lortie, employé civil, F. X. Godbout, comptable, Arthur Moisan, comptable, et Ernest Roy, avocat, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Faire le commerce d'immeubles, exercer le commerce et l'industrie de constructeur de maisons, édifices, de constructions quelconques, et agir comme entrepreneur de travaux, agents d'immeubles et commerçant de matériaux ;

Acquérir, posséder et construire des rues, chemins, ruelles et sentiers, des aqueducs, citernes, drains, égouts et réservoirs ;

Fabriquer des matériaux de construction, tels que pierre artificielle, brique, ou de toute autre composition quelconque, s'en servir et en faire le commerce ;

Faire le commerce de sable, gravier, ciment, charbon de terre, et en général agir comme marchand et commerçant de toute matière et pour toute espèce de marchandises ;

Agir généralement comme courtiers ou agent général pour toutes fins quelconques ;

Exercer généralement l'industrie de manufacturier dans tous les genres et construire et exploiter des manufactures, fabriques et usines et en disposer ;

Acquérir de toute personne, société ou compagnie totalement ou partiellement, les propriétés, affaires, entreprises qui peuvent être jugées utiles aux fins de la présente compagnie et en accepter les engagements ;

Acquérir de toute manière qui sera jugée convenable, de toute corporation ou compagnie s'occupant ou pouvant s'occuper de quelque'un des objets pour lesquels est formée la présente compagnie, des actions, obligations, débiteures ou autres valeurs, et les détenir ou en disposer de la manière et aux conditions qui seront jugées convenables ;

Payer totalement ou partiellement tous services rendus et toute acquisition quelconque faite par la compagnie, en actions libérées de la compagnie ;

Vendre, louer l'actif de la compagnie, son entreprise, ses affaires, totalement ou partiellement au prix et aux conditions qui sera jugé convenable, et recevoir en paiement des actions, débiteures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie, ou des intérêts ou des parts dans toute société de personnes ou syndicat de personnes ou toute autre considération, ou autrement en disposer ;

Conclure avec toute autorité municipale ou locale ou avec toute personne, société ou compagnie intéressée ou étant sur le point de s'intéresser à l'un des objets pour lesquels la présente compagnie est formée, ou qui peut lui profiter directement ou indirectement, des arrangements concernant le partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération des risques communs ou concessions réciproques ou tout autre objet, et passer avec toute telle autorité municipale ou locale, personne, société ou compagnie des contrats, ou en répondre

To do all acts, exercise all powers, and carry on all the operations necessary for the purposes of the company, under the name of "Compagnie des Cultivateurs de Saint-Elzéar de Beauce, Limitée" with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint-Elzéar de Beauce.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4492

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty second day of October, 1912, incorporating Messrs. Patrick Hogan, trader, Johnny Lortie, civil employee, F. X. Godbout, accountant, Arthur Moisan, accountant, and Ernest Roy, advocate, of the said city of the Quebec, for the following purposes :

To deal in real estate and to carry on the business and industry of builders of houses, buildings and structures whatsoever, to act as contractors for works, real estate agents, and dealer in materials ;

To acquire, own and build streets, roads, lanes and paths, water-works, cisterns, drains, sewers and reservoirs ;

To manufacture and use building materials, such as artificial stone, brick, or any other compound whatever and to deal in same ;

To deal in sand, gravel, cement, pit-coal, and generally act as dealer and trader in all materials, and for all kinds of merchandise ;

To act generally as broker, or general agent, for all purposes whatsoever ;

To generally carry on the business of manufacturer of all sorts of products, and to build, operate and dispose of manufactures, factories and shops ;

To acquire, in whole or in part, from any person, firm or company the properties, business, undertakings which may be judged useful for the purposes of this company and to accept the obligations of same ;

To acquire, in any manner deemed convenient, from any corporation or company carrying on or with power to carry on any of the objects for which this company is organized, shares, debentures, obligations and other securities, to hold and dispose of same in the manner and on the conditions which may be judged suitable ;

To pay, in whole or in part, for all services rendered and for any acquisition whatever, done by this company with paid up shares of the company ;

To sell, lease, or otherwise dispose of the assets of the company, its undertakings, its business, wholly or in part, for such price and on such conditions which may be deemed convenient and to receive in payment shares, debentures, obligations or securities of any other company, or interests or shares in any society of persons or syndicate of persons ;

To make, with any municipal or local authority, or with any person, firm or company interested, or about to be interested in any of the objects for which this company is organized or which may be of benefit to same, either directly or indirectly, arrangements concerning, the partition of profits, union of interests, cooperation of joint risks or reciprocal concessions or any other object and to make contracts with such municipal or local authority, person, firm or company, to be responsible for same, with or without gua-

avec ou sans garantie, leur avancer des fonds ou autrement leur aider de la manière et aux conditions qui seront jugées convenables pour tout objet et pour toute fin qui pourra être jugée profitable et dans l'intérêt de la présente compagnie ;

Garantir ou faire garantir au moyen d'obligations, actions, contrats, mortgages, charges, hypothèques ou toutes autres valeurs, le paiement des deniers payables à la présente compagnie ou par la présente compagnie à ou pour toutes compagnies, corporations ou entreprises dont les objets se rapportent à quelqu'un de ceux pour lesquels est formée la présente compagnie ;

Conclure avec tout gouvernement fédéral, provincial, autorité municipale ou locale, ou toute autre autorité ou pouvoir, tout arrangement qui sera jugée être de nature à atteindre les fins ou quelque-une des fins pour lesquelles la présente compagnie a été formée ;

Placer les fonds non employés de la compagnie de la manière qui sera jugée convenable, ou distribuer en tout ou en partie, en espèce ou autrement, la propriété de la compagnie ;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs ci-dessus comme principal agent ou fondé de pouvoirs ; ;

Acquérir, posséder, disposer de quelque manière que ce soit, tous biens meubles et immeubles, droits, biens, franchises, entreprises, propriétés et avantages quelconques pour l'exercice des pouvoirs quelconques conférés à la présente compagnie, et pour lui permettre d'atteindre les objets ci-dessus ;

L'interprétation de tous pouvoirs accordés dans tout paragraphe ci-dessus ne sera ni limitée, ni restreinte par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe que ce soit ni par induction ou déduction du nom de la compagnie, sous le nom de "Compagnie d'Immeubles de Beauport Ouest", avec un capital de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD.

4493

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'octobre 1912, constituant en corporation M.M. Howard Rupert Richey, courtier, Fulton Rogers Hardman, comptable, William Travers Goodhugh, marchand, de la cité de Montréal, Georges Haardt, banquier, de la cité de Bruxelles, Belgique, et George Charles Gifford Hodge, solliciteur, de Londres, Angleterre, dans les buts suivants :

Faire les affaires d'agents et de courtier financiers et d'assureurs et négocier des actions, obligations, débetures et autres garanties ;

Promouvoir et organiser des compagnies, syndicats et sociétés de toute sorte ;

Acquérir, détenir, posséder et vendre des meubles ou immeubles et en disposer autrement ;

Agir comme agents et procureurs pour le placement et la perception des argents, rentes, intérêts, dividendes, hypothèques, obligations, comptes, billets et autres garanties ;

Agir comme agents et procureurs dans le but d'enregistrer, émettre et contresigner des transports et certificats de stocks, obligations, débetures ou autres obligations de toute corporation, association ou municipalité ou de toute institution industrielle, et recevoir et conduire tout fonds d'amortissement en consé-

quence, to advance them funds or otherwise help them in the manner and on the conditions which shall be deemed convenient for any object and for any purpose which may be judged profitable and in the interest of this company ;

To guarantee or have guaranteed by means of obligations, shares, contracts, mortgages, liens, hypothecs, or any other securities, the payment of all moneys, payable to this company or by this company, to or by any such companies, corporations or undertakings the objects of which are related to any of those for which this company is organized ;

To conclude, with any federal or provincial government, municipal or local authority or any other authority or power, any arrangements which shall be deemed of a nature suitable to attain the ends for which this company is organized ;

To invest the unemployed funds of the company in the manner which shall be deemed convenient or to distribute, in whole or in part, in specie or otherwise, the property of the company ;

To do all the acts, and exercise all the powers above mentioned, as principal, agent, or legal representative ;

To acquire, own, dispose of in any manner whatever, any moveable and immoveable properties, rights, effects, franchises, undertakings, real estate, and any advantages whatsoever for the purpose of exercising whatsoever powers granted to this company and to enable it to attain the hereinabove objects ;

The interpretation of all powers, granted in any hereinabove paragraph, shall neither be limited or restricted, by induction or deduction, from the terms of any other paragraph whatsoever, neither by induction or deduction, from the name of the company, under the name of "La Compagnie d'Immeubles de Beauport Ouest", with a capital of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the twenty second day of October, 1912, incorporating Messrs. Howard Rupert Richey, broker, Fulton Rogers Hardman, accountant, William Travers Goodhugh, salesman, of the city of Montreal, George Haardt, banker, of the city of Brussels, Belgium, and George Charles Gifford Hodge, solicitor, of London, England, for the following purposes :

To carry on the business of financial agents and brokers, underwriters of, and dealers in, shares, bonds, debentures, and other securities ;

To promote and organize companies, syndicates, and partnership of all kinds ;

To acquire, hold, own, sell and otherwise dispose of property real or personal ;

To act as agents and attorneys for the investment and collection of moneys, rents, interests, dividends, mortgages, bonds, bills, notes and other securities ;

To acts as agents and attorneys for the purpose of registering, issuing, and countersigning transfers, and certificate of stocks, bonds, debentures or other obligations of any corporation, association or municipality, or any industrial institution, and to receive and manage any sinking fund therefor, under the

quence, sous le nom de "Richey, Haardt & Company, Incorporated", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4501

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. Arthur Napoléon Normand, industriel, de la ville de Montmagny, Charles A. Paquet et J. Henri Paquet, négociants, de la cité de Québec, Victor Emmanuel Pantaléon Hudon, négociant, de Sainte-Anne de la Pocatière, et Ernest Roy, avocat, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Etablir des usines, manufactures, fabriques, et exercer l'industrie d'usiniens, manufacturiers et fabricants en tous genres et de tous objets ;

Exploiter des pouvoirs d'eau et en faire produire de l'électricité ou toute force motrice, et les employer pour toutes fins quelconques en se conformant aux statuts et règlements municipaux pour l'établissement et l'exploitation des lignes destinées à transmettre ces pouvoirs, pouvoirs à être exercés dans les districts de Kamouraska, Montmagny, Québec, Beauce, Chicoutimi, Roberval, Trois-Rivières et Arthabaska ;

Exploiter l'industrie de l'éclairage soit par le gaz ou par tout autre moyen et fabriquer, vendre et distribuer la chaleur en tous cas et les employer pour toutes fins quelconques municipales et provinciales pour l'établissement et l'exploitation des lignes ou des appareils destinés au transport de ces moyens d'éclairage ou de chauffage ;

Exploiter le bois comme industriels, marchands de bois, commerçants ou de toute autre manière ;

Faire tout genre de commerce, agir comme courtier d'assurance, et agent d'assurance sur le feu, la vie, les accidents ou tout autre risque quelconque ;

Faire le commerce d'immeuble, exercer le commerce et l'industrie de constructeur de maisons, édifices, de constructions quelconques, et agir comme entrepreneur de travaux, agent d'immeuble et commerçant de matériaux ;

Acquérir, posséder et construire des rues, chemins, ruelles et sentiers, des aqueducs, citernes, drains, égouts et réservoirs ;

Construire, exploiter des voitures, chars, chars automobiles, aéroplanes et tout autre moyen de transport à l'exception des chemins de fer, et en disposer ;

Acquérir de toute personne, société ou compagnie, totalement ou partiellement, les propriétés, affaires, entreprises qui peuvent être jugées utiles aux fins de la présente compagnie et en accepter les engagements ;

Acquérir tout brevet d'invention, licence, marque de commerce, franchise, privilège, pouvoir de toute personne, société, compagnie ou corporation ou de tout pouvoir public, les posséder, exploiter et en disposer ;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les affaires de la compagnie manufacturière de Montmagny ;

Acquérir de toute manière qui sera jugée convenable, de toute corporation ou compagnie s'occupant ou pouvant s'occuper de quelqu'un des objets pour lesquels est formée la présente compagnie, des actions, obligations, dében-

name of "Richey, Haardt & Company, Incorporated", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4502

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1912, incorporating Messrs. Arthur Napoléon Normand, manufacturer, of the town of Montmagny, Charles A. Paquet and J. Henri Paquet, traders, of the city of Quebec, Victor Emmanuel Pantaléon Hudon, trader, of Sainte Anne de la Pocatière and Ernest Roy, advocate, of the city of Quebec, for the following purposes :

To erect shops, manufactures, factories and to carry on the industry of manufacturers and makers of all kinds of, and any articles ;

To exploit water-powers, produce electricity or any motive power therefrom, and use same for any purposes whatsoever, in complying with the municipal statutes and by-laws, governing the erection and working of lines, for transmitting such powers ; the powers to be exercised in the districts of Kamouraska, Montmagny, Quebec, Beauce, Chicoutimi, Roberval, Three Rivers and Arthabaska ;

To exploit the industry of lighting either by gas or by any other means and manufacture, sell and distribute, heat in all places in complying with all municipal statutes and by laws governing the erection and working of lines and apparatus for transmitting such means of lighting or heating ;

To carry in the lumber business as manufacturers, lumber merchants, dealers or in any other manner ;

To carry on all kinds of business, act as broker or agent, for fire, life and accident insurance or any other risk whatsoever ;

To deal in real estate, to carry on the trade and industry of builders of houses, edifices, and structures of all kinds, and to act as contractor for works, real estate agent and dealer in materials ;

To acquire, own and construct streets, roads, lanes, paths, water works, drains, sewers and reservoirs ;

To build and operate vehicles, cars, automobile cars, aeroplanes and any other means of transportation with the exception of railways, and dispose of same ;

To acquire from any person, firm or company, the whole or a part of the property, business and undertakings, which may be deemed useful to the purposes of the present company and to accept the obligation thereof ;

To acquire any patent of invention, license, trade mark, franchise, privileges, powers, from any person, firm, company or corporation, or from any public authority, to hold, exploit and dispose of same ;

To acquire the assets, undertaking and business of La Compagnie Manufacturière de Montmagny ;

To acquire in any manner which may be deemed convenient, from any corporation or company engaged, or authorized to engage in any of the objects for which the present company is organized, shares, bonds, debentures

tures ou autres valeurs, et les détenir ou en disposer de la manière et aux conditions qui seront jugées convenables ;

Payer totalement ou partiellement tous services rendus et toute acquisition quelconque faite par la compagnie, en actions libérées de la compagnie ;

Vendre, louer l'actif de la compagnie, son entreprise, ses affaires, totalement ou partiellement au prix et aux conditions qui sera jugé convenable, et recevoir en paiement des actions, débiteures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie, ou des intérêts ou des parts dans toute société de personnes ou syndicat de personnes ou toute autre considération, ou autrement en disposer ;

Conclure avec toute autorité municipale ou locale ou avec toute personne, société ou compagnie intéressée ou étant sur le point de s'intéresser à l'un des objets pour lesquels la présente compagnie est formée, ou qui peut lui profiter directement ou indirectement, des arrangements concernant le partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération des risques communs ou concessions réciproques ou tout autre objet, et passer avec toute telle autorité municipale ou locale, personne, société ou compagnie des contrats, ou en répondre avec ou sans garantie, leur avancer des fonds ou autrement leur aider de la manière et aux conditions qui seront jugées convenables pour tout objet et pour toute fin qui pourra être jugée profitable et dans l'intérêt de la présente compagnie ;

Garantir ou faire garantir au moyen d'obligations, actions, contrats, mortgages, charges, hypothèques ou toutes autres valeurs, le paiement des deniers payables à la présente compagnie ou par la présente compagnie ou par toutes compagnies, corporations ou entreprises dont les objets se rapportent à quelqu'un de ceux pour lesquels est formée la présente compagnie ;

Conclure avec tout gouvernement fédéral, provincial, autorité municipale ou locale, ou toute autre autorité ou pouvoir, tout arrangement qui sera jugé être de nature à atteindre les ou quelque une des fins pour lesquelles la présente compagnie a été formée ;

Placer les fonds non employés de la compagnie de la manière qui sera jugée convenable, ou distribuer en tout ou en partie, en espèce ou autrement, la propriété de la compagnie ;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs ci-dessus comme principal, agent ou fondé de pouvoirs ;

Acquérir, posséder, disposer de quelque manière que ce soit, tous biens meubles et immeubles, droits, biens, franchises, entreprises, propriétés et avantages quelconques pour l'exercice des pouvoirs quelconques conférés à la présente compagnie, et pour lui permettre d'atteindre les objets ci-dessus ;

L'interprétation de tous pouvoirs accordés, ni restreinte par induction ou déduction, ni restreinte par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe que ce soit ni par induction ou déduction du nom de la compagnie, sous le nom de "Usines Générales de Chars et de Machineries Limitée", avec un capital de cinq cent mille piastres (\$500,000.00), divisé en cinq mille (5,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montmagny.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'octobre 1912.

451F

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

or other securities, to hold and dispose of same in the manner and on the conditions which may be deemed convenient ;

To pay in full or in part, for all services rendered, and any acquisition whatsoever made by the company, with paid up shares of the company ;

To sell, lease, the whole or a part of the assets, undertaking and business of the company, for the price and on the conditions which may be deemed convenient and to receive in payment thereof, shares, debentures, bonds or securities of any other company, or interests or shares in any association of persons, or syndicate of persons or any other consideration, or otherwise dispose of same ;

To enter into arrangements, with any municipal or local authority, or with any person, firm or company interested or about to be interested in any of the objects for which the present company is organized or which may be of benefit to it, either directly or indirectly, concerning the partition of profits, union of interests, cooperation of joint risks reciprocal concessions, or any other object and to make, with any such municipal or local authority, person, firm or company, contracts, or be responsible for same, with or without warranty, to advance them funds or otherwise aid them in the manner and on the conditions which may be deemed convenient for any object and for any purposes which may be judged profitable and in the interest of the present company ;

To guarantee or secure by means of bonds, shares, contracts, mortgages, charges, hypothecs or other securities, the payment of moneys payable to the present company or by the present company, to or by any company, corporation, or undertaking whose objects are related to any of those for which the present company is organized ;

To conclude with any federal or provincial government, municipal or local authority, any arrangements which may be deemed of a nature suitable to attain the ends for which the present company is organized ;

To invest the unemployed funds of the company in the manner that may be deemed convenient or distribute in cash or otherwise, the whole or a part of the property of the company ;

To do all acts, exercise all powers above mentioned, as principal, agent or attorneys ;

To acquire, hold, dispose of, in any manner whatsoever, any moveable and immovable property, rights, effects, franchises, undertakings, real estate, and advantages of any kind for the exercise of any of the powers whatsoever granted to the present company and to enable it to attain the hereinabove objects ;

The interpretation of all powers granted by any foregoing paragraph, shall neither be limited or restricted, by induction or deduction from the name of the company, under the name of "Usines Générales de Chars et de Machineries, Limitée", with a capital of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five thousand (5,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montmagny.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of October, 1912.

451G

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

SÉNAT DU CANADA.

AVIS DE BILLS PRIVÉS.

Extraits des règles du Sénat.

Toute demande au Parlement pour obtenir un bill privé, de quelque nature qu'il soit, doit être annoncée par avis inséré à la *Gazette du Canada*, cet avis doit indiquer d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, être signé par les pétitionnaires ou en leur nom et contenir l'adresse des signataires : et si elle a pour objet l'obtention d'un acte constitutif, il faut donner aussi dans l'avis le nom de la compagnie projetée.

Dans le cas où des pouvoirs exclusifs sont demandés, outre l'avis à insérer dans la *Gazette du Canada*, il doit en être publié un semblable dans quelqu'un des principaux journaux de la principale cité ou ville ou du principal village de chaque comté du district de la province ou du territoire que l'acte demandé intéresse, selon la nature de l'entreprise projetée.

Et si les travaux d'une compagnie (constituée ou à constituer) doivent être déclarés d'utilité générale pour le Canada, cette intention sera spécifiquement mentionnée dans l'avis ; et les requérants feront envoyer par lettre enregistrée une copie de cet avis au secrétaire de chaque conseil de comté et de chaque corporation municipale spécialement intéressée dans la construction ou l'exploitation de ces travaux, ainsi qu'au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou seront situés, en sorte que cette copie parvienne à ces fonctionnaires cinq semaines au moins avant la considération de la pétition par le comité des Ordres permanents ; et la preuve de l'accomplissement de cette prescription par les requérants devra s'établir par déclaration statuaire adressée au greffier du Sénat.

Dans tous les cas, les avis insérés soit à la "*Gazette du Canada*" ou dans les journaux, doivent se publier au moins une fois par semaine pendant cinq semaines consécutives ; et, lorsqu'ils se publient dans les provinces de Québec et du Manitoba, ils doivent être en langue anglaise et en langue française. Il faut envoyer au greffier du Sénat des exemplaires marqués de chaque numéro de tous les journaux contenant l'avis, avec sur le pli de la feuille les mots : "*Avis de bill privé*" ; où l'on peut transmettre, au lieu des journaux une déclaration statuaire que l'avis a été dûment publié.

Pour plus amples détails, voir les règles du Sénat y relatives, publiées dans la "*Gazette du Canada*," ou s'adresser à ce bureau.

SAMUEL E. ST. O. CHAPLEAU,

4107

Greffier du Sénat.

CHAMBRE DES COMMUNES.

RÈGLES CONDENSÉES RELATIVEMENT AUX AVIS DE BILLS PRIVÉS.

Toute demande de bills privés adressée au Parlement doit être annoncée par un avis publié dans la *Gazette du Canada*, exposant clairement et distinctement la nature et le but de la demande, être signée par ceux qui font la demande ou en leur nom, et porter l'adresse de signataire. Pour une loi de constitution, le nom de la compagnie projetée doit être donnée dans l'avis. Si les ouvrages d'une compagnie quelconque doit être déclarée être à l'avantage général du Canada, la chose doit être formellement mentionnée dans l'avis ; et une copie de cet avis doit être expédiée par lettre recommandée au secrétaire de chaque comté ou municipalité qui peut être spécialement intéressé dans ses ouvrages, et aussi au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou pourront être situés ; et la preuve de cet envoi s'établit au moyen d'une déclaration statuaire.

THE SENATE OF CANADA.

NOTICE FOR PRIVATE BILLS.

Extracts from the rules of the Senate.

All applications to parliament for private bills of any nature whatsoever, shall be advertised by a notice published in the *Canada Gazette* ; such notice shall clearly and distinctly state the nature and objects of the application, and shall be signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same ; and, when the application is for an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated in the notice.

In cases where exclusive powers are asked, in addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall also be published in some leading newspapers in the principal city, town or village in each county or district in each province or territory which may be affected by the passing of such private bills, according to the nature of the undertakings contemplated.

And, if the works of any company (incorporated or to be incorporated) are to be declared to be for the general advantage of Canada, such intention shall be specifically mentioned in the notice ; and the applicants shall cause a copy of such notice to be sent by registered letter to the clerk of each county council and of each municipal corporation which may be specially affected by the construction or operation of such works, and also, to the secretary of the province in which such works are, or may be located, so as to reach those officers not less than five weeks before the consideration of the petition by the committee on Standing Orders ; and statutory declaration establishing proof of such mailing must be sent to the clerk of the Senate.

All such notices, whether inserted in the *Canada Gazette* or in a newspaper, shall be published at least once a week for a period of five consecutive weeks, and, when published in the provinces of Quebec and Manitoba, shall be in both the English and French languages ; and marked copies of each issue of all newspapers containing any such notice shall be sent to the clerk of the senate, endorsed "*Private bill notice*", or statutory declaration as to due publication may be sent in lieu thereof.

For fuller particulars see the rules of the Senate relating thereto published in the "*Canada Gazette*", or apply to this office.

SAMUEL E. ST. O. CHAPLEAU,

4108

Clerk of the Senate.

HOUSE OF COMMONS.

CONDENSED RULES RESPECTING NOTICES FOR PRIVATE BILLS.

All applications to Parliament for Private Bills shall be advertised by a notice in the *Canada Gazette*, clearly and distinctly stating the nature and objects of the application, and signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same. For an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated. If the works of any company are to be declared to be for the general advantage of Canada, the same shall be specifically mentioned in the notice, and copy of such notice shall be sent by registered letter to the clerk of each county or municipality which may be specially affected by such works, and also to the secretary of the province in which such works are, or may be located ; and proof of such service of notice shall be established by statutory declaration.

Outre l'avis publié comme susdit dans la *Gazette du Canada*, il doit être aussi publié un avis similaire dans un des principaux journaux, comme suit :

1. *Pour des lois de constitution en corporation :*

(a) d'une compagnie de chemin de fer ou de canaux ou d'une compagnie pour la construction de tout ouvrage spécial, ou pour obtenir des droits ou privilèges spéciaux—dans la principale localité du comté ou du district intéressé ;

(b) ou d'une compagnie de télégraphe ou de téléphone—dans la principale localité de chaque province où la compagnie se propose d'établir un service ;

(c) ou d'une compagnie de banque ; une compagnie d'assurance ; une compagnie de garantie ; une compagnie de prêt, ou une compagnie industrielle (sans pouvoirs spéciaux)—dans la *Gazette du Canada* seulement.

2. *Pour des amendements à des lois de constitution en corporation :*

(a) Pour le prolongement d'une ligne de chemin de fer ou d'un canal, ou d'enbranchements de ces chemins de fer et canaux—dans la principale localité dans chaque comté intéressé ;

(b) Pour la remise en vigueur ou la continuation d'une charte ou d'une prorogation du délai fixé pour la construction d'ouvrages de toutes sortes, ou pour l'extension des pouvoirs d'une compagnie (lorsqu'elle n'implique pas la concession de nouveaux droits spéciaux)—au siège social de la compagnie ;

(c) Pour la concession de quelques droits ou privilèges spéciaux—dans les localités réellement intéressées.

Tous ces avis doivent être publiés au moins une fois par semaine durant une période de cinq semaines consécutives ; et lorsqu'ils sont publiés dans les provinces de Québec ou du Manitoba, ils doivent l'être dans les deux langues, anglaise et française ; et s'il n'y a pas de journal dans l'endroit intéressé, cet avis doit être donné dans l'endroit le plus rapproché où se publie un journal. La preuve de la publication s'établit en chaque cas par une déclaration statuaire qui doit être envoyée au greffier de la Chambre des Communes.

Pour autres détails concernant les avis, pétitions, droits à payer, forme et dépôt du bill, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, à Ottawa, ou voir les règlements de la chambre relatifs aux bills privés tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

THOS. B. FLINT,

3957 Greffier de la Chambre des Communes.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall be published in some leading newspaper, as follows :

1. *For acts of Incorporation.*

(a) A railway or canal company, or of a company for the construction of any special works, or for obtaining any special rights and privileges—in the principal place in each county or district affected ;

(b) Of a telegraph or telephone company—in the principal place in each province in which the company intends to operate ;

(c) Of banks, insurance, trust, loan or industrial companies (without and special powers)—Advertise in the *Canada Gazette* only.

2. *For amendments to acts of incorporation :*

(a) For the extension of a line of railway or canal or branches thereto.—In the principal place in each county affected ;

(b) For the revival or continuation of a charter or for extension of time for the construction of works of any kind, or for enlargement of any of the powers of a company (not involving additional special powers)—at the head office of the company ;

(c) For the granting of any special powers or privileges—in the localities actually affected.

All such notices shall be published at least once a week for five consecutive weeks ; and in Quebec and Manitoba shall be published in both english and french ; and if there be no newspaper published in the locality affected, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is published. Proof of publication shall be established in each case by statutory declaration to be sent to the Clerk of the House.

For further particulars as to notices, petitions, fees, form and deposit of bill, etc., address the Clerk of the House of Commons, Ottawa, or see the Rules of the Commons relating to private bills as published in the *Canada Gazette*.

THOS. B. FLINT.

3958 Clerk of the House of Commons.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessments, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any

canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quel que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'interval de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à

county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock com.

une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

3569

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà, en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations latentes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle* de Québec, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, sans intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention et ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogeant aux Statuts refondus concernant les corpora-

pany, or to amend such of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same are paid in each house.

R. CAMPBELL,

3570

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the perview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the Incorporating of Cities or Towns or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting

ions de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été prouvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et verser le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway [or the Quebec Insurance Act], as the case may be but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, at a rate of \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."


3571-2

L. P. GEOFFRION,
Greffier de l'Assemblée Législative

"3. If a copy the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

3572

L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Legislative Assembly

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné par Joseph F. Bugeaud, étudiant en droit, qu'il s'adressera à la prochaine session de la législature, dans le but d'obtenir un bill autorisant le barreau à l'admettre à la pratique de la profession, après examens, en juillet 1913, ou subseqüemment, nonobstant le fait que les brevets pour admission à l'étude ne sont datés que de janvier 1912.

4425

J. F. BUGEAUD.

Avis est par les présentes donné que L'Avenir et Melbourne Railway Company et Benjamin E. Reed, Gordon H. Bogie et Joseph Laferty s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant la charte de la dite compagnie et changeant le nom de la compagnie, modifiant le parcours du chemin de fer, prolongeant les délais pour commencer et compléter sa construction, et permettant à la compagnie d'exercer les pouvoirs conférés par sa charte, pourvoyant à l'augmentation de son capital, modifiant la manière de convoquer les assemblées, et permettant à toute municipalité intéressée de souscrire des bonis en faveur de la compagnie, et pour autres fins.

4433

BEIQUE, BEIQUE & BEIQUE,
Procureurs des requérants.

Avis est par les présentes donné que la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandera à la législature, à sa prochaine session, l'autorisation d'emprunter la somme de cinq cent mille piastres sur débentures, pour acheter des terrains et y construire des écoles nouvelles et aussi de fonder des colonies de vacances pour les enfants de ses écoles; elle demandera en outre des pouvoirs spéciaux expropriation, d'une manière plus expéditive, des terrains et constructions pour fins scolaires.

4289

ULRIC LAFONTAINE,
Secrétaire-trésorier.

Montréal, 11 octobre 1912.

Avis public est par les présentes donné que demande sera faite à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir un acte annexant la municipalité scolaire de la ville Emard, dans le comté Jacques-Cartier, à la municipalité scolaire qui est sous la juridiction et le contrôle de la commission des écoles catholiques de Montréal.

4049

EMARD & EMARD,
Procureurs des requérants.

Montréal, 2 octobre 1912.

Applications to the Legislature

Notice is hereby given by Joseph F. Bugeaud, student at law, that he will apply at the next session of the Legislature, for the purpose of obtaining a bill authorizing the bar to admit him to the profession, after examination in July, 1913, or subsequently, notwithstanding the fact that his brevets for admission to study are only dated January, 1912.

4426

J. F. BUGEAUD.

Notice is hereby given that The L'Avenir and Melbourne Railway Company and Benjamin E. Reed, Gordon H. Bogie and Joseph Laferty will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for the passing of a bill amending the said company's charter and changing the company's name, modifying the route of the railway, extending the delay for the commencement and completion of its construction and permitting the company to exercise the powers conferred by its charter, modifying the mode of calling of meetings, and permitting any interested municipality to vote bonuses in favor of the company, and for other purposes.

4434

BEIQUE, BEIQUE & BEIQUE,
Attorneys for applicants.

Notice is hereby given that the catholic school commissions of Montreal will apply to the Legislature at its next session for authority to borrow five hundred thousand dollars on debentures in order to purchase school sites and to build new school thereon and also for authority to establish summer school resorts for pupils frequenting its schools, moreover the said board will ask for special authority to expropriate more expeditiously any lands and buildings for school purposes.

4290

ULRIC LAFONTAINE,
Secretary treasurer.

Montreal, 11th October, 1912.

Public notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to annex the school municipality of the town of Emard, in the county of Jacques Cartier, to the school municipality which is under the jurisdiction of the Catholic School Commission of Montreal.

4050

EMARD & EMARD,
Attorneys for petitioners.

Montréal, 2nd October, 1912.

Avis public est donné par les présentes par la corporation de la ville Laval des Rapides qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte pour les matières suivantes :

Définition de terre en culture et taxes sur icelles, ouverture et élargissement de rues, prise de possession des rues cadastrées, plan général de la ville, emprunts, élections, électeurs, division de quartiers, administration, ratification des règlements Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Par ordre,
GORDIEN MENARD,

Procureur de la ville Laval des Rapides.
Laval des Rapides, 3 octobre 1912. 4113.2

Avis est par le présent donné que "The Girls' Cottage Industrial School" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi confirmant son incorporation et l'autorisant à pourvoir à une maison ou maisons et facilités pour l'éducation et l'instruction des filles délinquantes, incorrigibles, négligées ou dénuées dans la cité de Montréal et ailleurs dans la province de Québec, et organiser, établir et maintenir une école ou des écoles d'entraînement, industrielle et de réforme, et en général aider et assister toutes les filles qui peuvent être dans le besoin d'aide et d'assistance, et pour autres fins.

The Girls' Cottage Industrial School.

ELIZABETH C. MURRAY,

Secrétaire.

CAMPBELL, McMASTER & PAPINEAU,
Solliciteurs de la requérante.
Montréal, 7 octobre 1912. 4123.2

Les administrateurs de l'université Laval, à Montréal, qui a son siège à Montréal, dans le district de Montréal, donnent avis par les présentes, qu'ils demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, d'amender la loi 55-56 Victoria, chapitre 64, pour leur accorder l'autorisation d'emprunter des deniers, de céder, de transporter ses biens, ses revenus en remboursement de tout prêt, et pour autres fins.

J. L. DESJARDINS, Ptre,

Secrétaire de l'université Laval, à Montréal.

Montréal, 7 octobre 1912. 4125.2

Avis est par les présentes donné que Louis Edgar Gauthier, manufacturier, des cité et district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi confirmant et déclarant valide une vente consentie par Dame Joséphine Phélan, épouse de David Hébert, d'un immeuble connu sous le numéro mille soixante, sur les plan et au livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, lequel acte de vente a été reçu par René Leroux, notaire, le douzième jour de février mil neuf cent sept, et confirmant également un acte de vente du même immeuble ci-dessus mentionné, par David Hébert à M. C. Galarneau et L. E. Gauthier, passé le même jour devant René Leroux, notaire.

LOUIS-EDGAR GAUTHIER,

Procureur.

Montréal, 7 octobre 1912. 4137.2

Avis public est par les présentes donné que la ville Saint-Laurent s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, notamment en ce qui concerne la délimitation et l'agrandissement de son territoire, l'annexion au territoire actuel de certaines terres et terrains y adjoignant, le droit d'expropriation de parcs publics ou boulevards, le droit d'exempter de taxes les terrains en culture en tout ou en partie, le droit de disposer de l'aqueduc à des conditions jugées convenables, pour faire ratifier certaines ventes de taxes faites par la corporation et pour autres fins.

J. HONORE JOANETTE,

Avocat de la ville Saint-Laurent.

Saint-Laurent, 7 octobre 1912. 4149.2

Public notice is hereby given by the corporation of the town of Laval des Rapides that it would apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain amendments to its charter on the following matters :

Definition of farm lands and taxes thereon, opening and widening of streets, taken possession of streets appearing on cadastral plan, general plan of the town, loans, elections, electors, divisions of wards, administration, ratification of by-laws Nos. 1, 2, 3, 4, 5, 6.

By order.

GORDIEN MENARD,

Attorney for the town of Laval des Rapides.
Laval des Rapides, 3rd October, 1912. 4114

Notice is hereby given that the "Girls' Cottage Industrial School" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act confirming its incorporation and authorizing it to provide a home or homes and facilities for the education and training of delinquent, incorrigible, neglected or destitute girls in the city of Montreal and elsewhere in the province of Quebec, and to organize, establish and maintain a training, industrial and reformatory school or schools, and generally to aid and assist all such girls as may appear to be in need of aid and assistance, and for other purposes.

The Girls' Cottage Industrial School.

ELIZABETH C. MURRAY,

Secretary.

CAMPBELL, McMASTER & PAPINEAU,
Solicitors for applicant.
Montreal, 7th October, 1912. 4124

The administrators of Laval University, at Montreal, with its seat at Montreal, in the district of Montreal, hereby give notice that they will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend the act 55-56 Vict., chapter 64, to grant them the authorization to borrow money, to convey, to transfer its property and revenue for the repaement of any loan, and for other persons.

J. L. DESJARDINS, Pst,

Secretary of Laval University, at Montreal.

Montreal, 7th October, 1912. 4126

Notice is hereby given that Louis Edgar Gauthier, manufacturer, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act confirming and declaring valid a sale consented to by Dame Joséphine Phélan, wife of David Hébert, of an immoveable known under the number one thousand and sixty, on the official plan and book of reference of Saint Anthony ward, in the city of Montreal, which deed of sale was received by René Leroux, notary, on the twelfth day of February, 1907, and confirming equally a deed of sale of the same immoveable hereabove mentioned, by David Hébert to M. C. Galarneau and L. E. Gauthier, passed on the same day before René Leroux, notary.

LOUIS-EDGAR GAUTHIER,

Attorney.

Montreal, 7th October, 1912. 4138

Public notice is hereby given that the town of Saint-Laurent shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain certain amendments to its charter, specially concerning the delimitation and widening of its territory, the annexation to the actual territory of certain lands and lots adjoining, the right to expropriate for public parks or boulevards, the right to exempt from taxes lands in cultivation, the right to dispose of the aqueduct at certain conditions, to have certain sales for taxes done by the corporation ratified, and for other purposes.

J. HONORE JOANETTE,

Attorney for the town of Saint-Laurent.

Saint Laurent, 7th October, 1912. 4150

Avis est par le présent donné que Dame Helen Howard, Dame Sarah Ann Jones, Dame Emmeline Eliza Moorehouse, Delle Agnès Rosina Edwards, Dame Elizabeth Susan Armstrong, Dame Alice Lord Dresser, Dame Isabelle Ross Davidson, Dame Ellen Brooke Lawrence, Dame Malvina Ross McLeod, toutes de Sherbrooke, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi incorporant "The Young Women's Christian Association of Sherbrooke", avec les pouvoirs ordinaires de telles associations.

(LAWRENCE, MORRIS & McIVER.

Solliciteurs des requérants.

Sherbrooke, 29 octobre 1912.

4527

Avis public est par les présentes donné que demande sera faite à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir un acte annexant la municipalité scolaire de la ville Saint-Paul, dans le comté de Jacques-Cartier, à la municipalité scolaire qui est sous la juridiction et le contrôle de la commission des écoles catholiques de Montréal.

Montréal, 30 octobre 1912.

4547

Les légataires universels de Louis Philorum Lazure, en son vivant négociant, du village de Saint-Rémi, dans le district d'Iberville, donnant avis qu'ils s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour changer le paiement de certains legs énoncés en son testament.

TAILLON, BONIN, MORIN
& LARAMEE,

Procureurs des requérants.

Montréal, 29 octobre 1912.

4545

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à l'Assemblée législative de la province de Québec, à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi incorporant la "Farmer's Interurban Electric Railway Company", avec pouvoir de construire et d'opérer une ligne de chemin de fer depuis un point situé à ou près de la rivière des Prairies, dans la paroisse de la Pointe aux Trembles, dans le district de Montréal, et s'étendant jusqu'à Sainte-Anne de Bellevue, comté de Jacques-Cartier d'un point; et de ou près de la paroisse de Saint-Laurent; et s'étendant de là jusqu'à ou près de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne; et avec pouvoir de construire des embranchements ou extensions à divers endroits le long de la route, pour communiquer avec tous les chemins de fer déjà construits ou qui peuvent être construits; avec pouvoir d'opérer le dit chemin de fer par vapeur, électricité ou autrement; avec également pouvoir d'expropriation le long de la ou des lignes projetées; et de construire un boulevard sur le ou près du parcours de la ou des lignes projetées; avec le droit d'acheter et vendre des immeubles et pour autres pouvoirs ordinairement donnés aux compagnies de chemins de fer.

Daté, ce 30 octobre 1912.

LORANGER, LORANGER

& PRUDHOMME,

4565

Procureurs.

Avis public est par le présent donné que le village de Cartierville s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi l'incorporant comme ville, avec pouvoir d'annexer le territoire voisin, imposer des impôts pour les frais de certains égouts construits dans les limites de la municipalité et pour autres pouvoirs.

LOUIS BOYER,

Procureur du requérant.

Montréal, 29 octobre 1912.

4563

Notice is hereby given by Mrs. Helen Elizabeth Howard, Mrs. Sarah Ann Jones, Mrs. Emmeline Eliza Moorehouse, Miss. Agnes Rosina Edwards, Mrs. Elizabeth Susan Armstrong, Mrs. Alice Lord Dresser, Mrs. Isabelle Ross Davidson, Mrs. Ellen Brooks Lawrence, Mrs. Malvina Ross McLeod, all of Sherbrooke, that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, they will apply for an act to incorporate the Young Women's Christian Association of Sherbrooke, with the customary powers of such associations.

LAWRENCE, MORRIS & McIVER,

Solicitors for applicants.

Sherbrooke, 29th October, 1912.

4528

Public notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to annex the school municipality of the town of Saint Paul, in the county of Jacques Cartier, to the school municipality which is under the jurisdiction of the catholic school commission of Montreal.

Montreal, 30th October, 1912.

4548

The universal legatees of Louis Philorum Lazure, in his lifetime merchant, of the village of Saint Rémi, in the district of Iberville, give notice that they will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to change the date of payment of some legacies mentioned in this will.

TAILLON, BONIN, MORIN
& LARAMEE,

Attorneys for plaintiffs.

Montreal, 29th October, 1912.

4546

Notice is hereby given that an application will be made to the legislative assembly, of the province of Quebec, at the next session thereof, for the passing of an act to incorporate the "Farmer's Interurban Electric Railway Company" with power to construct and operate a line of railway, from a point situated at or near Rivière des Prairies, in the parish of Pointe-aux-Trembles, in the district of Montreal, and extending to St. Anne de Bellevue, county of Jacques-Cartier from one point; and from or near the parish of St. Laurent; and extending from thence to or near St. Jerome, county of Terrebonne, and with power to construct branch lines or extensions to different places along the route, to connect with any railway already built or which may be built, with power to operate the said railway by steam, electricity or otherwise; also with power to expropriate along its projected line or lines and to construct a boulevard along or near the length of the projected line or lines; with power to buy and sell immovables; and for such other powers as are usually given to railway companies.

Dated this 30th October, 1912.

LORANGER, LORANGER
& PRUDHOMME,

4566

Attorneys.

Public notice is hereby given that the village of Cartierville will make application to the legislature of the province of Quebec, at the next session, for an act incorporating it as a town, with power to annex adjacent territory and to make assessments for the cost of certain sewers constructed within the limits of the municipality and other powers.

LOUIS BOYER,

Attorney for applicant.

Montreal, October 29th, 1912.

4565

Avis public est par le présent donné que la ville Lasalle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir des amendements à sa charte; pour rectifier les bornes de son territoire; changer les dispositions concernant les élections; l'approvisionnement de l'eau et de l'éclairage, et le prélèvement des taxes spéciales pour ces fins; les emprunts; la votation des règlements d'emprunt par les propriétaires; la juridiction de la Cour du Recorder; l'ouverture de nouveaux chemins et pour faire autoriser les grèves de substitution et autres à donner gratuitement le terrain nécessaire à ces fins; obtenir le droit d'exécuter des travaux municipaux sur les chemins des commissaires des chemins à barrières de Montréal; faire ratifier le règlement No 5 de la ville concernant l'aqueduc, passé le 17 mai dernier, et pour autres fins.

A. S. PELLETIER.

Procureur de la ville Lasalle.

Ville Lasalle, 1er octobre 1912. 4085

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par The Dominion Trust Company, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de Vancouver, dans la province de la Colombie Anglaise, pour obtenir une loi l'autorisant à faire ses affaires dans la province de Québec; accepter la position de fidéicommissaire, curateur, syndic, exécuteur, liquidateur, percepteur, administrateur, agent et tuteur, et recevoir et détenir tous les biens, meubles et immeubles confiés à la compagnie en rapport avec tout dépôt entrepris ou confié à la compagnie; exercer tous les autres pouvoirs qui sont octroyés aux compagnies semblables dans cette province et pour autres fins.

DOMINION TRUST COMPANY.

LAFLEUR, MACDOUGALL,

MACFARLANE & POPE,

Solliciteurs de la requérante.

Montréal, 4 octobre 1912. 4091

Avis public est par le présent donné que Charles Alexandre de Lisle, de Toronto, Ont., James Norman Stewart Leslie, de Kingston, Ont., Dame Marie Georgianna de Lisle, de Montréal, épouse de Joseph Henri Pillet, de lieux inconnus, tant personnellement qu'en sa qualité de grévée dans la substitution créée tant à sa part dans les biens et succession de feu Dame Marie Angélique Cuvillier, en son vivant de Montréal, veuve de feu Alexandre Maurice de Lisle, en vertu de son testament, qu'en sa qualité de grévée dans la substitution créée quant à sa part dans les biens et succession de feu Delle Angélique Marie Anne Clara de Lisle, en son vivant de Montréal, en vertu de son testament; Dame Marie Victoria Cordella de Lisle, de Kensington, Angleterre, veuve de feu Olivier Selby, tant personnellement qu'en sa qualité de grévée dans la substitution créée quant à sa part des biens et succession de la dite feu Delle Angélique Marie Anne Clara de Lisle, en vertu de son dit testament; The Montreal Trust Company, de Montréal, Qué., en sa qualité de curatrice aux trois susdites substitutions; Delle Claire de Lisle, de Montréal, fille majeure; Dame Henrietta O'Connor, de Montréal, veuve de feu Nowlan de Lisle, tant en sa qualité d'exécutrice testamentaire de son dit feu mari, qu'en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs, issus de son mariage avec le dit Nowlan de Lisle, et le Révérend Majorique Bolduc, de Cacouna, Qué., en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Delle Lucy Anne de Lisle, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir une loi afin d'amender 49-50 Vic.,

Public notice is hereby given that Ville Lasalle will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain amendments; to its charter; to rectify the boundaries of its territory; to change the provisions respecting the elections; the supplying of water and light, and the levying of special taxes for such purposes; the loans; the voting of the loan by-laws by the proprietors; the jurisdiction of the Recorder's Court; the opening of new roads, and to cause institutes under substitution and others to be authorized to gratuitously give the land necessary for such purposes; to obtain the right to execute municipal works on the roads of the Commissioners of the Montreal Turnpike Roads; to ratify by-laws No. 5 of the town respecting the waterworks, passed on the 17th May last, and for other purposes.

A. S. PELLETIER.

Attorney for ville Lasalle.

Ville Lasalle, 3rd October, 1912. 4085

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by Dominion Trust Company, a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city of Vancouver, in the province of British Columbia, for an act to authorize it to carry on its business in the province of Quebec; to accept the position of trustee, curator, assignee, executor, liquidator, receiver, administrator, agent and tutor, and to receive and hold all property, moveable and immovable, committed to the company in connection with any trust undertaken by or committed to the company; to exercise such other powers as are conferred upon similar companies in this province and for other purposes.

DOMINION TRUST COMPANY.

LAFLEUR, MACDOUGALL,

MACFARLANE & POPE,

Solicitors for Applicant.

Montréal, 4th October, 1912. 4092

Public notice is hereby given that Charles Alexandre de Lisle, of Toronto, Ont., James Norman Stuart Leslie, of Kingston, Ont., Dame Marie Georgianna de Lisle, of Montreal, wife of Joseph Henri Pillet, of parts unknown, as well personally as in her quality of institute in the substitution created as to her share in the estate and succession of the late Dame Marie Angélique Cuvillier, in her lifetime of Montreal, widow of the late Alexandre Maurice de Lisle, under her last will; as also in her quality of institute in the substitution created as to her share in the estate and succession of the late Miss Angélique Marie Anne Clara de Lisle, in her lifetime of Montreal, under her last will; Dame Marie Victoria Cordella de Lisle, of Kensington, England, widow of the late Oliver Selby, as well personally as in her quality of institute in the substitution created as to her share in the estate and succession of the said late Miss Angélique Marie Anne Clara de Lisle, under the said will of the latter; the Montreal Trust Company, of Montreal, Que., in its quality of curator to the three substitutions aforesaid; Miss Claire de Lisle, of Montreal, of the full age of majority; Dame Henrietta O'Connor, of Montreal, widow of the late Nowlan de Lisle, as well in her quality of executrix of the last will of her said late husband, as in her quality of tutrix to her minor children, issue of her marriage with said late Nowlan de Lisle, and the Reverend Majorique Bolduc, of Cacouna, Que., in his quality of executor of the last will of the late Miss Lucy Ann de Lisle, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at

Chap. 88, pour augmenter et définir les pouvoirs des exécuteurs des biens de la dite Dame Marie Angélique Cuvillier, de la dite feu-Delle Angélique Marie Anne Clara de Lisle et de Dlle Lucy Anne de Lisle, et pour exempter les dits exécuteurs et légataires des dits biens, de la nécessité d'observer les formalités de la loi en rapport à la vente des biens affectés par les diverses substitutions créées en vertu du dit testament; pour relever certains légataires féminins de la nécessité d'autorisation maritale en rapport avec les ventes des biens des dites successions, et pour autres pouvoirs dans le but de faciliter la vente et administration des biens des dites successions.

BARNARD & McKEOWN,
Procureurs des requérants.

Montréal, 8 octobre 1912. 4177

Avis public est par le présent donné que Charles Alexandre de Lisle, de Toronto, gentleman, tant personnellement qu'en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Alexandre Maurice de Lisle, Dame Marie Georgianna de Lisle, de Montréal, épouse de Joseph Henri Pillet, de lieux inconnus; Dame Marie Victoria Cordelia de Lisle, de Kensington, Angleterre, veuve de feu Oliver Selby; Dame Georgianna Stuart Leslie, de Montréal, épouse de Godfrey Weir, de lieux inconnus; Joseph Norman Stuart Leslie, de Kingston, Ont., tous grévés dans les diverses substitutions créées en vertu du testament; the Montreal Trust Company, de Montréal, en sa qualité de curatrice à la dite substitution; Delle Claire de Leslie, de Montréal, fille majeure, une des grévés en vertu du dit testament, et Dame Henrietta O'Connor, de Montréal, veuve de Nowlan de Lisle, en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs, issus de son mariage avec le dit Nowlan de Lisle, aussi grévée à la dite substitution, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un bill privé afin d'amender 43-44 Vic., Chap. 77, et pour définir et augmenter encore les pouvoirs de l'exécuteur des biens du dit feu Alexandre Maurice de Lisle, en rapport à la dite propriété immobilière de la succession, et pour autres pouvoirs afin de faciliter l'administration des biens de la dite succession.

BARNARD & McKEOWN,
Procureurs des requérants.

Montréal, 8 octobre 1912. 4175

VILLE DE VERDUN.

Avis est par le présent donné que la ville de Verdun s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, dans les buts suivants :

Le changement du nom de ville en celui de cité, finances et administration municipales, prêts et disposition des produits d'iceux, listes électorales, rôle d'évaluation et de cotisation et contestation d'iceux, chemins, aqueducs, trottoirs, licences, taxes sur meubles et immeubles, taux pour l'eau, travaux municipaux et répartition des frais d'iceux, règlements et mise en vigueur d'iceux, éclairage municipal et système de pouvoir par électricité ou autrement, production et vente de l'énergie électrique pour les fins municipales et privées, constructions, entretien et règle des conduits souterrains, installation sous terre de tous les fils élevés dans la cité de Verdun, règlement des modes de distribution et la connexion de maison à maison, pouvoir d'entrer sur aucune propriété pour les fins de distribution électrique.

A. E. J. BISSONNET,
Procureur de la ville de Verdun.

Verdun, 8 octobre 1912. 4171.2

its next session for the passage of an act for the purpose of amending 49-50 Vic., Chap. 88; to enlarge and define the powers of the executors of the estates of said late Dame Marie Angélique Cuvillier, said late Miss Angélique Marie Ann Clara de Lisle, and Miss Lucy Ann de Lisle, and to exempt said executors and the legatee of the said estates from the necessity of observing the formalities of law in connection with the sale of the property affected by the various substitutions created under the said wills; to relieve certain of the female legatees from the necessity of marital authorization in connection with the sales of the property of the said estates; and for other powers for the purpose of facilitating the sale and administration of the property of the said estates.

BARNARD & McKEOWN,
Attorneys for applicants.

Montreal, 8th October, 1912. 4178

Public notice is hereby given that Charles Alexandre de Lisle, of Toronto, gentleman, as well personally as in his quality of executor of the last will of the late Alexandre Maurice de Lisle; Dame Marie Georgianna de Lisle; Dame Marie Georgianna de Lisle, of Montreal, wife of Joseph Henri Pillet, of parts unknown; Dame Marie Victoria Cordelia de Lisle, of Kensington, England, widow of the late Oliver Selby; Dame Georgianna Stuart Leslie, of Montreal, wife of Godfrey Weir, of parts unknown; Joseph Norman Stuart Leslie, of Kingston, Ont., all institutes in the several substitutions created under the said last will; the Montreal Trust Company, of Montreal, in its quality of curator to the said substitution; Miss Claire de Lisle, of Montreal, spinster, of the full age of majority, one of the substitutes under the said will, and Dame Henrietta O'Connor, of Montreal, widow of the late Nowlan de Lisle, in her quality of Tutrix to her minor children, issue of her marriage with the said Nowlan de Lisle, also substitutes in the said substitution, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passage of a private act, to amend 43-44 Vic., Chap. 77, and to define and further enlarge the powers of the executor of the estate of the said late Alexandre Maurice de Lisle, with reference to the said of the immoveable property of the estate, and for other powers for the purpose of facilitating the administration of the property of the said estate.

BARNARD & McKEOWN,
Attorneys for applicants.

Montreal, 8th October, 1912. 4176

TOWN OF VERDUN

The town of Verdun gives notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter on the following matters :

The change of the name of the town into that of city of Verdun, municipal finances and administration, loans and the disposal of the proceeds thereof, electoral lists, valuation and assessment rolls and contestation thereof, roads, waterworks, sidewalks, licences, real estate and personal taxes, water rates, municipal works and apportionment of the cost thereof, by-laws and the enforcement thereof, municipal lighting and power system by electricity or otherwise, production and sale of electric energy for municipal and private purposes: constructions, maintenance and regulation of underground conduits installation undergrounds of all overhead wires in the city of Verdun, regulation of the modes of distribution and house to house connection, power to enter any property for the purpose of electric distribution.

A. E. J. BISSONNET,
Attorney for the town of Verdun.

Verdun, 8th October, 1912. 4172

Avis est par la présente donné que Louis Feiczewicz, avocat, de la cité et district de Montréal, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi l'autorisant à changer son surnom pour celui de Fitch, et pour autres fins.

JACOBS, HALL & COUTURE,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 7 octobre 1912.

4221-2

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis public est par le présent donné que la corporation de la ville de la Pointe aux Trembles s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi amendement sa charte, de façon à lui permettre d'acquérir, par expropriation ou autrement, certains terrains et de disposer du surplus de ce qui pourra lui être nécessaire, lui donnant de nouveaux pouvoirs d'annexion, modifiant et définissant son pouvoir d'emprunt, ratifiant certains règlements accordant des boni à des industries, certains contrats se rapportant à l'acquisition du terrain et à la construction d'un hôtel de ville, comme les obligations contractées à ce sujet, certaines annexions de territoires, l'autorisant à emprunter une somme de cent mille piastres, et pour autres fins.

PELLETIER & BEAULIEU,

Procureurs de la requérante.

Montréal, 9 octobre 1912.

4179-2

LITTLE NATION RIVER RAILWAY COMPANY.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin de prolonger le temps pour le commencement et achèvement des lignes de chemin de fer mentionnées dans l'acte d'incorporation de la dite compagnie, à savoir : chap. 86 de 7 Edouard VII, tel qu'amendé par chap. 74 et 1 George V, et pour autres fins.

BELCOURT, RITCHIE & CHEVRIER,

Solliciteurs de la compagnie.

Ottawa, 7 octobre 1912.

4207-2

Avis public est par le présent donné par "The Canadian Trust Company", corps politique et incorporé, de Montréal, qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'amender sa charte, 5 Edouard VII, chapitre 77, retranchant le mot "the" du nom de la compagnie, remplaçant l'article 3 de la dite loi et les sous sections d'icelle, ratifiant certains règlements de la compagnie ayant rapport au transport et transmission de ses actions, autorisant la compagnie à recevoir le capital des rentes et payer les rentes en vertu des dispositions de la loi des accidents du travail ou semblable, posséder son propre stock en qualité fiduciaire, demander aucun ordre à toute cour ailleurs où les biens possédés par la compagnie en qualité fiduciaire peuvent être situés, percevoir une rémunération raisonnable pour ses services, remplacer la section 10 de la dite loi, et en général amender la charte de la compagnie et recevoir et étendre ses pouvoirs.

BROWN, MONTGOMERY &

McMICHAEL,

Solliciteurs de la requérante.

Montréal, 9 octobre 1912.

4223-2

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières }

VILLE DE GRAND'MÈRE.

Avis est par le présent donné que la corporation de la ville de Grand'Mère s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte, la loi 1, Georges V, chap. 54, pour entr'autres fins, les suivantes :

Notice is hereby given that Louis Feiczewicz, advocate, of the city and district of Montreal, will apply, at the next session of the Legislature of Quebec, for an act to allow to change his surname to Fitch, and for other purposes.

JACOBS, HALL & COUTURE,

Solicitors for applicants.

Montreal, 9th October, 1912.

4222

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

Notice public is hereby given that the corporation de la ville de la Pointe aux Trembles, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain a law amending its charter so as to allow said corporation to acquire, by expropriation or otherwise, certain lots of land, and to dispose of the surplus over what may be required, granting new powers of annexation, modifying and defining its borrowing powers, ratifying certain by-laws, which were granting boni to certain industries, also certain contracts relating to the acquisition of land and to the construction of a city hall, as well as all obligations assumed on that account, also certain annexation of territories, authorizing said corporation to borrow a sum of one hundred thousand dollars, and for other purposes.

PELLETIER & BEAULIEU,

Attorneys for the petitioner.

Montreal, 9th October, 1912.

4180

LITTLE NATION RIVER RAILWAY COMPANY.

Notice is hereby given that, an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to extend the time for the commencement and completion of the lines of railway mentioned in the act of incorporation of the said company, namely: chapter 86 of 7 Edward VII, as amended by chapter 74 of 1 George V, and for other purposes.

BELCOURT, RITCHIE & CHEVRIER,

Solicitors for the company

Ottawa, 7th October, 1912.

4208

Public notice is hereby given by "The Canadian Trust Company", a body politic and corporate of Montreal, that it will make application at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to amend its charter, 5 Edouard VII, chapter 77, striking out the word "The" from the name of the company, replacing article 3, of the said act and the sub-sections thereof, ratifying certain by-laws of the company relating to the transfer and transmission of its shares, authorizing the company to receive the capital of rents and pay rents under the provisions of any workmen's compensation or similar act, to hold its own stock in a fiduciary capacity, to apply for any order from any court elsewhere where property held by the company in a fiduciary capacity may be situate, to collect reasonable remuneration for its services, to replace section 10 of the said act, and generally to amend the charter of the company and to revise and extend its powers.

BROWN, MONTGOMERY &

McMICHAEL,

Solicitors for applicant.

Montreal, 9th October, 1912.

4224

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. }

TOWN OF GRAND'MÈRE.

Notice is hereby given that the corporation of the town of Grand'Mère, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain certain amendments to its charter the act 1, Georges V, chap. 54, for the following among other purposes :

Réglementer le système d'éclairage à l'électricité dans la ville de Grand'Mère ;

Empêcher toutes compagnies et toutes personnes d'exploiter des systèmes d'éclairage et de force motrice dans la ville de Grand'Mère ;

Pour régulariser la qualification des électeurs municipaux ;

Demander la confirmation de certains règlements passés par la corporation de la ville de Grand'Mère, et en général pour faire tous règlements pour la bonne administration de la ville.

Droit de contracter de nouveaux emprunts.

F. X. LACOURSIERE,

4225.2 Procureur pour la ville de Grand'Mère.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour constituer en corps public reconnu les révérends Pères Idelphonse Francesconi, Guillaume Vangelisti et Angélique Barsi, tous trois de Montréal, district de Montréal, ainsi que les autres personnes qui font ou feront partie de leur communauté, sous le nom de "Les Servites de Marie," avec les pouvoirs ordinaires des communautés religieuses incorporées, siège social à Montréal. Droit de posséder, vendre, aliéner, fonder des succursales et autre fins que de droit.

LAMOTHE, ST. JACQUES &

LAMOTHE,

Procureurs des requérants.

Montréal, 7 octobre 1912.

4229.2

Avis est par le présent donné que la corporation de la ville de Saint-Lambert, connue sous le nom de "Ville de Saint-Lambert", s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin de reviser et amender sa charte et les lois par lesquelles elle est administrée ; la soumettre aux dispositions de la loi des cités et villes, à l'exception de certaines modifications quant à ; préparation des listes électorales ; nomination des candidats ; date, tenue et mode de l'élection du maire et des conseillers ; nombre des conseillers devant être élus chaque année ; approbation, désapprobation et refus des règlements par les électeurs et le lieutenant-gouverneur, leurs publications, contestation ou enregistrement ; limite du droit de poursuivre la municipalité et avis requis ; régler la prise de glace dans le fleuve Saint-Laurent et chemins d'hiver sur icelui ; canaux d'égouts ; division ou non division de la municipalité en quartiers et districts du scrutin ; annexion de territoire ; droit de vote sur règlements par certaines classes de personnes ; pouvoir de taxer les chemins de fer et matériel de chemin de fer ; poteaux dans les rues publiques ; défendre les bruits dans la ville ; empêcher le sifflement, la sonnerie des cloches et voie d'évitement de chemins de fer, engins et trains à vapeur dans les limites de la ville ; limiter et régler la vente et manufacture du malt, spiritueux, vinaux, alcooliques ou liqueurs enivrantes dans les limites de la ville et fixer la limite pour licence ; prêts temporaires ; montant que la ville peut emprunter par prêt ; approbation et publication des règlements de prêt ; dépense spéciale et prêt pour drainage, canaux d'égouts et pour autres améliorations, et pour autres fins.

A. E. HARVEY,

ARTHUR LARAMÉE,

Procureurs de la ville de Saint-Lambert.

Saint-Lambert, 3 octobre 1912.

4227-2

Avis est donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour ériger en municipalité de ville, tant pour les fins municipales que scolaires, un certain territoire situé en la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, comprenant les lots originaux 576 à 583 inclusivement, 594 à 600 inclusivement, 612 à 632 inclusivement, du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, avec et y compris les numéros de subdivision de ces lots, sous le nom

To regulate the electric lighting system in town of Grand'Mère ;

To prevent any companies and persons from operating lighting and motive power systems in the town of Grand'Mère ;

To regularize the qualification of the municipal electors ;

To apply for the confirmation of certain by-laws passed by the corporation of the town of Grand'Mère, and generally make any by-laws for the proper administration of the town.

The right to contract new loans.

F. X. LACOURSIERE,

4226 Attorney for the town of Grand'Mère.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, to constitute into a recognized public body the Révérends Pères Idelphonse Francesconi, Guillaume Vangelisti and Angélique Barsi, all three of Montreal, district of Montreal, and the other persons who form or shall form part of their community, under the name of "Les Servites de Marie", with the usual powers of incorporated religious communities, and corporate seat at Montreal. The right to hold, sell, alienate, found branches and other rightful purposes.

LAMOTHE, ST. JACQUES &

LAMOTHE,

Attorneys for petitioners.

Montréal, 7th October, 1912.

4230

Notice is hereby given that the corporation of the town of Saint Lambert, known under the name of "Town of Saint Lambert", will present to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, a bill to revise and amend its charter and the laws by which it is governed ; to subject it to the provisions of the "Cities and Towns Act", except certain modifications as to ; preparation of voters' list ; nomination of candidates ; date, hearing and mode of election of mayor and councillors ; number of councillors to be elected each year ; approval, disapproval and disallowance of by-laws, by electors and the Lieutenant-Governor, their publications, contestation or registration ; limit or right of suit against municipality and notice required ; to regulate taking ice from river Saint Lawrence and winter roads on same ; sewage outlet ; division or non-division of municipality into wards and polling districts ; annexation of territory ; right to vote on by-laws by certain classes of persons ; power to tax railroads and railway plant poles on public streets ; prohibit noises in the town prohibit whistling, bell ringing and shunting of steam railway engines and trains in limits of town ; restrain and regulate the sale and manufacture of ; malt, spirituous, vinous, alcoholic, or intoxicating liquors in the limits of the town and to fix limit for license ; temporary loans ; amount town can borrow by loan ; approval and publication of loan by-laws ; special expense and loan for drainage, sewage-out-let and for other improvement, and for other purposes.

A. E. HARVEY,

ARTHUR LARAMÉE,

Attorneys for the town of Saint Lambert.

Saint Lambert, 3rd October, 1912.

4228

Notice is hereby given that a demand shall be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the erection into a town municipality, for municipal and school purposes, of that certain territory situated in the parish of Saint Laurent, county of Jacques Cartier, comprising the original numbers 576 to 583 inclusively, 594 to 600 inclusively, and 612 to 632 inclusively, of the cadaster of the parish of Saint Laurent, with also all the subdivision numbers of the said ori-

de "Model City," avec les pouvoirs accordés par l'acte des cités et villes, sauf certains changements quant à la qualification pour exercer les charges municipales, le pouvoir d'emprunt, et quant à certains autres objets, et aussi pour autres fins.

ALPHONSE DECARY,

Avocat des requérants.

Montréal, 8 octobre 1912.

4183-2

Province de Québec,
District de Montréal.

VILLE DE LONGUEUIL.

Avis est par le présent donné que la corporation de la ville de Longueuil s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte, 7 Ed. VII, chap. 71, et entre autres les suivants :

Pour déterminer les limites de la ville ; pour étendre l'application de la loi des cités et villes de 1903, à la ville de Longueuil, et spécialement adopter la dite loi concernant la date des élections, nomination des auditeurs, qualification des assessseurs ; paiement des taxes pour permettre aux électeurs de voter, la préparation du rôle, l'examen, la préparation et la mise en vigueur de la liste électorale, la nomination du secrétaire à l'élection ; l'avis d'élection ; la nomination des candidats ; l'imposition d'une taxe sur les marchandises, et aussi pour obtenir que le présent conseil soit continué en office jusqu'au premier jour juridique de février 1915, lorsque les prochaines élections générales auront lieu ; pour déterminer les endroits de votation et où ils seront placés ; pour augmenter les taxes pour l'octroi des certificats de licences ; pour changer la date de l'année fiscale, et pour ajuster et percevoir les taxes en conséquence ; pour changer la date de préparation et mise en vigueur du rôle d'évaluation ; pour être exempté de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, tous règlements à l'exception de ceux pour emprunter ; pour imposer des taxes sur les propriétés non sujettes à la taxe ; pour payer les frais de construction de trottoirs et d'égouts ; pour accorder le droit de vote aux compagnies incorporées ; pour annoncer les avantages de la ville et payer les frais de telles annonces ; pour payer à même le fonds public, les frais de réceptions officielles ; pour donner des obligations et débetures de la ville, comme garanties collatérales pour les prêts temporaires ; pour acquérir dans les limites de la ville ou en dehors d'icelle, une ferme d'incinération et d'égout ; pour exempter la ville des obligations d'exécuter le plan homologué et pour autres fins.

Donné sous mon seing, à Longueuil, ce premier jour d'octobre 1912.

M. DAGENAIS,

Sec.-trés., ville de Longueuil.

LAMARRE & BRODEUR,

Procureurs de la ville.

Longueuil, 1er octobre 1912.

4087.2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par "The Bishop's College School Association", pour obtenir une loi amendement la charte de la dite association, et dans le but d'augmenter le capital-actions de l'association, augmenter le montant des biens qu'elle peut acquérir, posséder et jouir, ratifier une certaine convention entre elle et "The Corporation of Bishop's College", l'autoriser à faire d'autres conventions et baux aux termes qui seront jugés à propos, changer sa position quant au contrôle par "The Corporation of Bishop's College", augmenter ses pouvoirs et pour autres fins.

MEREDITH, MACPHERSON, HAGUE,
HOLDEN & SHAUGHNESSY,

Solliciteurs de "The Bishop's College
School Association".

12 octobre 1912.

4247-2

ginal lots, under the name of "Model City," with the powers granted by the cities and town act, with certain modifications and to the qualification for municipal offices, as to the borrowing power other objects, and for other purposes.

ALPHONSE DECARY,

Attorney for petitioners.

Montreal, 8th October, 1912.

4184

Province of Quebec,
District of Montreal.

TOWN OF LONGUEUIL.

Notice is hereby given that the corporation of the town of Longueuil will apply at the next session of the Quebec Legislature, to obtain certain amendments to its charter, 7 Edw. VII, chap. 71, and amongst others, the following :

To determine the town's limits ; to extend the application of the town and cities law of 1903 to the town of Longueuil, and specially to adopt said law regarding date of elections, appointment of auditors, qualification of assessors ; payment of taxes to allow electors to vote, the preparation of the roll, the examination, preparation and enforcement of the electoral list, the appointment of secretary to the election ; the notice of election ; the nomination of candidates ; the imposing of a tax on goods, and also to obtain that the present council be continued in office until the first judicial day of February next, 1915, when the next general elections shall take place ; to determine the voting places and where they shall be located ; to increase taxes for granting of license certificates ; to alter the date of the fiscal year, and to adjust and collect the taxes accordingly ; to alter the date of the preparation and coming into force of the valuation roll ; to be freed from submitting to the lieutenant governor in council any by-law except those to borrow ; to impose taxes on non-taxable properties to pay the cost of constructing sidewalks and sewers ; to grant right to vote to incorporated companies ; to advertise the advantages of the town and pay cost of such advertising ; also to pay out of public funds, the cost of official receptions ; to give bonds and debentures of the town, as collateral securities for temporary loans ; to acquire within the town limits or outside of them, as incinerator and sewage farm ; to freed the town from the obligation to execute the homologated plan, and for other purposes.

Given under my hand and seal, in Longueuil, on the 1st of October, 1912.

M. DAGENAIS,

Sec.-treas., town of Longueuil.

LAMARRE & BRODEUR,

Attorneys for the town.

Longueuil, 1st October, 1912.

4088

Notice is hereby given that the application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by The Bishop's College School Association, for an act to amend the charter of the said association, and for the purpose of increasing the capital stock of the association, increasing the amount of property which it may acquire, hold and enjoy, ratifying a certain agreement between it and the Corporation of Bishop's College, empowering it to enter into other agreements and leases on such terms as it may see fit, and altering its position in regard to control by the Corporation of Bishop's College, increasing its powers and for others purposes.

MEREDITH, MACPHERSON, HAGUE,
HOLDEN & SHAUGHNESSY,

Solicitors for the The Bishop's College
School Association.

12th October, 1912.

4248

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, par M. George Doyer, cultivateur, de Saint Gervais, et autres, aux fins d'obtenir le pouvoir de vendre un certain immeuble substitué étant le No 256, des plan et livre de renvoi du cadastre de la paroisse de Saint-Gervais.

ST. LAURENT & LAFERTÉ,

Procureurs du requérant.

Québec, 30 septembre 1912.

4017-3

Avis est par le présent donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine dans le comté de Jacques-Cartier, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi détachant du territoire de la municipalité scolaire de la paroisse des Saints-Anges de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, toute cette partie de ce territoire situé sur le côté nord du canal Lachine et compris pour les fins municipales dans les limites territoriales de la cité de Lachine, et annexant cette partie de territoire au territoire de la municipalité scolaire de la cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, pour les fins scolaires.

A. S. PELLETIER,

Procureur des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier.

Lachine, 12 octobre 1912.

4323

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Dame Charlotte S. Nelson, épouse de Alfred Brien dit Desrochers, agriculteur, de la ville de Laval des Rapides, province de Québec; Dame Fleurine Nelson, épouse d'Alphonse Bertrand, négociant, de Saint-Placide, province de Québec; Demoiselle Annie Nelson, célibataire, aussi de Laval des Rapides, province de Québec, John George Nelson et Walter Joseph Nelson, ces deux derniers voyageurs de commerce, de la cité de Montréal, province de Québec, en leur qualité d'appelés de la substitution créée par le testament de feu Wolfred Nelson, en date du 6 de mai 1861, pour obtenir une loi autorisant les dits appelés à vendre un immeuble situé en la ville de Laval des Rapides, ci-devant paroisse de Saint-Martin, à eux légués par le dit feu Wolfred Nelson, et aussi ratifiant les obligations contractées par les dits appelés, sous forme d'hypothèques affectant le dit immeuble.

CHAS. CHAMPOUX,

Procureur des requérants.

Bâtisse Banque de Québec, Place d'Armes.

Montréal, 15 octobre 1912.

4309

Avis est par le présent donné que Morton Lewis Sands, Henry Bruno Maldeis, William Grace, Richard Perry, Emma Agnes Wigley, Benjamin Owen, Colena Muriel Owen, Cora Adair, Melvin Solomon Groh et Brynle Owen, tous des cité et district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'incorporation des susdites personnes et telles autres qui peuvent devenir membres, en une corporation religieuse pour les fins du culte divin, sous le nom de "The Brethren Church of the province of Quebec", ensemble avec le droit de faire des règles et règlements pour leur propre gouverne, et avec le droit d'acquiescer et posséder des biens pour les fins religieuses et avec en outre le droit de célébrer les mariages et conduire les rites et services qui peuvent être requis.

PLACE & STOCKWELL,

Procureurs des requérants.

Montréal, 16 octobre 1912.

4341

Avis est par le présent donné par Allan McDonald Strang, de la cité de Montréal, dans la province de Québec, chirurgien dentiste, qu'il s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant le

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, by Mr. George Doyer, farmer, of Saint Gervais, and others, to obtain the power to sell a certain substituted immoveable being No. 256, on the cadastral plan and in the book of reference for the parish of Saint Gervais.

ST. LAURENT & LAFERTÉ,

Solicitor for petitioner.

Quebec, 30th September, 1912.

4018

Notice is hereby given that the school commissioners for the municipality of the city of Lachine, in the county of Jacques Cartier, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act detaching from the school municipality of the parish of Saints Anges de Lachine, in the county of Jacques Cartier, all the portion of the said territory situate on the north side of the Lachine canal and comprised for municipal purposes within the territorial limits of the city of Lachine, and annexing the said part of territory to the territory of the school municipality of the city of Lachine, in the county of Jacques Cartier, for school purposes.

A. S. PELLETIER,

Attorney for the school commissioners for the municipality of the city of Lachine, in the county of Jacques Cartier.

Lachine, 12th October, 1912.

4324

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by Dame Charlotte S. Nelson, wife of Alfred Brien dit Desrochers, agriculturist, of the town of Laval des Rapides, province of Quebec; Dame Fleurine Nelson, wife of Alphonse Bertrand, trader, of Sainte Placide, province of Quebec; Miss Annie Nelson, spinster, also of Laval des Rapides, province of Quebec, John George Nelson and Walter Joseph Nelson, the two latter commercial travellers of the city of Montreal, province of Quebec, in their capacity of substitutes of the substitution created by the will of the late Wolfred Nelson, dated the 6th May, 1861, for an act authorizing the said substitutes to sell an immoveable situate in the town of Laval des Rapides, formerly parish of Saint Martin, to them bequeathed by the said late Wolfred Nelson, and also ratifying the obligations contracted by the said substitutes under form of hypothecs affecting the said immoveable.

CHAS. CHAMPOUX,

Attorney for petitioners.

Montreal, 15th October, 1912.

4310

Public notice is hereby given that Morton Lewis Sands, Henry Bruno Maldeis, William Grace, Richard Perry, Emma Agnes Wigley, Benjamin Owen, Colena Muriel Owen, Cora Adair, Melvin Solomon Groh and Brynle Owen, all of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the incorporation of themselves and such others as may afterwards become members into a religious corporation for the purpose of divine worship under the name of the Brethren Church of the province of Quebec, together with the right to make rules and regulations for their own government and with the right to acquire and hold property for religious purposes and with a further right to celebrate marriages and to conduct such rites and services as may be required.

PLACE & STOCKWELL,

Attorneys for applicants.

Montreal, 16th October, 1912.

4342

Notice is hereby given by Allan McDonald Strang, of the city of Montreal, in the province of Quebec, doctor of dental science, that he will make application to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passage of an

collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec, à l'admettre parmi ses membres et lui octroyer la licence nécessaire pour pratiquer comme chirurgien dentiste dans cette province, après examen.

LAFLEUR, MACDOUGALL,
MACFARLANE & POPE,

Solliciteurs du requérant.

Montréal, 14 octobre 1912. 4311

Avis public est par les présent donné que le Bureau des Commissaires d'Ecoles Catholiques Romains, de la cité de Sherbrooke, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire augmenter ses pouvoirs d'emprunt et pour d'autres fins.

PANNETON, LEBLANC & PANNETON,
Procureurs des requérants.

Sherbrooke, 16 octobre 1912. 4321

La compagnie "The Saraguay Electric & Water Company" donne avis qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant sa charte sur les matières suivantes :

Changer son nom en celui de "Light and Power Company of Montreal" ou "Montreal Public Service Corporation"; augmenter son capital actions et le diviser en diverses classes suivant que la compagnie le jugera à propos; quant à ce qui concerne ses actions libérées, émettre des certificats d'actions aux conditions que la compagnie pourra de temps en temps déterminer, démontrant que le porteur a droit aux actions qui y sont mentionnées, et pourvoir, au moyen de coupons ou autrement, au paiement des dividendes à venir sur les actions comprises dans ces certificats; obtenir les pouvoirs nécessaires à la fabrication du gaz pour toutes les fins pour lesquelles il peut être employé et pour le vendre et en disposer; obtenir le pouvoir d'emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie et émettre des obligations, débetures ou autres valeurs pour toutes sommes empruntées ou à emprunter et les engager ou les vendre pour telles sommes et à tels prix que la compagnie jugera convenable et garantir le remboursement de ces obligations, débetures ou autres valeurs en engageant l'actif ou des biens de la compagnie, suivant qu'il sera jugé à propos par la compagnie; obtenir l'autorisation d'acquérir et prendre, en totalité ou en partie, l'entreprise, les biens et obligations de toutes personnes ou compagnies exploitant toute entreprise que la compagnie est autorisée à exploiter et possédant des propriétés propres aux fins de la compagnie; faire tout arrangement avec toute personne ou compagnie pour l'affermage, le louage ou l'achat des franchises, droits, travaux, outillages et matériels roulant appartenant à telle personne ou compagnie; acquérir les bons et autres obligations ou valeurs de certaines compagnies; garantir le paiement en argent obtenu par, ou payable en vertu ou au sujet de débetures, bons, actions-obligations, actions, contrats, hypothèques, charges, obligations et valeurs de toute compagnie ou entreprise, ayant des fins tout à fait ou en partie semblables à celles de la compagnie; émettre des débetures ou actions-obligations en une ou plusieurs séries et elle pourra les garantir en transférant à des fidéicommissaires la totalité ou telle partie de l'actif ou des propriétés de la compagnie, jugée à propos; vendre et disposer des biens, entreprise et franchises d'autres compagnies; prendre part à l'administration de certaines compagnies; aider certaines institutions se rapportant aux affaires de la compagnie; exploiter d'autres entreprises se rapportant aux affaires de la compagnie; ratifier les conventions, contrats et arrangements intervenus entre la compagnie et la compagnie Dominion Light Heat & Power Company, Saint Paul

act to authorize the College of Dental Surgeons of the province of Quebec, to admit him among its members and to grant him the necessary license to practise as dental surgeon in this province after examination.

LAFLEUR, DACDOUGALL,
MACFARLANE & POPE,

Solicitors for applicant

Montreal, 14th October, 1912. 4312

Public notice is hereby given that the Board of Roman Catholic School Commissioners, of the city of Sherbrooke, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to increase its power to borrow and for other purposes.

PANNETON, LEBLANC & PANNETON,
Attorneys for petitioner.

Sherbrooke, 16th October, 1912. 4322

"The Saraguay Electric & Water Company" give notice that it will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend its charter on the following matters :

To change its name to "Light and Power Company of Montreal"; or "Montreal Public Service Corporation"; to increase its capital stock and divide it into various classes according as the company may deem advisable; as to what concerns its paid up shares, to issue stock certificates on the conditions the company may from time to time determine, establishing that the holder has the right to the shares mentioned therein, and provide by means of coupons or otherwise for the payment of future dividends on the shares comprised in such certificates; to obtain the necessary powers to manufacture gas for any purposes it may be employed and to sell and dispose thereof; to obtain the power to borrow money on the credit of the company and issue bonds, debentures or other securities for any sums borrowed or to be borrowed and pledge or sell same for such amounts and at such prices as the company may deem fit and guarantee the redemption of such bonds, debentures or other securities by pledging the assets or property of the company, as may be deemed advisable by the company; to obtain the authorization to acquire and take, in whole or in part, the undertaking, property and obligations of any person or company carrying on any undertaking that the company is authorized to carry on and holding property suitable to the purposes of the company; to make any arrangement with any person or company for the renting, letting or the purchase of the franchises, rights, works, equipment and rolling stock belonging to such person or company; to acquire the bonds and other obligations or securities of certain companies; to guarantee the payment in cash obtained by or payable in virtue of or respecting debentures, bonds, stocks, shares, contracts, hypothecs, charges, obligations and securities of any company or undertaking with purposes wholly or partly similar to those of the company; to issue debentures or bonds in one or more series and the company may guarantee same by transferring to trustees the whole or such part of the assets or property of the company deemed advisable; to sell and dispose of the property, undertaking and franchises of other companies; to take part in the administration of certain companies; to aid certain institutions in connection with the business of the company; to exploit other undertakings in connection with the business of the company; to ratify the covenants, contracts and arrangements entered into between the company and the Dominion Light, Heat and Power Company, Saint Paul Electric Light & Power Company, Canadian Light & Power Company; to ratify

Electric Light & Power Company, Canadian Light & Power Company; ratifier la résolution du conseil municipal de la municipalité du village de Cartierville, en date du 13 juillet 1909, et le contrat basé sur telle résolution et passé entre la dite municipalité du village de Cartierville et la compagnie, le 22 septembre 1909, devant Gohier, notaire, et aussi les règlements Nos 20 et 73 de la municipalité du village du Sault-au-Récollet, et pour toutes autres fins se rattachant ou découlant des sujets ci-dessus énumérés.

EDMOND HURTUBISE,
Secrétaire de la compagnie
Edifice Eastern Townships Bank.
Montréal, 15 octobre 1912. 4349

Avis est présentement donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la succession de feu John Morris Henry Robertson, de la cité de Montréal, pour obtenir la passation d'une loi autorisant les exécuteurs testamentaires du dit feu John Morris Henry Robertson, à augmenter la rente annuelle payable à sa veuve et à chacun de ses enfants aux termes de son testament.

ALPHONSE DECARY,
Procureur du requérant.
Montréal, 2 octobre 1912. 4369.2

Avis public est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi érigeant en municipalité de village, sous le nom de "Municipalité du Village de Salaberry", pour fins municipales et autres fins, les habitants du territoire suivant :

A distraire de la paroisse de Beauport :
Une partie du numéro 596, les numéros 597, 598, 599, 600, une partie du numéro 610, une partie du numéro 611, une partie du numéro 612, les numéros 613, 614, une partie du numéro 618, une partie du numéro 619, les numéros 620, 621, une partie du numéro 622, depuis le numéro 625 jusqu'au numéro 735 inclusivement, les numéros 738, 739, 740, 741, 743, 744, 745, une partie du numéro 746, les numéros 747, 747a.

Le tout formant un territoire de 2.775 arpents et ayant environ 75 arpents du nord au sud et 37 arpents de l'est à l'ouest.

Borné comme suit :

Vers le nord-est :

Partie par un chemin public passant entre les numéros 703, 704, du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, d'un côté et le numéro 1,048 du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg de l'autre ; partie par un chemin public passant entre le numéro 692 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport d'un côté et le numéro 1050 du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg de l'autre ; partie par le numéro 789 de la concession Saint-Joseph du cadastre officiel de la paroisse de Beauport ; partie par la rive nord-est de la rivière de Beauport, depuis son intersection avec la limite sud de la concession Saint-Joseph, jusqu'à son embouchure au fleuve Saint-Laurent à la ligne de basse marée.

Vers le sud-est :

Partie par la ligne de basse marée du fleuve Saint-Laurent depuis l'embouchure de la rive nord-est de la rivière Beauport jusqu'à l'intersection de la dite ligne de basse marée avec la limite sud-ouest du numéro 58 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport ; partie par les numéros 737 et 736 ; partie par le chemin du petit Village ; partie par le numéro 742 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport.

Vers le sud-ouest :

Partie par la limite sud-ouest du numéro 58 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport ; partie par le numéro 737 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport ; partie par

tral Heat Light & Power Company ; to ratify the resolution of the municipal council of the municipality of the village of Cartierville, dated the 13th July, 1909, and the contract based on such resolution and entered into between the said municipality of the village of Cartierville, and the company on the 22nd September, 1909, before Gohier, notary, and also to ratify the by-laws Nos. 20 and 73 of the municipality of the village of Sault au Recollet and for any other purposes in connection with or relating to the hereabove enumerated objects.

EDMOND HURTUBISE,
Secretary of the company
Eastern Townships Bank Building.
Montréal, 15th October, 1912. 4350

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the estate of the late John Morris Henry Robertson, of the city of Montreal, for the passing of the law authorizing the testamentary executors of said John Morris Henry Robertson, to increase the annuities payable to his widow and to each of his children, under his last will.

ALPHONSE DECARY,
Attorney for applicant.
Montreal, October 2nd 1912. 4370

Public notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec at its next session, for the passing of an act erecting into a village municipality, under the name of "Municipalité du Village de Salaberry" for municipal purposes and others, the residents of the following territory, to wit :

To be taken from the parish of Beauport :
Part of number 596, numbers 597, 598, 599, 600, part of number 610, part of number 611, part of number 612, numbers 613, 614, part of number 618, part of number 619, numbers 620, 621, part of number 622, from number 625 to number 735 inclusive, numbers 738, 739, 740, 741, 743, 744, 745, part of number 746, numbers 747, 747a.

The whole forming a territory of 2775 arpents and measuring about 75 arpents from the north to the south, and 37 arpents from the east to the west.

Bounded as follows :

Towards the north-east :

Part by a public road passing between numbers 703, 704, of the official cadastre for the parish of Beauport on one side, and number 1048 of the official cadastre for the parish of Charlesbourg on the other side ; part by a public road passing between number 692 of the official cadastre for the parish of Beauport on one side and number 1050 of the official cadastre for the parish of Charlesbourg on the other side part by number 789 of range Saint Joseph of the official cadastre for the parish of Beauport ; part by the north-eastern shore of the river Beauport from its intersection with the south limit of range Saint Joseph to its mouth the river Saint Lawrence at low water mark.

Towards the south east :

Part by the low water mark of Saint Lawrence river from the mouth of the north eastern shore of river Beauport to the intersection of the said low water mark with the south western limit of number 58 of the official cadastre for the parish of Beauport ; part by numbers 737 and 736 ; part by the road of Petit Village ; part by number 742 of the official cadastre for the parish of Beauport.

Towards the south west :

Part by the south western limit of number 58 of the official cadastre for the parish of Beauport ; part by number 737 of the official cadastre for the parish of Beauport ; part by

les numéros 734 et 735 du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, à distraire cependant la partie du numéro 746 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport comprise dans la paroisse de Saint-Michel Archange; partie par la ligne séparant le numéro 662 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport du numéro 1059 du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg.

Vers le nord-ouest :

partie par les numéros 985, 986, 987, 990, 991; partie par les numéros 1048-1049; parties par les numéros 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1059; partie par le numéro 1060, tous ces numéros précédents faisant partie du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg; partie par les numéros 790, 790a, et 789, de la concession Saint-Joseph; partie par les numéros 789, 788, de la concession de Saint-Joseph, tous ces numéros faisant partie du cadastre officiel de la paroisse de Beauport; partie par la ligne de haute marée en front du numéro 737, du cadastre officiel de la paroisse de Beauport.

CANNON & PARENT,

Procurateurs des requérants.

Québec, 15 octobre 1912.

4303

numbers 734 and 735 of the official cadastre for the parish of Charlesbourg, not included however part of number 746 of the official cadastre for the parish of Beauport comprised into the parish of Saint Michel Archange; part by the line dividing number 662 of the official cadastre for the parish of Beauport from number 1059 of the official cadastre for the parish of Charlesbourg.

Towards the north west :

Part by numbers 985, 986, 987, 990, 991; part by numbers 1048-1049; part by numbers 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1059; part by number 1060, all these above numbers forming part of the official cadastre for the parish of Charlesbourg; part by numbers 790, 790a and 789 of the range Saint Joseph, all these numbers forming part of the official cadastre for the parish of Beauport; part by the high water mark in front of number 737 of the official cadastre for the parish of Beauport.

CANNON & PARENT,

Attorneys for petitioners.

Quebec, 15th October, 1912.

4304

Avis public est par le présent donné que The Montreal Firemen's Benefit Association of Montreal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendement à sa charte, 7 Edouard VII, Chap. 114, telle qu'elle est maintenant amendée (1 George V, Chap. 89, 1910), et que les amendements demandés seront l'admission de membres, contributions, bénéfices octroyés aux membres, à leurs veuves et leurs enfants, spécialement la pension, ses pouvoirs, l'administration, le bureau des directeurs, les assemblées et l'augmentation des fonds de l'association et autres fins nécessaires au bon fonctionnement de la corporation.

MERCIER & BEIQUE,

Procurateurs de la requérante.

Montréal, 7 octobre 1912.

4283

Public notice is hereby given that the Montreal Firemen's Benefit Association of Montreal will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act amending its charter, 7 Edward VII, ch. 114, as it stands now amended (1 George V, ch. 89, 1910), and that the amendments that it will demand refer to the admission of members, for assessments, to the benefits granted to the members, to their widows and their children, specially to the pension, to its powers, to the administration, to the board of directors, to the meetings, and to the augmentation of the funds of the association and other ends necessary to the good working of the corporation.

MERCIER & BEIQUE,

Attorneys for the petitioner.

Montreal, 7th October, 1912.

4284

Les soussignés Robert Lagueux, ptre, curé de la paroisse de Saint-Roch de Québec, M. Napoléon Drouin, du même lieu, ancien marguillier, le rév. P. H. Legault, O. M. I., curé de la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, M. Téléphore Verret, du même lieu, échevin, Omer Cloutier, ptre, curé de la paroisse de Notre-Dame de Jacques-Cartier, M. Joseph Gauthier, du même lieu, syndic, le rév. P. Maurice, O. M. C., curé de la paroisse de Saint-Charles de Limoilou, M. J.-E. Chapleau, avocat, du même lieu, H. Bouffard, ptre, curé de la paroisse de Sainte-Angèle de Saint-Malo, Eugène Julien, négociant, de Saint-Malo, Frs. Cliche, commerçant, Joseph Mercier, ptre, curé de la paroisse de Saint-Zéphirin de Stadacona, donnent avis, par les présentes, qu'ils s'adresseront à la législature de cette province, à la prochaine session, pour obtenir une charte sous la raison sociale de "Compagnie du Cimetière Saint-Charles", ayant le siège de ses affaires à Québec et succession perpétuelle, avec, entr'autres, les pouvoirs suivants, savoir : celui d'acquérir, à quelque titre que ce soit, des terrains d'une étendue convenable et dûment approuvés, aux fins d'y ériger un cimetière commun à l'usage des paroisses ci-dessus désignées et de toutes celles qui, à l'avenir, pourraient leur être adjointes en vertu des règlements, dans un même but; le pouvoir d'entretenir, gérer et administrer le dit cimetière comme de chose lui appartenant, dans l'intérêt des dites paroisses; le pouvoir spécial de succéder à l'administration, gestion et usage du cimetière actuel dit "Cimetière Saint-Charles" appartenant à la paroisse de Saint-Roch de Québec, susdits; le pouvoir spécial de succéder en tous droits et obliga-

The undersigned Robert Lagueux, priest, Curé of the parish of Saint Roch de Quebec, Mr. Napoléon Drouin, of the same place, former churchwarden, the rev. P. H. Legault, O. M. I., curé of the parish of Saint Sauveur de Québec, M. Téléphore Verret, of the same place, alderman, Omer Cloutier, priest, curé of the parish of Notre Dame de Jacques Cartier, Mr. Joseph Gauthier, of the same place, syndic, the rev. P. Maurice, O. M. C., curé of the parish of Saint Charles de Limoilou, Mr. J. E. Chapleau, advocate, of the same place, H. Bouffard, priest, curé of the parish of Sainte Angèle de St-Malo, Mr. Eugène Julien, trader, Saint-Malo, Mr. Frs. Cliche, trader, Joseph Mercier, priest, curé of the parish of Saint Zéphirin de Stadacona, hereby give notice that they will apply to the Legislature of this province, at the next session thereof, to obtain a charter under the corporate name of "Compagnie du Cimetière Saint Charles", having its corporate seat at Quebec and perpetual succession, with the following powers among others, to wit : to acquire under any title whatever lands of a suitable extent and duly approved for the purpose of erecting a cemetery thereon for the use in common of the parishes hereabove designated and of all those which hereafter may be associated with the min virtue of the by-laws, for the same purpose; the power to maintain, manage and administer the said cemetery as of a thing belonging to it, in the interest of the said parishes; the special power to succeed in the administration, management and use of the actual cemetery called "Cimetière Saint Charles", belonging of the parish of Saint Roch de Quebec aforesaid; the special power to suc-

tions des requérants concernant certaines propriétés achetées par les requérants eux ou leurs ayants-cause pour servir de cimetières paroissiaux, les acquéreurs en ayant été dûment autorisés; le pouvoir de contracter en général, d'alléner, d'hypothéquer, d'exproprier, s'il y a lieu, d'imposer des contributions aux intéressés, de percevoir des revenus, profits ou rentes, emprunter, émettre, si nécessaire des bons ou débentures, le tout conformément à la loi et dans l'intérêt des dits intéressés du nouveau cimetière; le pouvoir de faire des règlements et, en un mot tous actes capables d'assurer la création, l'usage, entretien et administration de tel cimetière.

J. E. PRINCE, C. R.
Procureur des requérants.

Québec, 10 octobre 1912.

4265

Les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la ville de la Longue-Pointe donnent avis qu'ils s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander le droit de faire, chaque année, un rôle d'évaluation des propriétés immobilières se trouvant dans les limites de leur municipalité, nonobstant les articles 2836 et 2837 des Statuts refondus de la province de Québec, et pour autres fins.

LAMOTHE, ST. JACQUES & LAMOTHE,
Procureurs des requérants.
Montréal, 16 octobre 1912. 4355

Les exécuteurs-testamentaires et les légataires de feu M. P. E. Paquette, en son vivant marchand, de la cité et du district de Montréal, donnent avis qu'ils s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander que les pouvoirs des exécuteurs-testamentaires soient mieux définis, qu'ils aient le droit de prendre des décisions à la majorité des voix; que les exécuteurs-testamentaires aient le droit de vendre les immeubles substitués, de faire emploi des deniers, soit en achat ou construction d'immeubles, soit autrement; qu'ils aient droit d'emprunter et d'hypothéquer; qu'ils aient le droit de louer les immeubles substitués à long terme, et même par baux emphytéotiques; qu'au cas de mort d'un ou de plusieurs des grevés-usufruitiers, laissant des enfants, que les dits enfants soient continués dans la jouissance de leur père ou mère jusqu'à l'ouverture finale de la substitution; que la vente faite par Dame Albina Carrières, veuve P. E. Paquette, d'un immeuble se trouvant en son nom et mentionné au testament de feu P. E. Paquette, et les conventions faites par elle avec ses enfants, grevés de substitution, soient ratifiées et confirmées; que l'emploi du prix de vente soit approuvé et que, sur la balance du dit prix de vente, il soit pris un montant suffisant pour payer les frais de licitation et accessoires, frais faits en mil neuf cent douze, par le ministère de M^{re} E. Roy, notaire, avec l'autorisation de la cour, et pour autres fins se rapportant aux dites matières.

LAMOTHE, ST. JACQUES & LAMOTHE,
Procureurs des requérants.
Montréal, 16 octobre 1912. 4357

Avis est par le présent donné que la compagnie de chemin de fer Roberval et Saguenay s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir la modification de sa charte relativement aux matières suivantes, savoir:

1. Changement de son nom en celui de "La Compagnie du Chemin de Fer "Le Nord";
2. La longueur de ses branches et voies d'évitement;
3. L'acquisition par débentures, actions ou autrement du chemin de fer de la Baie des Ha! Ha! ainsi que de ses franchises, privilèges, droits, immeubles, meubles et roulant, et la faculté d'exercer tous les pouvoirs conférés à la compagnie du chemin de fer de la Baie des Ha! Ha! par sa charte

ceed to all the rights and obligations of the petitioners respecting certain properties purchased by the petitioners they or their assigns to serve as parochial cemeteries, the purchasers having been duly authorized thereto; the power to contract generally, alienate, hypothecate, expropriate if necessary, to impose contributions on the interested parties, to collect revenue, profits or rents, borrow, issue if necessary bonds or debentures, all in conformity to law and in the interest of the said interested parties of the new cemetery; the power to make by-laws and in a word any acts capable of assuring the creation, use, maintenance and administration of such cemetery.

J. E. PRINCE, K. C.
Attorney for petitioners.

Quebec, 10th October, 1912.

4266

The school commissioners for the school municipality of the town of Longue Pointe give notice that they will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to obtain the right to make, every year, a valuation roll of the immoveable property being within the limits of their municipality, notwithstanding articles 2836 and 2837 of the Revised statutes of the province of Quebec, and for other purposes.

LAMOTHE, ST. JACQUES & LAMOTHE,
Attorneys for petitioners.
Montreal, 16th October, 1912. 4356

The testamentary executors and the legatees of the late P. E. Paquette, in his lifetime merchant, of the city and district of Montreal, give notice that they will make application to the Legislature of Quebec, at its next session, to more clearly define the powers of the testamentary executors, that they have the right to take decisions on a majority of votes; that the testamentary executors have the right to sell the substituted immoveables, to make reinvestment of the money either in the purchase or construction of immoveables or otherwise; that they have the right to borrow and hypothecate; that they have the right to lease the substituted immoveable on long terms and even by emphyteutic leases; that in case of the death of one or more of the usufructuary institutes leaving children that the said children be continued in the enjoyment of their father or mother until the final opening of the substitution; that the sale made by Dame Albina Carrières, widow P. E. Paquette, of an immoveable being in her name and mentioned in the will of the late P. E. Paquette, and the covenants made by her with her children institutes under substitution, be ratified and confirmed; that the use of the price of sale be approved and that out of the balance of the said price of sale there be taken a sufficient amount to pay the costs of licitation and accessories, costs incurred in nineteen hundred and twelve, through M^{re} E. Roy, notary, with the authorization of the court, and for other purposes in connection with the said matters.

LAMOTHE, ST. JACQUES & LAMOTHE,
Attorneys for petitioners.
Montreal, 16th October, 1912. 4350

Notice is hereby given that the Roberval and Saguenay Railway Company will apply to the Legislature at its next session, to amend its charter in connection with the following matters:

1. The changing its name to that of "La Compagnie du Chemin de Fer "Le Nord";
2. The length of its branches and sidings;
3. The acquisition by means of bonds, shares or otherwise of the Ha! Ha! Bay Railway Company as also of its franchises, privileges, rights, immoveables, moveables and rolling stock and the right to use all the powers conferred on the Ha! Ha! Bay Railway Company by its charter and by

et par la loi, sujet aux débetures et autres charges qui affectent le dit chemin de fer, avec droit de prolonger à travers la ville de Chicoutimi jusqu'à la rivière du Moulin à ou près de son confluent avec le Saguenay, l'embranchement allant aux usines de la compagnie de pulpe de Chicoutimi.

4. Le montant pour lequel la compagnie pourra émettre des obligations ou débetures;

5. Le droit d'acheter, posséder, aliéner et louer des immeubles.

LAPOINTE & LANGLAIS,

Procureurs de la requérante.

Chicoutimi, 17 octobre 1912. 4359

Avis public est donné que demande era faite à la législature de Québec, à sa session prochaine, pour qu'il soit passé un acte autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Bruno, Lac Saint-Jean, à emprunter une somme de vingt-cinq mille piastres pour payer les travaux faits et à être faits à l'église catholique de cette paroisse, et à prélever sur les immeubles des paroissiens catholiques romains, les montants nécessaires pour rembourser le dit emprunt en capital et intérêts.

BELLEAU, PELLETIER, BELLEAU,

BAILLARGEON & BELLEAU,

Procureurs des requérants.

Québec, 10 octobre 1912. 4249.2

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à l'Assemblée législative de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi incorporant la Compagnie de chemin de fer Alma et Jonquières, avec pouvoir de contraindre et d'opérer une ligne de chemin de fer depuis un point à ou près d'Hébertville, sur la ligne du chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean, dans une direction nord ouest passant à travers les cantons Labarre, Signai et Ile d'Alma jusqu'à un point quelconque entre les endroits appelés Grande Décharge et Petite Décharge sur le Lac Saint-Jean, une distance d'à peu près 20 milles.

D'un point à ou près de la paroisse de Saint-Joseph d'Alma, dans le canton Signai, comté du Lac Saint-Jean, dans une direction est à travers les cantons Signai, Labarre et Kénogami jusqu'à un point quelconque à ou près de la paroisse de Jonquières, une distance d'à peu près 30 milles, avec pouvoir de construire des embranchements ou extensions à divers endroits le long de la route et pour communiquer avec tous les chemins de fer déjà construits ou qui peuvent être construits, avec pouvoir d'opérer le dit chemin de fer par vapeur, électricité ou autrement, et pour autres pouvoirs ordinairement donnés aux compagnies de chemin de fer.

CANNON & PARENT,

Procureurs de la requérante.

Québec, 16 octobre 1912. 4313.2

Avis public est par les présentes donné que la ville de Saint-Jérôme s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte dans les buts suivants : Pour faire ratifier certains règlements relatifs à la municipalisation d'un système d'éclairage à l'électricité, pour fournir l'énergie électrique, et pour l'autoriser à contracter un emprunt pour ses fins ; pour obtenir une loi l'autorisant à exercer certains pouvoirs d'expropriation pour la pose de ses poteaux et l'installation de ses lignes de transmission ; modifier le système d'élection municipale, ratifier certaines dépenses encourues par le conseil dans l'intérêt de la ville et pour autres fins.

CHS. ED. MARCHAND,

Procureur de la ville de Saint-Jérôme.

Saint-Jérôme, 22 octobre 1912. 4413

law, subject to the bonds and other charges affecting the said railway, with the right to extend the branch line, running to the Chicoutimi Pulp Company's Mills, through the town of Chicoutimi to the Rivière du Moulin at or near its confluence with the Saguenay river ;

4. The amount for which the company may issue bonds or debentures ;

5. The right to purchase, hold, alienate and lease immovables.

LAPOINTE & LANGLAIS,

Attorneys for petitioners.

Chicoutimi, 17th October, 1912. 4350

Public notice is given that the trustees of the parish of Saint Bruno, Lake Saint John, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing them to borrow a sum of twenty five thousand dollars which will be applied to the payment of the works done and to be done to the catholic church of that parish, and to levy on the immovables of the roman catholic parishioners, the amounts required for the reimbursement of said loan in capital and interest.

BELLEAU, PELLETIER, BELLEAU,

BAILLARGEON & BELLEAU,

Solicitors for applicants.

Quebec, 10th October, 1912. 4250

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislative Assembly of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act incorporating the Alma & Jonquières Railway Company with power to construct and operate a line of railway from a point at or near Hébertville on the Quebec & Lake Saint John Railway line, in a northerly direction passing through the township of Labarre, Signai and Ile d'Alma to a point between the places called "Grande Decharge" and "Petite Decharge" on the Lake Saint John, a distance of about twenty miles.

From a point at or near the parish of Saint Joseph d'Alma, in the township of Signai, county of Lake Saint John, in an eastern direction through the townships of Signai, Labarre and Kenogami, to a point at or near the parish of Jonquières in the said county of Lake Saint John a distance of about thirty miles, with power to construct branch lines or extensions at different places along the road and to connect with any railroads already built or that may be built, with power to operate the railway by steam, electricity or otherwise, and for other powers ordinarily given to the railway companies.

CANNON & PARENT,

Attorneys for petitioner.

Quebec, 16th October, 1912. 4314.

Public notice is hereby given that the town of Saint Jerome will petition the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend its charter for the following purposes : To have ratified certain by laws pursuant to the municipalisation of an electric plant for municipal lighting and production and sale of electric energy ; to be authorized to make a loan for these purposes ; to be authorized to expropriate the necessary right of way for the installation of the posts and transmission lines ; to modify the system of municipal election ; to have ratified certain expenses incurred in the interest of the town, and for others purposes.

CHS. ED. MARCHAND,

Attorney for the town of Saint Jerome.

Saint Jerome, 22nd October, 1912. 4414

Avis est par le présent donné que les Syndics des Chemins à Barrières de la Rive Nord à Québec, feront application à la législature de la Province, à sa prochaine session, pour un acte autorisant la commission à percevoir des taxes sur les automobiles et autres voitures à pouvoir moteur, traversant ses barrières et voyageant sur les chemins de la commission.

Par ordre du bureau,
G. H. BURROUGHS,
Secrétaire-trésorier.

Québec, 28 octobre 1912. 4421

Canada,
Province de Québec,
District des Trois-Rivières.
LA CITE DES TROIS-RIVIERES.

Avis public est par le présent donné que la cité des Trois-Rivières s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte et obtenir les pouvoirs additionnels suivants :

Pour amender la loi, 1 Ed. VII, chap. 44, 1901, concernant les expropriations de terrains, les locataires, le ou les auditeurs, la perception des taxes, le département du feu, le conseil-de-ville, les emprunts temporaires, la limite d'emprunt, les incendies du 22 juin 1908, et les cotisations, taxes et autres charges ; pour l'établissement d'une cour du recorder ; pour imposer à toute personne ou compagnie, certaines obligations concernant les subdivisions et concessions de terrains, pour modifier la loi concernant la confection du rôle d'évaluation ; pour autoriser le conseil à créer un fonds de pension pour les employés de la cité ; pour étendre le pouvoir d'emprunt sur billets promissoires ; pour autoriser la dite cité à émettre des débetures, pour acquitter les actions qu'elle a souscrites à la compagnie de tramways de Trois-Rivières, pour autoriser la cité à émettre des débetures pour pavage, drainage, aqueduc, traverses, département du feu, hôtel-de-ville, expropriations de terrains, et tous autres emprunts concernant la voirie municipale.

ALFRED DESY,
Procureur de la cité des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, 16 octobre 1912. 4373

Avis est par les présentes donné que, Thomas Déchène, menuisier-charpentier, Eugène Bilodeau, mécanicien, Joseph Desmeules, ouvrier, Pantaléon Ouellet, électricien, William Gilbert, électricien, Arthur Pedneault, mécanicien, David Gaudreault, ouvrier, Amédée Fortin, ingénieur, Auguste Coulombe, mécanicien, Daniel Ouellet, boulanger, tous de la ville de Chicoutimi, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un bill les incorporant, avec d'autres, en une société de secours mutuels, de prévoyance, d'économie domestique et sociale et d'organisation du travail, sous le nom de "La Fédération Ouvrière Mutuelle du Nord".

Pour la Fédération Ouvrière Mutuelle du Nord.

LAPOINTE & LANGLAIS,
Procureurs.

Chicoutimi, 17 octobre 1912. 4377

Avis est par les présentes donné que maître Léon Violet bachelier ès-lettres de l'Université de Paris, et licencié en droit de la faculté de Paris, avocat à la cour d'appel de Paris, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

BISAILLON & BROSSARD,
Procureurs du requérant.

11-17, Côte Place d'Armes, Montréal. 4535

Notice is hereby given that the Trustees of the Quebec North Shore Turnpike Trust, will make application to the Legislature of the Province, at its next session, for an act authorizing the commission to collect tolls on automobiles and other motor power vehicles, going through its gates and passing over the roads of the commission.

By order of the board,
G. H. BURROUGHS,
Secretary treasurer.

Quebec, 28th October, 1912. 4422

Canada,
Province of Québec,
District of Three Rivers.
THE CITY OF THREE RIVERS.

Notice is hereby given that the city of Three Rivers will, at next meeting of the Provincial Legislature, apply to amend its charter and to obtain the following additional powers :

To amend the law, 1 Ed. VII, chap. 44, 1901, respecting land expropriations, tenants, the auditor or auditors, the collection of taxes, the fire department, the city council, the temporary loans, the loan limit, the fire victims of the 22nd June, 1908, and the assessments, taxes and other charges ; for the establishment of a Recorder's Court ; to impose upon every person or company, certain obligations respecting subdivisions and land grants ; to modify the law respecting the preparation of the valuation role ; to authorize the Council to create a pension fund for civic employees ; to extend the borrowing on promissory notes ; to authorize said city to issue debentures to pay off the shares which it debentures, to pay off the shares which it way Company ; to authorize the city to issue debentures for paving, drainage, waterworks, ferries, fire department, city hall, land expropriations, and all other loans concerning the municipal roads.

ALFRED DESY,
Attorney of the city of Three Rivers.
Three Rivers, 16th October, 1912. 4374

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, by Thomas Déchène, carpenter, Eugène Bilodeau, machinist, Joseph Desmeules, workman, Pantaléon Ouellet, electrician, William Gilbert, electrician, Arthur Pednaud, machinist, David Gaudreault, workman, Amédée Fortin, engineer, Auguste Coulombe, machinist, Daniel Ouellet, baker, all of the town of Chicoutimi, to obtain an act incorporating them and others into a provident institution for mutual help among workmen, domestic and social economy and labour organization under the name of "La Fédération Ouvrière Mutuelle du Nord".

For La Fédération Ouvrière Mutuelle du Nord.

LAPOINTE & LANGLAIS,
Solicitors.

Chicoutimi, 17th October, 1912. 4378

Notice is hereby given that Mre Leon Violet, bachelor of letters of the University of Paris and licencié in law of the Faculty of Paris, advocate at the court of appeal of Paris, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for a bill authorizing the bar of the province of Quebec to admit him as a member of the said bar, after examination.

BISAILLON & BROSSARD,
Solicitors for applicant.

11-17, Côte Place d'Armes, Montreal. 4536

The Royal Agricultural Schools s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi les autorisant à émettre des actions privilégiées et stock de débentures et pour augmenter le nombre des gouverneurs.

CHARLES DOYLE.
Secrétaire.

Montréal, 16 octobre 1912.

4375

La communauté des Sœurs des Saints Noms de Jésus et Marie, corporation légalement constituée, ayant son principal établissement en la cité et le district de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'autorisation de construire un édifice devant servir de noviciat et aussi un autre édifice devant servir de maison-mère, sur les terrains qu'elle possède en la ville d'Outremont, district de Montréal, sur les lots connus et désignés comme étant le numéro douze et partie de treize de cadastre, notwithstanding tout règlement municipal de la ville d'Outremont, et pour autres fins.

LAMOTHE, ST. JACQUES & LAMOTHE,
Procureurs des requérants.

Montréal, 24 octobre 1912.

4483-2

Avis est par les présentes donné que l'association des anciens élèves de l'Ecole Polytechnique de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte, I Georges V, chapitre 92, afin de mieux définir ses pouvoirs généraux quant à l'acquisition et l'administration de ses biens, au droit de faire des règlements pour la gouverne de ses membres, etc.

H. A. BEIQUE,
Procureur des requérants.

Montréal, 4 novembre 1912.

4599

Avis est par le présent donné de la part de la corporation de la ville de Mégantic qu'elle s'adressera à la présente session de la législature, dans le but d'obtenir des amendements à sa charte concernant des pouvoirs additionnels à lui être accordés, pour vendre et fournir la lumière et la force motrice dans ses limites et dans les localités voisines, pour obtenir le pouvoir de faire certains emprunts à ces fins.

JOSEPH ROY,
Procureur de la ville de Mégantic.

Mégantic, 5 novembre 1912.

4623

Avis est par le présent donné que le soussigné Lyon William Jacobs s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant le Barreau de la province de Québec, à lui permettre de pratiquer comme avocat, et le secrétaire du conseil général du dit barreau à lui octroyer certificat comme tel.

LYON W. JACOBS

Montréal, 23 septembre 1912.

4607

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2667.

Dame Alexandrina Croze, épouse commune en biens de Fabien Jolicœur, boucher, de la ville de Maisonneuve, district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Fabien Jolicœur, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 31 octobre 1912.

LEBLANC, BROSSARD & FOREST,
Procureurs de la demanderesse.

Montreal, 4 novembre 1912.

4595

The Royal Agricultural Schools will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing them to issue preference shares and debentures stock and to increase the number of governors.

CHARLES DOYLE.
Secretary.

Montreal, 16th October, 1912.

4376

La communauté des Sœurs des Saints Noms de Jésus et Marie, a lawfully constituted corporation, with its chief establishment in the city and district of Montreal, give notice that it will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for authorization to construct a building to serve as a noviciate and also another edifice to serve as a mother house, on the lands it owns in the town of Outremont, district of Montreal, on the cadastral lots known and designated as being the number twelve and part of thirteen, notwithstanding any municipal by-law of the town of Outremont, and for other purposes.

LAMOTHE, ST. JACQUES & LAMOTHE,
Attorneys for petitioners.

Montreal, 24th October, 1912.

4484

Notice is hereby given that l'Association des anciens élèves de l'Ecole Polytechnique de Montréal will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain certain amendments to its charter I George V, chapter 92, to more clearly define its general powers as to the acquisition and administration of its property, the right to make by-laws for the guidance of its members, etc.

H. A. BEIQUE,
Attorney for petitioners.

Montreal, 4th November, 1912.

4600

Notice is hereby given on behalf of the corporation of the town of Mégantic that it will apply to the Legislature, at its present session, to obtain amendments to its charter concerning additional powers authorizing said corporation to sell and supply light and power within its limits and neighbouring localities and, to that end, to make certain loans.

JOSEPH ROY,
Attorney for the town of Mégantic.
Mégantic, 5th November, 1912.

4624

Notice is hereby given at the undersigned Lyon William Jacobs will apply to the Legislature of Quebec, at the next session, for an act authorizing the Bar of the province of Quebec, to permit him to practice as an advocate, and the secretary of the general council of the said bar to issue to him his certificate as such.

LYON W. JACOBS.

Montreal, 23rd September, 1912.

4608

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 2667.

Dame Alexandrina Croze, wife common as to property of Fabien Jolicœur, butcher, of the city of Maisonneuve, district of Montreal, and duly authorized "à ester en justice, Plaintiff; vs the said Fabien Jolicœur, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, on the 31st day of October, 1912.

LEBLANC, BROSSARD & FOREST,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 4th November, 1912.

4596

No 400, Province de Québec, district de Saint-François, cour supérieure, Dame Emma Landry, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, de la paroisse de Saint-François-Xavier de Brompton, dit district, épouse commune en biens de Thimothé Levasseur, commis, des mêmes lieux, a institué une action en séparation de biens contre son dit époux, le 5 novembre 1912.

LIONEL FOREST,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 5 novembre 1912.

4605

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*

No. 6337.

Dame Elizabeth Forest, de la paroisse de L'Épiphanie, dans le district de Joliette, épouse commune en biens de Zénon Riopel, journalier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes,
Demanderesse,

vs

Le dit Zénon Riopel, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée par la demanderesse contre le défendeur.

TELLIER & LADOUCEUR,

Avocats et procureurs de la demanderesse.
Joliette, 31 octobre 1912.

4579

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*

No 534.

Dame Margaret Jane Doherty, épouse de Charles Seale, bourgeois, du canton Morin, district de Terrebonne, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Charles Seale, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le 29ème jour d'août 1912.

NANTEL & ROCHON,

Procureurs de la demanderesse.

Sainte Scholastique, 24 octobre 1912.

4519

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

No 3536.

Dame Maria Chartrand, épouse commune en biens de Wenceslas Chartrand, ex-hôtelier, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs Wenceslas Chartrand, du même lieu, Défendeur.

La demanderesse a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre le défendeur.

EMILE L. SASSEVILLE,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 15 octobre 1912.

4487

Province de Québec, district de Montréal, No 448.—Cour supérieure.—Dame Reichal Darabaner, femme commune en biens de Fur alias Julius Tammer, tous deux de la cité et du district de Montréal, Demanderesse ; vs Fur alias Julius Tammer, Défendeur.—Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, le 8 août 1912.—A. P. Mathieu, procureur de la demanderesse.—Montréal, 8 août 1912.

4287.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

No 2362.

Éléonore Lamarche, de Montréal, épouse commune en biens de Magloire Deslongchamps, charretier, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse,
Demanderesse ;

vs

Le dit Magloire Deslongchamps, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 12 juin 1912.

LOUIS MASSON,

Avocat de la demanderesse.

4371.2

No. 400, Province of Quebec, district of Saint-François, superior court, Dame Emma Landry, duly authorized "à ester en justice", of Saint François Xavier de Brompton, district of Saint Francis, wife common as to property of Thimothé Levasseur, clerk, of the said places, has, on the 5th November, 1912, instituted an action for separation as to property against her said husband.

LIONEL FOREST,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 5th November, 1912.

4606

Province of Quebec, {
District of Joliette. } *Superior Court*

No 6337.

Dame Elizabeth Forest, of the parish of L'Épiphanie, in the district of Joliette, wife common as to property of Zénon Riopel, journeyman, of the same place, and hereto duly authorized to ester en justice,
Plaintiff,

vs

The said Zénon Riopel, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant.

TELLIER & LADOUCEUR,

Attorneys for plaintiff.

Joliette, 31st October, 1912.

4580

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*

No. 534.

Dame Margaret Jane Doherty, wife of Charles Seale, gentleman, of the township of Morin, district of Terrebonne, duly authorized to "ester en justice",
Plaintiff ;

vs

The said Charles Seale, Defendant.
An action for separation as to property, and from bed and board, has been instituted in this cause, the 29th day of August, 1912.

NANTEL & ROCHON,

Attorneys for plaintiff.

Saint Scholastique, 24th October, 1912.

4520

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*

No. 3536.

Dame Maria Chartrand, wife common as to property of Wenceslas Chartrand, ex-hotelkeeper, of the city and district of Montreal, and duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ; vs Wenceslas Chartrand, of the same place, Defendant.
The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against the defendant.

EMILE L. SASSEVILLE,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 15th October, 1912.

4488

Province of Quebec, district of Montreal, No. 448.—Superior Court.—Dame Reichal Darabaner, wife common as to property of Fur alias Julius Tammer, both of the city and district of Montreal, Plaintiff ; vs Fur alias Julius Tammer, Defendant.—An action for separation as to property has been instituted, this day, this 8th August, 1912.—A. P. Mathieu, attorney for plaintiff.—Montreal 8th August, 1912.

4288

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

No. 2362.

Eleonore Lamarche, of Montreal, wife common as to property of Magloire Deslongchamps, carter, of the same place, and the latter to authorize his wife,
Plaintiff ;

vs

The said Magloire Deslongchamps, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 12th June, 1912.

LOUIS MASSON,

Attorney for plaintiff.

4372

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dame Gertrude Mary Williams, des cité et district
de Montréal, épouse commune en biens de Wil-
liam Steggall, de la dite cité de Montréal, dûment
autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs
William Steggall, des dits cité et district de Mon-
tréal, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée,
ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

EDGAR N. ARMSTRONG,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 23 octobre 1912. 4435-2

Province de Québec.—District de Montréal.—
Cour Supérieure.—No 3791.—Dame Amanda Laura
Lindberg, épouse commune en biens de Joseph
Henri Poulin, gérant de commerce, de la cité et du
district de Montréal, dûment autorisée à ester en
justice, Demanderesse ; vs Joseph Henri Poulin,
du même lieu, Défendeur.

La demanderesse a, ce jour, intenté une action
en séparation de biens contre le défendeur.

LEBLANC, BROSSARD & FORREST,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 21 octobre 1912. 4417.2

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 8960.

Dame Elizabeth Ann Burt, du village de Philips-
burg, dans le dit district, épouse commune en
biens de Sanford H. Borden, du même lieu,
"liveryman", et dûment autorisée en justice.
Demanderesse ;

vs
Le dit Sanford H. Borden, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le 5e jour d'octobre 1912,

Z. E. CORNELL,

Avocat de la demanderesse.

4253-3

Canada, }
Province de Québec, }
District d'Iberville, } *Cour Supérieure*
No 219.

Une action en séparation de biens a été intentée
ce jour, contre son mari, par Dame Rose Alma
Rhéaume, de la paroisse de St-Jean l'Évangéliste,
district d'Iberville, et temporairement de Howick,
dans le district de Beauharnois, épouse de Hilaire
Cartier, du même lieu.

STANISLAS POULIN,

Avocat de la demanderesse.

St-Jean, 4 septembre 1912. 4319.3

Province de Québec, district de Montréal, No
1608.—Cour Supérieure.—Dame Eugénie Fortier,
épouse commune en biens de Joseph Ernest Bois-
vert, chapelier, des cité et district de Montréal, et
dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;
vs le dit Joseph Ernest Boisvert, Défendeur.—
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le 14e jour d'octobre 1912.—Adélard
Leduc, procureur de la demanderesse.—Montréal,
15 octobre 1912. 4301.3

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 84.

Dame Laura Hébert, épouse d'Edward Duches-
neau, cultivateur, du canton de Barnston, dans le
dit district, a, ce jour, pris une action en sépara-
tion de biens contre son dit mari.

G. H. ST PIERRE,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 7 juin 1912. 3991.5

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
Dame Gertrude Mary Williams, of the city and
district of Montreal, wife common as to prop-
erty of William Steggall, of the said city of Mon-
tréal, duly authorised to "ester en justice",
Plaintiff ;

vs
William Steggall, of the said city and district of
Montreal, Defendant.
An action for separation as to property has,
this day, been instituted by the plaintiff against
the defendant.

EDGAR N. ARMSTRONG,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 3rd October, 1912. 4436

Province of Quebec.—District of Montreal.—
Superior Court.—No. 3791.—Dame Amanda Laura
Lindberg, wife common as to property of Joseph
Henri Poulin, manager of commerce, of the city
and district of Montreal, and duly authorized "à
ester en justice", Plaintiff ; vs Joseph Henri Pou-
lin, of the same place, Defendant.

The plaintiff has, this day, instituted an action
for separation as to property against the defendant.

LEBLANC, BROSSARD & FORREST,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 21st October, 1912. 4418

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 8960.

Dame Elizabeth Ann Burt, of the village of Philips-
burg, in said district, wife common as to pro-
perty of Sanford H. Borden, of the same place,
liveryman, duly authorized for the purpose
hereof, Plaintiff ;

vs
The said Sanford H. Borden, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted in this case, the 5th day of October,
1912.

Z. E. CORNELL,

Attorney for plaintiff

4254

Canada, }
Province of Quebec, }
District of Iberville, } *Superior Court*
No. 219.

An action for separation as to property against
her husband, has been this day, instituted by Dame
Rose Alma Rhéaume, of the parish of St John the
Evangelist, district of Iberville, and temporarily of
Howick in the district of Beauharnois, wife of
Hilaire Cartier, of the same place.

STANISLAS POULIN,

Attorney for plaintiff.

St. Johns, 4th September, 1912. 4320.

Province of Quebec, district of Montreal, No.
1608.—Superior Court.—Dame Eugénie Fortier, wife
common as to property of Joseph Ernest Boisvert,
hatter, of the city and district of Montreal, and
duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ;
vs the said Joseph Ernest Boisvert, Defendant.—
An action for separation as to property has been
instituted in this cause, on the 14th day of October,
1912.—Adélard Leduc, attorney for the plaintiff.—
Montreal, 15th October, 1912. 4302

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 84

Dame Laura Hébert, wife of Edward Duches-
neau, of the township of Barnston, in said district,
farmer, has taken, this day, an action for separation
of property against her said husband.

G. H. ST PIERRE,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 7th June, 1912. 3992

Cour Supérieure.—Saint-François.
No 331.

Dame Laura Helen LeBaron (née Shurtleff), épouse de Wright Benjamin LeBaron, de la cité de Sherbrooke, commerçant, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

CATE, WELLS & WHITE,

Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, Qué., 7 octobre 1912. 4169.4

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 3398. Dame Odila Roberge, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Prenoveau, charretier, du même lieu, a intenté une action en séparation de biens contre son mari, le 27 septembre 1912.

BEAUDRY & BEAUDRY,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 7 octobre 1912. 4145.2

Province de Québec, district de Joliette, dans la cour supérieure, No 6316. Dame Marie Flore Corinne Auclair, épouse commune en biens de Camille Bélisle, mécanicien, du village de Saint-Gabriel de Brandon, dans le district de Joliette, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Camille Bélisle, Défendeur. Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause. Joliette, 8 octobre 1912.

ALPHONSE MARTINEAU,

Procureur de la demanderesse.

4147.2

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 4279. Dame Virginie Bradley, des cité et district de Montréal, épouse commune quant aux biens de Joseph Giroux, charretier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Joseph Giroux, des cité et district de Montréal, Défendeur. Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause le 13ème jour d'août 1912. Bessette & Dutaud, avocats de la demanderesse, Montréal, 10 octobre 1912. 4233-2

Avis est par le présent donné que les administrateurs du cimetière Marlinton, à Marlinton, dans le canton de Stanstead, P. Q., s'adresseront au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une incorporation, sous le nom de "Marlington Cemetery Company", conformément à l'acte des cimetières.

CHS. M. THOMAS, N. P.,

Pour les dits administrateurs.

Stanstead, P. Q., 5 octobre 1912. 3815.2

Etat des dépenses de M. T. D. Bouchard, journaliste, candidat à l'élection du 15 mai 1912, dans et pour le comté de Saint-Hyacinthe:

Pour loyer de salles d'assemblées et comités	75.95
Pour voitures	71.00
Annonces dans les journaux, circulaires, timbres	127.50
Lunchs des représentants et des comités le jour du scrutin	18.80
Téléphones et télégraphes	12.47
Impressions	47.25
Erection d'une estrade	25.00
Dépenses personnelles du candidat	72.00
	\$449.97

Je, soussigné, agent d'élection de M. T. D. Bouchard, candidat, dans le comté de Saint-Hyacinthe, certifie le présent compte.

(Signé) ANT. GODBOUT,

Agent.

Saint-Hyacinthe, 10 juillet 1912.

(Vraie copie)

A. MESSIER,

Officier-rapporteur.

4591

Superior Court.—Saint Francis.
No. 331.

Dame Laura Helen LeBaron (née Shurtleff), wife of Wright Benjamin LeBaron, of the city of Sherbrooke, trader, has taken, this day, an action for separation of property against her said husband.

CATE, WELLS & WHITE,

Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, Que., 7th October, 1912. 4170

Province of Quebec, district of Montreal, superior court, No. 3398. Dame Odila Roberge, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Prenoveau, carter, of the same place, has brought an action against her husband for separation as to property, the 27th September, 1912.

BEAUDRY & BEAUDRY,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 7th October, 1912. 4146

Province of Quebec, district of Joliette, in the superior court, No. 6316. Dame Marie Flore Corinne Auclair, wife common as to property of Camille Bélisle, mechanic, of the village of Saint Gabriel de Brandon, district of Joliette, and duly authorized "à ester en justice", Plaintiff; vs the said Camille Bélisle, Defendant. The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against the defendant. Joliette, 8th October, 1912.

ALPHONSE MARTINEAU,

Attorney for plaintiff.

4148

Province of Quebec, district of Montreal, superior court, No. 4279. Dame Virginie Bradley, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Giroux, carter, of the same place, Plaintiff; vs the said Joseph Giroux, of the city and district of Montreal, Defendant. An action for separation from bed and board and from property has been instituted in this cause on the 13th day of August, 1912. Bessette & Dutaud, attorneys for plaintiff, Montreal, 10th October, 1912. 4234

Notice is hereby given that the administrators of the Marlinton Cemetery, at Marlinton, in the township of Stanstead, P. Q., will apply to the Lieutenant Governor of the province of Quebec, for obtain an incorporation, under the name of the "Marlington Cemetery Company", pursuant to the cemeteries act.

CHS. M. THOMAS, N. P.,

For said administrators.

Stanstead, P. Q., 5th October, 1912. 3816

Statement of the expenses of Mr. T. D. Bouchard, journalist, candidate at the election of the 15th May, 1912, in and for the county of Saint Hyacinthe:

For rental of meeting rooms and committees	75.95
For vehicles	71.00
Advertising in newspapers, circulars, stamps	127.50
Lunches for representatives and committees on polling day	18.80
Telephones and telegrams	12.47
Printing	47.25
Erection of a stand	25.00
Personal expenses of the candidate	72.00
	\$449.97

I, the undersigned, election agent of Mr. T. D. Bouchard, candidate in the county of Saint Hyacinthe, certify this account.

(Signed) ANT. GODBOUT,

Agent.

Saint Hyacinthe, 10th July, 1912.

(True copy)

A. MESSIER,

Returning officer.

4592

Avis est par le présent donné que "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la paroisse de Saint-Alexis", s'est conformée aux dispositions de la loi des assurances de Québec, et que (44) souscripteurs ayant signé leurs noms sur le livre de souscriptions pour la somme de \$62,143.34 est constituée en corps politique et incorporée en vertu du sous paragraphe 2, paragraphe VI, section XXII, chapitre III, titre XI, des statuts refondus de la province de Québec, 1909.

Donné conformément à l'article 6889, des statuts refondus de la province de Québec, 1909, à Saint-Alexis, ce premier jour de novembre mil neuf cent douze.

ERNEST BEAUDRY,
Président.
G. A. ARCHAMBAULT,
Secrétaire.

4597

Notice is hereby given that "The Mutual Fire Insurance Company of the parish of Saint Alexis", having complied with the provisions of the Quebec Insurance Act, and that (44) subscribers having signed their names in the subscription book to the amount of \$62,143.34, is constituted a body politic and corporate in virtue of sub-paragraph 2, paragraph 6, section XXII, chapter III, title XI, of the revised statutes of the province of Quebec, 1909.

Given pursuant to article 6889 of the revised statutes of the province of Quebec, 1909, at Saint Alexis, this first day of November, one thousand nine hundred and twelve.

ERNEST BEAUDRY,
President.
G. A. ARCHAMBAULT,
Secretary.

4598

Règlements

PROVINCE DE QUEBEC.

Municipalité du comté de Bonaventure.

Avis public est par les présentes donné par moi, George M. Kempffer, secrétaire-trésorier, que le conseil de cette municipalité, à la séance du 11 septembre dernier, 1912, a passé un règlement concernant le changement de nom de la municipalité de Nouvelle et Shoulbred, partie nord-est, et que le dit règlement a été approuvé par Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, en date du 24 octobre 1912, savoir :

Il est statué et ordonné par règlement de ce conseil, comme suit :

Considérant qu'une requête de la municipalité de Nouvelle et Shoulbred, partie nord-est a été soumise à ce conseil, à sa session générale, tenue le 13ième jour de mars 1912, demandant que ce conseil adoptât les procédés voulus par les dispositions du code municipal de la province de Québec, pour que le nom de la dite municipalité soit changé à celui de la municipalité de Saint-Jean l'Évangéliste pour raisons d'utilité et d'opportunité ;

Considérant que le secrétaire-trésorier de ce conseil a transmis les avis publics nécessaires à tous et chacun des secrétaires-trésoriers des différentes municipalités locales du comté, de la passation à cette session du dit règlement, et qu'il est constaté que les dits avis publics ont été dûment donnés et publiés, le tout tel que voulu par la loi ;

Considérant qu'il est désirable et opportun que le nom de la dite municipalité de Nouvelle et Shoulbred, partie nord est soit changé à celui de "La municipalité de Saint-Jean l'Évangéliste".

Pourquoi la dite municipalité de Nouvelle et Shoulbred, partie nord-est sera à l'avenir connu sous le nom de "La municipalité de Saint-Jean l'Évangéliste".

Donné à New-Carlisle, ce 26ème jour d'octobre 1912.

4583

GEORGE M. KEMPFFER,
Secrétaire-trésorier.

PROVINCE DE QUEBEC.

Municipalité du comté de Bonaventure.

Avis public est par les présentes donné par moi, George M. Kempffer, secrétaire-trésorier, que le conseil de cette municipalité, à la séance du 11 septembre dernier, 1912, a passé un règlement concernant le changement de

By-laws

PROVINCE OF QUEBEC

Municipality of the county of Bonaventure.

Public notice is hereby given me, George M. Kempffer, secretary treasurer, that the council of the said municipality, at the meeting of the 11th of September last, 1912, passed a by-law respecting the change of name of the municipality of Nouvelle and Shoulbred, north east part, and that the said by law has been approved by His Honour the Lieutenant Governor in Council, dated the 24th day of October, 1912, to wit :

It is ordained and resolved by by law of this council as follows :—

Whereas a petition from the local municipality of Nouvelle and Shoulbred, north east part, was made to this council at its general meeting held on the 13th day of March, 1912, praying this council to adopt, the necessary steps under the provisions of the municipal code, of the province of Quebec, to have the name of the said municipality changed to that of "The Municipality of Saint Jean l'Évangéliste", for reasons of convenience and expediency ;

Whereas the secretary treasurer of this council has transmitted the necessary public notices to each and everyone of the secretary treasurers of the different local municipalities of the county, of the passing at this meeting of a by law, and it is ascertained that the said public notices have been duly given and published, the whole according to the provisions of the law ;

Whereas it is desirable and expedient that name of the said municipality of Nouvelle and Shoulbred, north east part, be changed to that of Saint Jean l'Évangéliste ;

Therefore the said municipality of Nouvelle and Shoulbred, north east part shall hence forth be known as "The Municipality of Saint Jean l'Évangéliste".

Given at New Carlisle, this 26th day of October, 1912.

4584

GEORGE M. KEMPFFER,
Secretary treasurer.

PROVINCE OF QUEBEC

Municipality of the county of Bonaventure

Public notice is hereby given that by me, George M. Kempffer, secretary treasurer, that the council of the said municipality, at the meeting of the 11th of September last, 1912, passed a by law respecting the change

nom de la municipalité de Nouvelle et Shoulbred, partie sud-ouest et que le dit règlement a été approuvé par Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, en date du 24 octobre 1912, savoir :

Il est statué et ordonné par règlement de ce conseil, comme suit :

Considérant qu'une requête de la municipalité de Nouvelle et Shoulbred, partie sud-ouest, a été soumise à ce conseil, à sa session générale, tenue le 13ième jour de mars 1912, demandant que ce conseil adoptât les procédés voulus par les dispositions du code municipal de la province de Québec, pour que le nom de la dite municipalité soit changé à celui de la municipalité de Escuminac, pour raisons d'utilité et d'opportunité ;

Considérant que le secrétaire-trésorier de ce conseil a transmis les avis publics nécessaires à tous et chacun des secrétaires-trésoriers des différentes municipalités locales du comté, de la passation à cette session du dit règlement, et qu'il est constaté que les dits avis publics ont été dûment donnés et publiés, le tout tel que voulu par la loi ;

Considérant qu'il est désirable et opportun que le nom de la dite municipalité de Nouvelle et Shoulbred, partie sud-ouest, soit changé à celui de "La Municipalité de Escuminac" ;

Pourquoi la dite municipalité de Nouvelle et Shoulbred, partie sud-ouest, sera à l'avenir connu sous le nom de "La Municipalité de Escuminac".

Donné à New-Carlisle, ce 26ème jour d'octobre 1912.

4585

GEORGE M. KEMPFER,
Secrétaire-trésorier.

Avis de Faillites

Avis est par le présent donné que le sousigné a été nommé curateur dans l'affaire de Louis Després, de Lévis, marchand.

Les créanciers sont requis de produire entre mes mains leurs réclamations assermentées d'ici à trente jours.

R. ERNEST LEFAIVRE,
Curateur.
4601

Québec, 2 novembre 1912.

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 243.

Dans l'affaire de J. N. Omer Clément, manufacturier, de la cité de Trois-Rivières,

Requérant cession ;

et

Dame Corinne Florentine Pichette, épouse séparée de biens de M. Arthur H. Paré, machiniste, avec lequel elle réside en la cité des Trois-Rivières, et y faisant affaires seule, comme manufacturière, sous les nom et raison de "Three Rivers Machinery Exchange", et le dit A. H. Paré, pour assister et autoriser sa dite épouse,

Faillie.

Avis est donné que, le cinquième jour de novembre courant 1912, le sousigné a été nommé, par une ordonnance de la cour, curateur aux biens de la dite Dame C. F. Pichette, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées, sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

J. A. TRUDEL,
Curateur.
4619

Trois-Rivières, 6 novembre 1912.

of name of the municipality of Nouvelle and Shoulbred, south west part, and that the said by law has been approved by His Honour the Lieutenant Governor in Council, dated the 24th day of October, 1912, to wit :

It is ordained and resolved by by law of this council as follows :—

Whereas a petition from the local municipality of Nouvelle and Shoulbred, south west part, was made to this council at its general meeting held on the 13th day of March, 1912, praying this council to adopt, the necessary steps under the provisions of the Municipal Code of the province of Quebec, to have the name of the said municipality changed to that of "The Municipality of Escuminac", for reasons of convenience and expediency ;

Whereas the secretary treasurer of this council has transmitted the necessary public notices to each and everyone of the secretary treasurers of the different local municipalities of the county, of the passing at this meeting of a by law, and it is ascertained that the said public notices have been duly given and published, the whole according to the provisions of the law ;

Whereas il is desirable and expedient that the name of the said municipality of Nouvelle and Shoulbred, south west part, be changed to that of Escuminac ;

Therefore the said municipality of Nouvelle and Shoulbred, south west part, shall hence forth be known as "The Municipality of Escuminac".

Given at New Carlisle, this 26th day of October, 1912.

4586

GEORGE M. KEMPFER,
Secretary treasurer.

Bankrupt Notices

Notice is hereby given that the undersigned has been appointed Curator in the matter of Louis Després, of Lévis, merchant.

Creditors are requested to file their sworn statements with me within 30 days from this date.

R. ERNEST LEFAIVRE,
Curator.
4602

Quebec, 2nd November, 1912.

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 243

In the matter of J. N. Omer Clément, manufacturer, of the city of Three Rivers,

Petitioner for assignment ;

and

Dame Corinne Florentine Pichette, wife separated as to property of Mr. Arthur H. Paré, machinist, with whom she resides in the city of Three Rivers, and there carrying on business alone as manufacturer, under the firm, name and style of "Three Rivers Machinery Exchange", and the said A. H. Paré, to assist and authorize his said wife,
Insolvent.

Notice is given that on the fifth day of November instant, 1912, the undersigned has been appointed by order of the court, curator to the property of the said Dame C. F. Pichette, who has made an abandonment of her property for the benefit of her creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

J. A. TRUDEL,
Curator.
4620

Three Rivers, 6th November, 1912.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Langston & Whalen, Montréal,
Faillis.

Avis est par le présent donné que, le 29^e jour d'octobre courant, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens des dits faillis.

Toutes personnes ayant des réclamations contre les dits faillis sont requises de les produire, assermentées, dans les 30 jours de cette date:

WILKS & BURNETT,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Burnett,
Montréal, 31 octobre 1912. 4581

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Geo. S. Saad, Montréal,
Failli.

Avis est par le présent donné que le dit failli a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire, Montréal.

ALEXANDER BURNETT,
Député gardien provisoire.

Bureau de Wilks & Burnett.
Montréal, 2 novembre 1912. 4615

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Dame Sophia Stern, Montréal,
Faillie.

Avis est par le présent donné que la dite faillie a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire, Montréal.

A. BURNETT,
Député gardien provisoire.

Bureau de Wilks & Burnett.
Montréal, 2 novembre 1912. 4617

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de La Compagnie Manufacturière du village de Beaulac,
En liquidation.

Avis est par le présent donné que, ce jour, par ordre de la cour, les soussignés ont été nommés liquidateurs conjoints des biens de la dite compagnie en liquidation.

Les réclamations assermentées doivent être déposées à notre bureau sous trente jours.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON E. BEGIN,
Liquidateurs conjoints.

Bureau de Bélanger & Bégin,
155, rue Wellington,
Sherbrooke, 31 octobre 1912. 4593

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de J. E. Carreau Limitée,
Failli.

Avis est par les présentes donné qu'un premier bordereau de dividende est préparé et sera payable à mon bureau, le et après le 27^e jour de novembre 1912.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 6 novembre 1912. 4655

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Oswald Legour, épiciier et boucher, de Montréal,
Insolvable.

Avis vous est donné que, le 2^{ième} jour de novembre 1912, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du sus-nommé qui a fait une cession judiciaire de ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Langston & Whalen, Montreal,
Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 29th day of October instant, we were appointed joint curators to the estate of said insolvents.

All parties having claims against said insolvents are requested to file same, duly attested under oath, within 30 days from this date.

WILKS & BURNETT,
Joint curators.

Office of Wilks and Burnett,
Montreal, 31st October, 1912. 4582

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Geo. S. Saad, Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made in the prothonotary's office in Montreal, a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

ALEXANDER BURNETT,
Deputy provisional guardian.

Office of Wilks & Burnett.
Montreal, 2nd November, 1912. 4516

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Dame Sophia Stern, Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made in the prothonotary's office in Montreal, a judicial abandonment of her property for the benefit of her creditors.

A. BURNETT,
Deputy provisional guardian.

Office of Wilks & Burnett.
Montreal, 2nd November, 1912. 4618

UNDER THE WINDING UP ACT.

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
In the matter of La Compagnie Manufacturière du village de Beaulac,
In liquidation.

Notice is hereby given that, this day, by order of the court, the undersigned have been appointed joint liquidators of the property of the said company in liquidation.

Sworn claims must be filed at our office within thirty days.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON E. BEGIN,
Joint liquidators.

Office of Bélanger & Bégin,
155, Wellington street.
Sherbrooke, 31st October, 1912. 4594

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
In the matter of J. E. Carreau, Limitée,
Insolvent.

Notice is hereby given that a first dividend sheet has been prepared and will be payable at my office, on and after the 27th day of November, 1912.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 6th November, 1912. 4656

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Oswald Legour, grocer and butcher, of Montreal,
Insolvent.

Notice is given that, on the 2nd day of November, 1912, by an order of the court, I was appointed curator to the estate of the aforesaid, who has made a judicial abandonment of his goods and chattels for the benefit of his creditors.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

NAPOLÉON ST. AMOUR,
Curateur.

Edifice "Banque de Québec"
No 11, Place d'Armes.
Montréal, 9 novembre 1912. 4651

District de Beauce.

Joseph Cliche, Saint-Joseph de Beauce, charron, a, le 2 novembre 1912, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Beauce, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 6 novembre 1912. 4633

District de Québec.

Elie Noël, Beauport, comté de Québec, marchand, a, le 6 novembre 1912, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 6 novembre 1912. 4631

District de Chicoutimi.

Dans l'affaire de E. Gousse & Cie, Jonquières,
Insolvables.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 25 novembre 1912, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 6 novembre 1912. 4635

District de Québec.

Dans l'affaire de Joseph Angers, Québec,
Insolvent.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 25 novembre 1912, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Liquidateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 6 novembre 1912. 4637

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Dufour & Nicolas, hôteliers, Trois-Rivières, }
Faillis.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera soumis à objection jusqu'au 25 novembre, après laquelle date le dividende sera payable à mon bureau, 136, rue Notre-Dame, Trois-Rivières.

S. DUGAL,
Curateur.

Bureau de S. Dugal,
136, rue Notre-Dame.
Trois-Rivières. 4657

Claims must be filed with me within one month from this notice.

NAPOLÉON ST. AMOUR,
Curator.

Quebec Bank Building,
No. 11, Place d'Armes.
Montreal, 9th November, 1912. 4652

District of Beauce.

Joseph Cliche, Saint Joseph, Beauce county, cartwright, has, on the 2nd of November, 1912, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Beauce, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Build.
Quebec, 6th November, 1912. 4634

District of Québec.

Elie Noël, Beauport, Quebec county, merchant, has, on the 6th November, 1912, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Québec, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional guardian

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 6th November, 1912. 4632

District of Chicoutimi.

In the matter J. E. Gousse & Co., Jonquières,
Insolvents.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 25th November, 1912, after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 6th November, 1912. 4636

District of Québec.

In the matter of Joseph Angers, Québec,
Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 25th November, 1912, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Liquidator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 6th November, 1912. 4638

Provinces of Québec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
In the matter of Dufour & Nicolas, hotelkeepers, }
Three Rivers, }
Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the 25th of November, after which date the dividend will be payable at my office, 136, Notre-Dame street, Three Rivers.

S. DUGAL,
Curator.

Office of S. Dugal,
136, Notre-Dame street.
Three Rivers. 4658

District de Chicoutimi.

Dans l'affaire de "Les Bûcherons du Saguenay, Inc.," En liquidation.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 25 novembre 1912.

Ce dividende sera payable à mon bureau, le ou après le 26 novembre 1912.

GEO. ST. PIERRE, N. P.,
Liquidateur.

Chicoutimi, 5 novembre 1912.

4653

Ventes de Faillite

Canada,
Province de Québec,
District de Québec,
No 1715. } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de La Cie Immobilière Champlain, Ltée, En liquidation.

Avis est par le présent donné que, MARDI, le 19 NOVEMBRE 1912, à DIX heures, a. m., suivant ordonnance rendue le onzième jour d'octobre 1912, par l'hon. juge en chef F. X. Lemieux, seront vendus par encan public, à nos bureaux, No 93, rue Saint-Pierre, à Québec :

1° Propriété No 116, rue Saint-Ambroise, 2 logements, cadastral 3-94-1 Notre-Dame des Anges, 21-5/6 pieds de front, au sud, 43-1/2 pieds à l'est, 34-8/12 à l'ouest, et 20 pieds au nord, superficies 778 pieds, plus ou moins—avec bâtisses dessus construites, de droit de passage sur le lot 3-94-4 ; sujet aux charges l'affectant et à son entretien en commun avec les co-bénéficiaires, et le droit de mitoyenneté du mur avoisinant le lot 3-94-2, à la charge d'une rente annuelle de \$12.00 (capital \$400.00) acquittée au 29 septembre 1912. Cette rente affecte également les lots 3-94-2 et lot 3-94-3 et est sujette à être divisé en 1/3 par les détenteurs.

La vente de cette propriété est faite, sujette aux baux existants jusqu'au 30 avril 1913, et quitte de taxes au 30 avril 1913. 25%, sera payable sur adjudication, la balance lors de la signature de l'acte de l'achat, le délai ne devant pas excéder 30 jours, et portera intérêt à 6% du jour de la vente.

L'acheteur aura l'avantage d'assumer l'obligation grévante la propriété ; sujet au consentement du créancier hypothécaire, au cas où il ferait valoir raisons pour réclamer remise de son capital.

L'acquéreur prendra possession le 1er décembre et aura, de cette date droit aux loyers.

La dite vente est faite en vertu et en conformité aux articles 7552 et suivant les statuts refondus de Québec, 1909, et devant avoir l'effet du décret.

Copie des actes de vente et des titres, et le certificat du bureau d'enregistrement sont déposés à nos bureaux, où ils peuvent être examinés.

Les personnes suivantes ont possédé l'immeuble pendant les trois dernières années :

No 1. L'Hôpital-Général,
Ad. Trudel & Cie,
C. J. Laberge,
Cie Immobilière Champlain Ltée.

District of Chicoutimi.

In the matter of "Les Bûcherons du Saguenay, Inc.," In liquidation.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the 25th November, 1912, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

GEO. ST. PIERRE, N. P.,
Liquidator.

Chicoutimi, 5th November, 1912.

4654

Insolvent Sales

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec,
No. 1715. } Superior Court.

In the matter of "La Cie Immobilière Champlain, Limitée", In liquidation.

Notice is hereby given that, TUESDAY, 19th NOVEMBER, 1912, at TEN o'clock a. m., in execution of judgement rendered on the eleventh day of October, 1912, by His Honor the chief justice Lemieux, will be sold by public auction, at our offices, No. 93, Saint Peter street, Quebec :

1. Property No. 116, Saint Ambroise street, 2 dwellings, cadastral No. 3-94-1 Notre-Dame des Anges, 21-5/6 feet, front, on the south, 43-1/12 feet on the east, 34-8/12 feet, on the west and 20 feet on the north, area 778 square feet, more or less — with buildings thereon erected, also the right of way on the lot 3-94-4 ; subject to the fixed and maintenance charges on said lot in common with the co-beneficiaries and the party right, (droit de mitoyenneté) on wall bordering lot 3-94-2.

The sale of the property is made subject to lease to 30th April, 1913, and free of taxes to 30th April, 1913.

25% of purchase price to be deposited on adjudication, balance bearing 6% interest, from the date of the sale, upon signing of the deed, which shall not be delayed longer than thirty days.

The purchaser having the advantage of assuming the mortgage on property subject to the mortgage's consent should he show cause why he could claim the reimbursement of his capital.

Purchaser to take possession of premises on 1st December, and to be from that date entitled to the rent.

This sale is made in virtue of and pursuant to articles 7552 and following of the revised statutes of Quebec, 1909, and to have the same effect as if made by the sheriff (effet du décret).

Copy of the deeds and titles and the certificate of registry office are deposited at our offices where they can be examined.

The following persons have, for the last three years, had possession of the above property :

No. 1. L'Hôpital Générale de Québec,
Ad. Trudel & Cie.
C. J. Laberge,
La Cie Immobilière Champlain Ltée.

2° Balance prix de vente due par P. C. Lachance, \$5,929.69, comprenant capital et intérêts, à 6% au 31 d'août 1913, payable par versements mensuelles de \$35.00, à commencer le 1er décembre 1912, aux charges et conditions citées dans l'acte de vente (J. A. Faucher, N. P., 27 novembre 1909, No 919) : sujette au paiement de l'hypothèque de \$4,000.00, et les intérêts sur icelle à 6%, acquittée au 10 juillet 1912 (Ls. Parent, N. P., 10 juillet 1909, No 1183).

La dite réclamation était garantie par hypothèque sur la propriété No 1030 et autres, rue Saint-Valier, faisant partie du lot No 2103, du cadastre de la paroisse de Saint-Sauveur, 64½ pieds front sur la rue Saint-Valier, 34 pieds dans la ligne nord sur 85 pieds de profondeur ligne ouest, et environ 91 pieds dans la ligne nord-est, formant une superficie de 4186 mesure anglaise, sans garantie de mesure précise—circonstances et dépendances.

Le dit immeuble sujet à une rente annuelle de \$58.60. (Capital \$1,465.10), payable d'avance le 1er d'août à l'Hôtel Dieu du Sacré-Cœur, acquittée au 31 juillet 1913, et aux taxes civiques, acquittée au 30 avril 1913.

3° Balance prix de vente due par madame Louis Picard, \$1,755.57, comprenant capital et intérêts à 6% au 30 avril 1913, payable par versement mensuels de \$17.00, à commencer le 1er décembre 1912 : Aux charges et conditions citées dans l'acte de vente (J. A. Faucher, N. P., 2 mai 1910, No 1040), et notamment celles de payer à même les remises mensuelles les taxes et charges civiques, acquittées au 30 avril 1913, les rentes seigneuriales acquittées au 1er mai 1912, la prime d'assurance payée au 1er mars 1913 : sujette au paiement de l'hypothèque de \$700.00 et des intérêts sur icelle à 6%, acquittés au 15 juillet 1912, (L. C. Jacques, N. P., 4 février 1910, No 1021.)

La dite réclamation étant garantie par hypothèque sur la propriété No 99, rue Marie de l'Incarnation, étant le lot No 2218, du cadastre de la paroisse de Saint-Sauveur, 40 pieds de front sur 60 pieds de profondeur, mesure anglaise et sans garantie de mesure—circonstances et dépendances.

Le dit immeuble sujet à une rente de \$8.00. (Capital \$133.33), payable le 1er mai, en faveur des Dames Ursulines.

4° Balance prix de vente due par J. L. O. Proulx, \$2604.52, comprenant capital et intérêts à 6% au 30 avril 1913, payable par versements mensuels de \$18.00, à commencer le 1er décembre 1912, aux charges et conditions citées dans l'acte de vente (Robert Trudel, N. P., 12 oct. 1912, No 78), sujette au paiement de l'hypothèque de \$1800.00 et des intérêts sur icelle à 6%, acquittées au 10 juillet 1912. (Jos. Allaire, N. P., 12 janvier 1910, No 14505).

La dite réclamation étant garantie par hypothèque sur la propriété No 9, rue Chevrrière, connue et désignée sous le numéro 57 des subdivisions du lot 3 du cadastre pour Notre-Dame des Anges—circonstances et dépendances.

Le dit immeuble sujet à une rente seigneuriale annuelle de \$10.20 (capital \$340.00) payable à l'Hôpital Général de Québec, acquittée au 29 sept. 1912 et aux taxes civiques, acquittée au 30 avril 1913.

5° Balance prix de vente due par M. et J. L. O. Proulx, \$5152.79, comprenant capital et intérêts au 30 avril 1913, payable par versements mensuels de \$35.00, à commencer le 1er décembre 1912, aux charges et conditions citées dans l'acte de vente, (J. A. Faucher, N. P., 12 mai 1909, No 836) : sujette au paiement de l'hypothèque de \$3000.00 et des intérêts sur icelle à 6%, acquittée au 18 juillet 1912. (G. A. Paradis, N. P., 18 janv. 1909, No 9244.)

La dite réclamation étant garantie par hypothèque sur la propriété No 43, avenue Parent, connue et désignée sous le No 51, des subdivisions du lot 3 du cadastre pour la paroisse Notre-Dame des Anges, 35 pieds de front sur l'avenue Parent, 60 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

2. Balance price of sale due by P. C. Lachance, \$5,929.69, being capital and interest at 6% to 31st August, 1913, payable by monthly payments of \$35.00 from 1st December, 1912, subject to the condition of the deed sale (J. A. Faucher, N. P., 27th November, 1909, No. 919) and to the payment of a mortgage of \$4,000.00 and of the interest thereon at 6% paid to 10th July, 1912, (Ls. Parent, N. P., 10th July, 1909, No. 1183). Said debt is guaranteed by mortgage on property No. 1030 and others on Saint Valier street, being part of the lot No 2103, of the cadastral of the parish of Saint Sauveur, 64½ feet front on Saint Valier street, 34 feet on the north line by 85 feet depth in the line west and about 91 feet in the line north east, representing and area of 4186 square feet, english measure, without any guarantee as to exact measurements—with buildings thereon erected.

The said property being subject to an annual ground rent of \$58.60 (capital \$1 465.10), payable in advance to l'Hôtel Dieu du Sacré-Cœur, paid to 31st July, 1913, and to the civic taxes paid to 30th April, 1913.

3 Balance price of sale due by Mrs. Ls. Picard, \$1,755.27, being capital and interest at 6% to 30th April, 1913, payable by monthly payments of \$17.00 from 1st December, 1912, at the conditions stipulated in the deed of sale (J. A. Faucher, N. P., 2nd May, 1910, No. 1040), among these that of paying out of the monthly payments, the taxes and the civic charges paid to 30th April, 1913, the ground rent paid to 1st May, 1912, the insurance premium paid to 1st March, 1913, subject to the payment of a mortgage of \$700.00 and of the interest thereon at 6% paid to 15th July, 1912, (L. C. Jacques, N. P., 4th Feb., 1910, No. 1021).

Said debt being secured by mortgage on property No. 99, Marie de l'Incarnation street, being lot No. 2218, of the cadastral of Saint Sauveur. 40 feet front and 60 feet depth, english measure, but without guarantee as to measurements—together with buildings thereon erected.

Said property being subject to an annual ground rent of \$8.00 (capital \$133.33), payable on 1st May, to the Ursulines.

4. Balance price of sale due by J. L. O. Proulx, \$2604.52, being capital and interest at 6% to 20th April, 1913, payable by monthly instalments of \$18.00 from 1st December, 1912, at the conditions stated in the deed of sale, (Robert Trudel, N. P., 12th October, 1912, No. 78), subject to the payment of a mortgage of \$1800.00 and of the interest thereon at 6% paid to 10th July, 1912. (Jos. Allaire, N. P., 12th January, 1910, No. 14505.)

Said claims being guaranteed by a mortgage of property No. 9, Chevrrière street, being No. 57 of the subdivision of lot 3 of the cadastre of Notre Dame des Anges—with buildings thereon erected.

Said property subject to an annual ground rent of \$10.20 (capital \$340.00), payable to l'Hôpital Générale de Québec paid to 29th Sept., 1912 and to the civic taxes paid to 30th April, 1913.

5. Balance due on price of sale by Mrs. J. L. O. Proulx, \$5152.75, being capital and interest of 6% to 30th April, 1913, payable by monthly instalments of \$35.00 from 1st December, 1912, at the conditions stated in the deed of sale (J. A. Faucher, N. P., 12th May, 1909, No. 836), subject to the payment of mortgage of \$3000.00 and of the interest thereon at 6% paid to 18th July, 1912. (J. A. Paradis, N. P., 10th January, 1909, No. 9244).

Said claim is guaranteed by mortgage on property No. 43, Parent avenue, being number 51, of the subdivision of lot 3 of the cadastre of Notre Dame des Anges, 35 feet front, on Parent avenue, 60 feet depth, english measure, more or less—with buildings thereon erected—together with the right way for vehicles carrying provisions only, on number 57

ces, avec en outre, droit de passage en voiture pour les provisions seulement, sur le lot No 57, des subdivisions du lot 3, Notre-Dame des Anges.

Le dit immeuble sujet à une rente seigneuriale annuelle de \$15.00 (cap tal \$500.00), acquittée au 29 septembre 1912, et payable à l'Hôpital Général de Québec, et aux taxes civiques acquittées au 30 avril 1913, 25% du prix de vente devra être déposé sur adjudication, et la balance portant intérêt à 6% du jour de la vente, sera payable lors de la signature de l'acte de vente qui devra être préparé dans un délai n'excédant pas 30 jours.

Copies des actes de vente et des titres et le certificat du bureau d'enregistrement, seront déposés à nos bureaux où ils pourront être examinés.

LARUE & TRUDEL,
Liquidateurs.

Bureaux : 93, rue Saint-Pierre, Québec.

LOUIS DECHENES,

Commissaire priseur.

4451.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 108.

F. A. Bode & N. P. Jansen, Rockland Nurseries,
Faillies ;

et

Joseph G. Duhamel, Curateur.

Un certain lot de terre situé dans la ville de Verdun, éant les lots numéros quatre mille deux cent douze, quatre mille deux cent treize, quatre mille deux cent quatorze, quatre mille deux cent quinze (4212-4213-4214-4215), des plan et livre de renvoi officiel de la paroisse de Montréal, district de Montreal, contenant à peu près deux cent quatre-vingt (280) pieds de front sur l'avenue Rockland, par cent cinquante-huit (158) pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites, comprenant en particulier, une maison avec serre et autres dépendances.

Pour être vendu par encan public, au No 69, rue Saint-Jacques, Montréal, chez Marcotte Frères, MERCREDI, le VINGTIEME jour de NOVEMBRE 1912, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. G. DUHAMEL

Curateur.

Bureau : Duhamel & Wilson,

3, rue Notre-Dame Est, Montréal.

4567.2

Licitations

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3492.

Alphonse Bricault dit Lamarche,

Demandeur ;

vs

Dame E. Bricault dit Lamarche et vir.,

Défendeurs ;

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure siégeant à Montréal dans le district de Montréal, le vingt-sixième jour d'octobre mil neuf cent douze, dans une cause dans laquelle, Alphonse Bricault dit Lamarche commerçant des cité et district de Montréal est Demandeur ; Dame Elizabeth Bricault dit Lamarche épouse commune en biens de Charles Galarneau, charretier des cité et district de Montréal, et le dit Charles Galarneau pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes ; Dame Mathilde Bricault dit Lamarche, épouse commune en biens de François Cadieux, forgeron, des cité et district de Montréal et le dit François Cadieux pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes ; Joseph Bricault dit Lamarche, journalier, des cité et district de Montréal et Félix Hupé, des cité et district de Montréal, sont Défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir :

4

of the subdivision of lot No. 3, Notre Dame des Anges.

Said property is subject to an annual ground rent of \$25.00. (Capital \$500.00), paid to 29th September, 1912, and payable to l'Hôpital Générale de Québec and to the civic taxes paid to 30th April, 1913, 25% of the purchase price to be deposited in adjudication, the balance bearing interest at 6% from the date of sale, to be payable upon signing the deeds which will be prepared within a delay not to exceed 30 days.

Copies of the deeds and titles and the registry office's certificate are deposited at our offices where they may be examined.

LARUE & TRUDEL,

Liquidators.

Offices : 93, Saint Peter street, Quebec.

L. DESCHENES,

Auctioneer.

4452

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 108.

F. A. Bode & N. P. Jansen, Rockland Nurseries,
Insolvents ;

and

Joseph G. Duhamel, Curator.

A certain lot of land situate in the town of Verdun, being the number four thousand two hundred and twelve, four thousand two hundred and thirteen, four thousand two hundred and fourteen, four thousand two hundred and fifteen (4212-4213-4214-4215), of the official plan and book of the parish of Montreal, district of Montreal, containing about two hundred and eighty (280) feet in front on Rockland avenue by one hundred and fifty eight (158) feet in depth, english measurement and more or less—with the buildings thereon erected, comprising especially a house with a green-house and other dependencies.

To be sold by public auction at Marcotte Frères, No. 69, Saint James street, Montreal, on WEDNESDAY the 20th day of NOVEMBER, 1912, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. G. DUHAMEL,

Curator,

Office of Duhamel & Wilson,

3 Notre-Dame street East, Montreal.

4568

Licitations

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3492.

Alphonse Bricault dit Lamarche,

Plaintiff ;

vs

Dame E. Bricault dit Lamarche et vir.,

Defendants.

Notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the superior court sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the twenty sixth day of October, one thousand nine hundred and twelve in a case in which Alphonse Bricault dit Lamarche, trader of the city and district of Montreal is plaintiff, Dame Elizabeth Bricault dit Lamarche, wife common as to property of Charles Galarneau, teamster, of the city and district of Montreal and the said Charles Galarneau to authorize his said wife for the purposes hereof, Dame Mathilde Bricault dit Lamarche, wife common as to property of François Cadieux, blacksmith, of the city and district of Montreal and the said François Cadieux to authorize his said wife for the purposes hereof ; Joseph Bricault dit Lamarche, laborer, of the city and district of Montreal and Felix Hupé of the city and district of Montreal are plaintiffs, or during the licitation of a certain immovable designated as follows, to wit :

Un lot de terre connu et désigné sur le plan officiel et dans le livre de renvoi de la paroisse du Sault au Récollet sous le No 147 contenant quarante pieds de front sur cent quatre-vingt pieds de profondeur, tenant devant une petite rue qui conduit au bord de l'eau, par derrière à Adolphe Lapointe, au nord à Thadée Miron et au sud à Elisé Racine.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, 1912, à DIX heures et demie du matin, cour tenante, chambre No 31, dans la salle d'audience du palais de justice, à Montréal; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de la faire.

LACHAPELLE & DENIS,

Avocats du demandeur.

Pour information s'adresser à M. J. A. Archambeault, député protonotaire C. S. M., palais de justice, Montréal. 4569-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 4461.

Dame Clémentine Boucher *et vir*,

Demandeurs;

vs

Dame M. Eliza Boucher *et al*, Défendeurs.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal dans le district de Montréal, le trentième jour d'octobre mil neuf cent douze, dans une cause dans laquelle Dame Clémentine Boucher, épouse contractuellement séparée de biens de Joseph Téléphore Thivierge, pharmacien, tous deux de Biddeford, dans le comté de York, dans l'état du Maine, l'un des états-unis d'Amérique; et le dit Joseph Téléphore Thivierge, en autant que besoin est, pour autoriser sa dite épouse à ester en justice aux fins des présentes, sont Demandeurs; Dame Marie Eliza Boucher, de la ville de Northampton, dans l'état de Massachusetts, l'un des états-unis d'Amérique, veuve de Joseph Dauphin; Dame Marie Louise Arianne Boucher, de la ville de Paris, France, Europe, veuve de Calixte Accarias, en son vivant du même lieu; Dame Maria Juliette Boucher, de la ville d'Oswego, dans l'état de New-York, l'un des états d'Amérique, épouse de Louis Lucien Béchard, marchand, du même lieu; et ce dernier, en autant que besoin est, pour autoriser sa dite épouse à ester en jugement aux fins des présentes, et Dame Caroline Cox, des cité et district de Montréal, veuve de Médéric Boucher, en son vivant du même lieu, en sa qualité de tutrice aux enfants mineurs issus de son mariage avec le dit Médéric Boucher, sont Défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir:

Un lot de terre situé en la cité de Montréal, formant le coin des rues Dorchester et Beaudry, connu et désigné sous le No 346, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, en la cité de Montréal, et contenant 81 pieds six pouces de largeur par 53 pieds 9 pouces de profondeur dans une ligne, et 56 pieds 6 pouces dans l'autre ligne, le tout mesure anglaise et plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, 1912, à DIX heures et demie du

A lot of land known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Sault au Récollet under No. 147, containing forty feet in front by one hundred and eighty feet in depth, bounded in front by a small street which leads to the water's edge, in the rear by Adolphe Lapointe, to the north by Thadée Miron, and to the south by Elisé Racine.

The immovable hereinabove designated will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder, on the THIRD day of DECEMBER next, one thousand nine hundred and twelve, at half past ten o'clock of the forenoon, sitting the court, room No. 31, in the court room of the court house of Montreal; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited at the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition, to annul to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said court at last twelve days before the day fixed, as aforesaid, for sale and adjudication and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

LACHAPELLE & DENIS,

Attorneys for plaintiff.

For information apply to M. J. A. Archambeault, deputy prothonotary S. C. M., Court House, Montreal. 4570

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court
No. 4461.

Dame Clémentine Boucher *et vir*,

Plaintiff;

vs

Dame M. Eliza Boucher *et al*, Defendants.

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, the thirtieth day of October, one thousand nine hundred and twelve, in a cause in which Dame Clementine Boucher, wife separated as to property by her marriage contract of Joseph Telephore Thivierge, druggist, both of the city of Biddeford, in the county of York, in the state of Maine, one of the united states of America; and the said Joseph Telephore Thivierge, to authorize his said wife to institute legal proceedings for the purposes of these presents are Plaintiffs; and Dame Marie Eliza Boucher, of the city of Northampton, in the state of Massachusetts, one of the united states of America, widow of Joseph Dauphin; Dame Marie Louise Arianne Boucher, of the city of Paris, France, Europe, widow of Calixte Accarias, in his lifetime of the same place; Dame Maria Juliette Boucher, of the city of Oswego, in the state of New York, one of the united states of America, wife of Louis Lucien Bechard, merchant, of the same place; and this last one to authorize his said wife to institute legal proceedings for the purposes of these presents; and Dame Caroline Cox, of the city and district of Montreal, widow of Mederic Boucher, in his lifetime of the same place, in his quality of tutrix to her minor children issued of her marriage with the said Mederic Boucher, are Defendants, ordering licitation of a certain immovable property described as follows, to wit:

A lot of land situated in the city of Montreal, being the corner of Dorchester and Beaudry streets, known and designated under the number 346, on the official plan and book of reference of Saint James yard, in the city of Montreal, and containing 81 feet, 6 inches of width by 53 feet, 8 inches of depth in one line, and 56 feet, 6 inches in the other line, the whole english measure more or less—with the building thereon erected.

The immovable herein above described will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder, on the FOURTH day of DECEMBER next, 1912, at HALF

matin, cour tenante, Chambre No 31, dans la salle d'audience du palais de justice, à Montréal; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

G. A. MORRISON,
Avocat des demandeurs.

Pour informations, s'adresser à J. A. Archambault, député protonotaire, C. S. M., palais de justice, Montréal.

G. A. MORRISON,
Avocat des demandeurs,
35, rue Saint-Jacques, Montréal. 4533-2
[Première publication, 2 novembre 1912.]

PAST TEN of the o'clock in the forenoon, sitting the court, in room No. 31, of the court house of the city of Montreal; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and being the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

G. A. MORRISON,
Attorney for plaintiffs.

For informations, apply to M. J. A. Archambault, deputy prothonotary C. S. M., court house, Montreal.

G. A. MORRISON,
Attorney for plaintiffs.
35, Saint James street, Montreal. 4535
[First published, 2nd November, 1912.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

Sheriff's Sales—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.
Arthabaska, à savoir: } LOUIS MORIN, avocat,
No 839. } Demandeur; vs JOSEPH BOUFFARD et JOSEPH BOILY, faisant affaires en société sous la raison sociale de "Bouffard & Boly". Défendeurs.

Superior Court.—District of Beauce.
Arthabaska, to wit: } LEON MORIN, advocate,
No. 839. } Plaintiff; vs JOSEPH BOUFFARD and JOSEPH BOILY, doing business under the style and name of "Bouffard & Boly", Defendants.

Comme appartenant à Jos. Bouffard:
Un morceau de terre de cent pieds de largeur par deux cents pieds de profondeur; borné en avant par la rue Notre-Dame, au nord-est par William Gingras, au sud-ouest par une rue projetée et en arrière par Frédéric Dodier, lequel morceau de terre est maintenant désigné sous les numéros dix, onze, douze et treize, de la subdivision du lot numéro vingt-quatre C. (10, 11, 12 et 13-24 C.), du cadastre du canton de Thetford, dans le cinquième-rang—avec les bâtisses dessus construites et toutes les machines et machineries, tous les outils servant à la manufacture de préparation de bois de construction.

As belonging to Joseph Bouffard:
A piece of land of one hundred feet in width by two hundred feet in depth; bounded in front by Notre Dame street, north easterly by William Gingras, south westerly by a projected street, and in the rear by Frederic Dodier, which piece of land is now described under numbers ten, eleven, twelve and thirteen of the subdivision of lot number twenty four C. (10, 11, 12 and 13-24 C), of official cadastre for the township of Thetford, in the fifth range—with the buildings thereon erected, and all the machines and machineries, all the tools and accessories employed for the manufacturing of building wood preparation.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alphonse de Thetford Mines, le DIXIEME jour de DECEMBRE prochain, 1912, à NEUF heures de l'avant-midi.

To be sold at the parochial church door of Saint Alphonse of Thetford Mines, in the TENTH day of DECEMBER next, 1912, at NINE o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shéri, Shérif.
Arthabaska, 6 novembre 1912. 4603
[Première publication, 9 novembre 1912.]

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaskaville, 6 November, 1912. 4604
[First published, 9th November, 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir: } ALPHONSE CARETTE,
No 276. } Journalier, Demandeur;
vs JOSEPH MAURE, Défendeur.

Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: } ALPHONSE CARETTE,
No. 276. } Laborer, Plaintiff; vs
JOSEPH MAURE, Defendant.

Comme appartenant au défendeur:
Une terre au quatrième rang du canton d'Halifax Nord, contenant cent huit acres en superficie, plus ou moins, étant les numéros onze cent et onze cent un (1100 et 1101), du cadastre officiel pour le dit canton—avec maison et autres bâtisses y érigées.

As belonging to said defendant:
A farm in the fourth range of the township of Halifax North, containing one hundred and eight acres in superficies, more or less, being numbers eleven hundred and eleven hundred and one (1100 and 1101), of official cadastre for the said township with a dwelling house and other buildings thereon erected.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Sophie d'Halifax, le VING-

To be sold at the parochial church door of Sainte Sophie of Halifax, on the TWENTIETH day of

TIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 15 octobre 1912. 4361
[Première publication, 19 octobre 1912.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que plus bas mentionnés.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **HENRI MORRIS ET AL,**
No 855. } Demandeurs; contre **SID-NEY VEILLEUX,** Défendeur.

Les numéros deux mille soixante-onze et deux mille soixante et quatorze (2071 et 2074), du cadastre pour la paroisse de Saint-François—avec bâtisses dessus construites et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François, le DIX-NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain, 1912, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 14 octobre 1912. 4273-2
[Première publication, 19 octobre 1912.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Dans la Cour Supérieure—New Carlisle.

Canada, } **NINIAN RANS**
Province de Québec, } **LINDSAY,** ren-
District de Gaspé, } tier, de la cité de To-
Comté de Bonaventure, } ronto, dans la province
No 2149.

d'Ontario, Demandeur; contre les biens et effets, terres et tenements de "THE BROADLANDS LUMBER CO.", corporation politique et incorporée, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires à Matapédia, dans le comté de Bonaventure, Défenderesse.

1° Un lot de terre connu comme lot de cadastre No 11, dans le rang de la rivière Matapédia, dans le canton de Ristigouche, contenant cent cinquante deux acres en superficie, plus ou moins—avec une maison et grange sus-érigées, circonstances et dépendances.

2° Un lot de terre connu comme partie du lot du cadastre No 12, partant du coin sud-est du dit lot, suivant le long de la rive de la rivière Matapédia, quatre acres et demi, de là, courant en arrière dans la direction que les lignes du dit lot sont maintenant, étant dans le rang de la rivière Matapédia et contenant cent soixante et quatre acres en superficie, plus ou moins—ensemble avec un moulin à scie à vapeur sus-érigé, avec les engins, bouilloires, courroies, scies et autres accessoires appartenant au dit moulin à scie, avec aussi les maisons, grange et toutes les autres bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances, à exclure et réserver du susdit lot, un demi acre de terre sur lequel une maison est érigée, appartenant à Delle Harvey L. Champion.

NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 15th October, 1912. 4263
[First published, 19th October, 1912.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **HENRI MORRIS ET AL,**
No. 855. } Plaintiffs; against **SID-NEY VEILLEUX,** Defendant.

The numbers two thousand and seventy one and two thousand and seventy four (2071 and 2074), of the cadastre for the parish of Saint Francis—with buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Francis, on the NINETEENTH day of NOVEMBER next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Sheriff.
St. Joseph, Beauce, 14th October, 1912. 4274
[First published, 19th October, 1912.]

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

In the Superior Court.—New Carlisle.

Canada, } **NINIAN RANS**
Province of Quebec, } **LINDSAY,** retired
District of Gaspé, } of the city of Toronto,
County of Bonaventure. } in the province of On-
No. 2149. } tario, Plaintiff; against

the goods and chattels and the lands and tenements of the "BROADLANDS LUMBER CO.", a corporation body, corporate and politic, having its head office and place of business at Matapédia, in the county of Bonaventure, Defendant.

1. A lot of land known as cadastral lot No. 11, in the Matapédia river range, in the township of Ristigouche, containing one hundred and fifty two acres in superficies, more or less—with a house and barn thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A lot of land known as part of cadastral lot No. 12, starting from the south east corner of said lot, following along the bank of the Matapédia river, four and one half acres, thence, running to the rear in the direction that the lines of said lot are at present, being in the Matapédia river range, and containing one hundred and sixty four acres in superficies, more or less—together with a steam saw mill thereon erected, with its engines, boilers, belts, saws and all other accessories to the said saw mill belonging, with also the houses, barn and all the other buildings, thereon erected, circumstances and dependencies, to be excluded and reserved from the above, one half acre of land on which a house is thereon erected belonging to Miss Harvey L. Champion.

3° Un autre lot de terre étant le lot de cadastre No 21, dans le rang de la rivière Matapédia, dans le canton de Matapédia, dans le comté de Bonaventure, et contenant environ deux cent quatre-vingt-seize acres plus ou moins—avec une maison et grange sus-érigées, circonstances et dépendances.

4° Aussi un certain lot connu comme lot Martin, acheté par "The Broadlands Lumber Co." de James H. Adams, de Matapédia, contenant environ cent cinquante acres de terre, et connu comme lot de cadastre No 20, dans le premier rang de la rivière Matapédia, dans le canton de Matapédia—circonstances et dépendances.

Aussi le droit de coupe par "The Broadlands Lumber Co.", sur les lots ci-dessous mentionnés :

1° Sur cent cinquante acres de terre, appartenant à Dame Mann, pour quatre ans, commençant le 1er décembre 1912, avec le droit d'enlever.

2° Sur deux cents acres de terre, connus comme la propriété de Thos. McDougall, pour quatre ans, commençant le 1er juin 1912, avec le droit d'enlever.

3° Sur deux cents acres de terre, connus comme le lot Mowatt, la dite compagnie possédant la coupe sur le dit lot en payant \$250.00 le 1er décembre de chaque année pour 3 ans, la dite compagnie possédant tous les billots déjà coupés sur la dite propriété.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Laurent de Matapédia, dans le comté de Bonaventure, MERCREDI, le ONZIEME jour de DECEMBRE prochain, 1912, à ONZE heures de l'avant-midi.

W. M. SHEPPARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
New Carlisle, 4 novembre 1912. 4625
[Première publication, 9 novembre 1912.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME ELIZABETH
No 1478. } ANN RYAN, des cité
et district de Montréal, épouse séparée de biens de Narcisse P. Bédard, agent, du même lieu, et de ce dernier dûment autorisée à l'effet des présentes, la dite Dame E. A. Ryan, faisant affaires comme maîtresse de pension, avec l'autorisation de son dit époux, Demanderesse ; contre OSCAR GIBEAU, du même lieu, agent et commerçant, Défendeur.

1° Un lot de terre sis et situé dans la ville de Montréal-Est ; borné en front par l'avenue Saint-Joseph, et connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent quatre-vingt-quinze, de la subdivision du lot officiel numéro quatre-vingt-deux, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles—sans bâtisses.

2° Un lot de terre sis et situé au même lieu, formant le coin de l'avenue Saint-Joseph et de la rue Ontario, connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent cinquante-neuf, de la subdivision du lot officiel numéro quatre-vingt-deux (82-359), des même plan et livre de renvoi officiels—sans bâtisses.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 6 novembre 1912. 4457
Première publication, 26 octobre 1912, est null.
[Première publication, 9 novembre 1912.]

3. Another lot of land being cadastral lot No. 21, in the Matapédia river range, in the township of Matapédia, in the county of Bonaventure, and containing about two hundred and ninety six acres, more or less—with a house and barn, thereon erected, circumstances and dependencies.

4. Also a certain lot known, known as the Martin lot, purchased by the "Broadlands Lumber Co." from James H. Adams, of Matapédia, containing about one hundred and fifty acres of land and known as cadastral lot No. 20, of the first Matapédia river range, on the township of Matapédia—circumstances and dependencies.

Also the right of stumpage by the Broadlands Lumber Co., on the undermentioned lots :

1. On one hundred and fifty acres of land, owned by Mr. Mann, for four years, commencing from the 1st December, 1912—with right to remove.

2. On two hundred acres of land, known as the Thos. McDougall property, for four years, commencing from the 1st June, 1912, with right to remove.

3. On two hundred acres of land, known as the Mowatt lot, the said company owns the stumpage on said lot, by paying \$250.00 on 1st December of each year for 3 years, the said company owning all logs, already cut on said property.

To be sold at the parochial church door of Saint Laurent de Matapédia, at Matapédia, in the county of Bonaventure, on WEDNESDAY, the ELEVENTH day of DECEMBER next, 1912, at the hour of ELEVEN in the forenoon.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
New Carlisle, 4th November, 1912. 4626
[First published, 9th November, 1912.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } DAME ELIZABETH ANN
No. 1478. } RYAN, of the city and
district of Montreal, wife separated as to property of Narcisse P. Bedard, agent, of the same place, and by the latter duly authorized for the purposes hereof, the said Dame E. A. Ryan, carrying on business as a boarding house keeper, with the authorization of her husband, Plaintiff ; against OSCAR GIBEAU, of the same place, agent and trader, Defendant.

1. A lot of land being and situate in the town of Montreal East ; bounded in front by Saint Joseph avenue, and known and designated as being the lot number three hundred and ninety five, of the subdivision of the official lot number eighty two, of the official plan and book of reference of the parish of Pointe aux Trembles—without buildings.

2. A lot of land being and situate in the same place, forming the corner of Saint Joseph avenue and Ontario street, known and designated as being the lot number three hundred and fifty nine, of the subdivision of the official lot number eighty two (82-359), of the same official plan and book of reference—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 6th November, 1912. 4458
First publication, 26th October, 1912, is null.
[First published, 9th November, 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure. — District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **PHILIAS SEGUIN**, épicier,
No 3979. } de la cité et du district de
Montréal, Demandeur ; contre les terres et tènements
de **THEOPHILE PREVOST**, du même lieu,
Défendeur.

Tous les droits réels et immobiliers, actuels ou
éventuels, que le défendeur a ou peut avoir :

1 Dans un lot de terre sis et situé dans le quartier Notre-Dame-de-Grâces, dans la cité de Montréal ; borné en front par la rue Notre-Dame-Ouest, mesurant vingt (20) pieds de front par quatre-vingt (80) pieds de profondeur, connu comme étant la subdivision numéro quinze (15), du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, sous le numéro seize cent quatre-vingt-dix-huit (1898).

2 Dans les constructions érigées sur le dit lot et notamment dans la maison à deux logements qui s'y trouvent.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-UNIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 16 octobre 1912. 4327-2
[Première publication, 19 octobre 1912].

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure. — District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **INVESTMENT REAL**
No 95. } **TIES LIMITED**, corpora-
tion dûment incorporée, ayant son principal bureau
et sa principale place d'affaires dans les cité et district
de Montréal, Requérante ; contre les terres et
tènements de **WILLIAM HUDSON**, Défendeur.

Ces lots ou morceaux de terre situés dans le quartier de la Longue Pointe, de la cité de Montréal, district de Montréal, sous numéros civiques et faisant partie sur l'avenue Dominion et connus et désignés sur les plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de la Longue Pointe, sous les numéros deux cent quatre-vingt-quatre et deux cent quatre-vingt-cinq (284 et 285).

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-UNIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 12 octobre 1912. 4333-2
[Première publication, 19 octobre 1912].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure. — District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **HENRI ROBERT**, comp-
No 1407. } table, des cité et district
de Montréal, Demandeur ; contre les terres et
tènements de **JEAN LOUIS BOISJOLY**, voyageur
de commerce, de la ville de Kingston, dans la
province d'Ontario, Défendeur.

Trois emplacements situés dans la cité de Montréal ; bornés en front par la rue Rivard, et désignés sous les numéros quatre cent cinquante et un, quatre cent cinquante-deux et quatre cent cinquante-trois, de la subdivision officielle du lot numéro quinze (15-451, 452 et 453), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean Baptiste—avec les constructions y érigées, savoir : une maison à trois étages, en pierre artificielle, une boutique de forge et une maison en brique, les susdits lots ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 16 octobre 1912. 4339-2
[Première publication, 19 octobre 1912].

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court. — District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **PHILIAS SEGUIN**, grocer,
No. 3979. } of the city of Montreal,
Plaintiff ; against the lands and tenements of
THEOPHILE PREVOST, of the same place, De-
fendant.

The whole of the actual or eventual real and immovable rights that the defendant has or may have :

1. In a lot of land being and situate in Notre Dame de Graces ward, of the city of Montreal ; bounded in front by Notre Dame street West, measuring twenty (20) feet in front by eighty (80) feet in depth, known as being the subdivision number fifteen (15), of the official lot known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, under the number sixteen hundred and ninety eight (1698).

2. In the buildings erected on the said lot and notably in the two tenement house thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 16th October, 1912. 4328
[First published, 19th October, 1912].

FIERI FACIAS DE TERRIS*Superior Court. — District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **INVESTMENT REALTIES**,
No. 95. } **LIMITED**, a corporation duly
incorporated, having its head office and principal
place of business in the city and district of Mon-
treal, Petitioner ; against the lands and tenements
of **WILLIAM HUDSON**, Defendant.

Those certain lots or parcels of lands situated in Longue Pointe ward, of the city of Montreal, district of Montreal, without civic number and fronting upon Dominion Avenue, and known and designated upon the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Longue Pointe, under the numbers two hundred and eighty four and two hundred and eighty five (284 and 285).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 16th October, 1912. 4334
[First published, 19th October, 1912].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court. — District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **HENRI ROBERT**, accoun-
No. 1407. } tant, of the city and district
of Montreal, Plaintiff ; against the lands and
tenements of **JEAN LOUIS BOISJOLY**, commer-
cial traveller, of the town of Kingston, in the pro-
vince of Ontario, Defendant.

Three emplacements situate in the city of Montreal ; bounded in front by Rivard street, and designated under the numbers four hundred and fifty one, four hundred and fifty two and four hundred and fifty three, of the official subdivision of lot number fifteen (15 451, 452 and 453), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste—with the buildings erected thereon, to wit : an artificial stone, three story house, a blacksmith shop and a brick house, the aforesaid lots forming but one and the same plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of NOVEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 16th October, 1912. 4340
[First published, 19th October, 1912].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } INVESTMENT REALTIES, No. 96. } LIMITED, corporation dûment incorporée, ayant son principal bureau et place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Requérente ; contre WILLIAM TROTTER, Défendant.

Deux lots de terre sis et situé dans le quartier Longue Pointe, de la cité de Montréal ; bornés en front par l'avenue Dominion, connus et désignés comme étant les numéros deux cent soixante et quatorze et deux cent soixante et quinze (274 et 275) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue Pointe. Les dits deux lots ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX.

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 16 octobre 1912. 4329
[Première publication, 19 octobre 1912].

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } DAME AMANDA GIROUX No. 47. } ET VIR ; vs LES HERITIERS de feu Dame Emélie Fardette et al, à savoir :

Le lot No 82 (quatre-vingt-deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Félix du Cap-Rouge, étant un emplacement situé au sud du chemin public—avec les bâisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Félix du Cap-Rouge, comté de Québec, le TROISIÈME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du shérif, Député shérif.
Québec, 24 octobre 1912. 4473.2
[Première publication, 26 octobre 1912].

Ventes par le Shérif—Roberval

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Roberval, à savoir : } LA BANQUE No. 28. } NATIONALE, Demanderesse ; contre les biens immeubles de A. DECHENE & CIE, Défendeurs.

Le lot de terre connu et désigné sous le numéro six A (6 A), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le deuxième rang ouest du canton Labarre, contenant quatre-vingt-quinze à cent pieds, plus ou moins de largeur, sur cent pieds de profondeur ; borné en front vers le nord à la ligne du chemin de fer Québec & Lac Saint-Jean, en arrière au bout de la profondeur du dit emplacement, joignant à l'est à M. Raoul Desbiens, et à l'ouest à Jean Baptiste Pelletier—avec la maison, grange et étable, et autres bâisses dessus construites, circonstances et dépendances.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } INVESTMENT REALTIES, No. 96. } LIMITED, a corporation duly incorporated, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, Petitioner ; against WILLIAM TROTTER, Defendant.

Two lots of land being and situate in Longue Pointe ward, of the city of Montreal ; bounded in front by Dominion avenue, known and designated as being the numbers two hundred and seventy four and two hundred and seventy five (274 and 275), of the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe. The said two lots forming but one and the same plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of NOVEMBER, next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 16th October, 1912. 4330
[First published, 19th October, 1912].

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } DAME AMANDA GIROUX No. 47. } ET VIR ; vs THE HEIRS of the late Dame Emélie Fardette et al, to wit :

Lot No. 82 (eighty two), of the official cadastre for the parish of Saint Felix du Cap Rouge, being an emplacement situate on the south of the public road—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Félix du Cap Rouge, county of Quebec, on the THIRD day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's office, Deputy sheriff.
Quebec, 24th October, 1912. 4474
[First published, 26th October, 1912].

Sheriff's Sales—Roberval

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Roberval, to wit : } LA BANQUE No. 28. } NATIONALE, Plaintiff ; against the immoveable property of A. DECHENE & CIE, Defendants.

The lot of land known and designated under the number six A (6 A), on the official plan and book of reference of the cadastre for the second western range of the township Labarre, containing ninety five to one hundred feet, more or less, in width, by one hundred feet in depth ; bounded in front on the north by the Quebec & Lake Saint John Railway line, in the rear by the end of the depth of the said emplacement, on the east by Raoul Desbiens, and on the west by J. Bte Pelletier—with the house, barn, stable and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, à Saint-Wilbrod (Station d'Hébertville), le DIXIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

GEO. LEVESQUE,

Bureau du shérif, Shérif.
Roberval, 5 novembre 1912. 4665
[Première publication, 9 novembre 1912.]

FIERI FACIAS.

District de Chicoutimi, } **ALEXANDRE ST.**
à savoir : No 3814. } **GERMAIN, Deman-**
deur ; vs **GAMELISE ROBERGE, Défendeur.**

Un emplacement situé à Saint-Méthode, au nord-est du chemin public du quatrième rang, mesurant cent pieds de front sur la profondeur qu'il y a du chemin susdit à la rivière Picouabé, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt et un (21), du quatrième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Parent ; borné au sud-ouest au chemin de front susdit, en profondeur à la rivière Picouabé, tenant au sud-est à Uldéric Roberge, et au nord-ouest à Napoléon Gaudreault—avec bâtisses dessus érigées, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Méthode, le VINGT-SEPTIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

GEO. LEVESQUE,

Bureau du shérif, Shérif.
Roberval, 22 octobre 1912. 4453
[Première publication, 26 octobre 1912.]

FIERI FACIAS.

District de Chicoutimi, } **THE MATHEW MOO-**
à savoir : No 1444. } **DY & SONS CO.,**
LIMITÉE, de Terrebonne, Demanderesse ; contre
EUGENE PAQUETTE, Défendeur.

Un emplacement faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro trois (3) du rang six, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Dufferin—avec bâtisses dessus érigées, appartenances et dépendances ; le dit emplacement comprend environ un demi arpent de front sur un arpent de longueur.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de la Doré, le VINGT-HUITIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

GEO. LEVESQUE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Roberval, 22 octobre, 1912. 4455
[Première publication, 26 octobre 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montreal.

District de Montréal, à savoir : } **THE TRUST &**
No 2554. } **LOAN COM-**
PANY OF CANADA, de Montréal, Demande-
resse ; contre les biens immeubles de **GEORGES**
BERGERON, du canton Taillon, Défendeur.

Le lot de terre connu et désigné sous le numéro onze (11), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le deuxième rang du canton Taillon, contenant cent acres en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Henri de Taillon "La Pipe", le ONZIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

GEO. LEVESQUE,

Bureau du shérif, Shérif.
Roberval, 5 novembre 1912. 4659
[Première publication, 9 novembre 1912.]

To be sold at the parochial church door at Saint Wilbrod (Hébertville Station), on the TENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's Office, Shérif.
Roberval, 5th November, 1912. 4666
[First published, 9th November, 1912.]

FIERI FACIAS.

District of Chicoutimi, } **ALEXANDRE ST.**
to wit : No. 3814. } **GERMAIN,**
Plaintiff ; vs **GAMELISE ROBERGE, Defendant.**

An emplacement situate at Saint Méthode, on the north east of the public road of the fourth range, measuring one hundred feet in front by the depth there may be from the aforesaid road to the river Picouabé, forming part of the lot of land known and designated under the number twenty one (21), of the fourth range on the official plan and book of reference of the cadastre of the township Parent ; bounded on the south west by the aforesaid front road, in depth by the river Picouabé, on the south east by Uldéric Roberge, and on the north west by Napoléon Gaudreault—with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Méthode, on the TWENTY SEVENTH day of NOVEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's office, Shérif.
Roberval, 22nd October, 1912. 4454
[First published, 26th October, 1912.]

FIERI FACIAS.

District of Chicoutimi, } **THE MATHEW MOO-**
to wit : No. 1444. } **DY & SONS CO.,**
LIMITED, of Terrebonne, Plaintiff ; against **EUGENE PAQUETTE, Defendant.**

An emplacement forming part of the lot of land known and designated under the number three (3) of range six, on the official plan and book of reference of the cadastre of Dufferin township—with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies ; the said emplacement comprising about one half arpent in front by one arpent in length.

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame de la Doré, on the TWENTY EIGHTH day of NOVEMBER next, at ELEVE o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's Office, Shérif.
Roberval, 22nd October, 1912. 4456
[First published, 26th October, 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

District of Montreal, to wit : } **THE TRUST &**
No. 2554. } **LOAN COM-**
PANY OF CANADA, of Montreal, Plaintiff ;
against the immoveable property of **GEORGES**
BERGERON, of the township Taillon, Defendant.

The lot of land known and designated under the eleven (11), on the official plan and book of reference of the cadastre for the second range of the township Taillon, containing one hundred acres in superficies, more or less—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Henri de Taillon (La Pipe), on the ELEVENTH day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's office, Shérif.
Roberval, 5th November, 1912. 4660
[First published, 9th November, 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Roberval.

District de Roberval, à savoir : } LA BANQUE
No 16. } L NATIONALE.

NALE Demanderesse : contre les biens immeubles de CONRAD GAGNON ET AL, Défendeurs.

Le lot de terre connu et désigné sous le numéro onze (11), aux plan et livre de renvoi officiels pour le troisième rang du cadastre du canton Labarre—avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Aussi le lot connu et désigné sous le numéro dix-neuf (19), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le neuvième rang du canton Labarre.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Bruno, le DIXIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE ET TRENTE de l'avant-midi.

GEO. LEVESQUE,

Bureau du shérif, Shérif.
Roberval, 5 novembre 1912. 4663
[Première publication, 9 novembre 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

et Cour Supérieure.—District de Roberval.

District de Roberval, à savoir : } LA BANQUE
No 21. } L NATIONALE.

NALE Demanderesse; contre les biens immeubles de ALBERT TREMBLAY ET AL, Défendeurs.

Le lot de terre connu et désigné sous le numéro quatorze (14), pour le cadastre aux plan et livre de renvoi officiels pour le septième rang du canton Labarre—avec les bâtisses dessus érigées, appartenances et dépendances.

Aussi le lot de terre connu et désigné sous le numéro quinze (15), pour le cadastre au plan et livre de renvoi officiels pour le septième rang du canton Labarre—avec bâtisses dessus érigées, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Bruno, à ONZE heures de l'avant-midi, le DIXIEME jour de DECEMBRE prochain.

GEO. LEVESQUE,

Bureau du shérif, Shérif.
Roberval, 5 novembre 1912. 4661
[Première publication, 9 novembre 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

District de Montréal, à savoir : } THE TRUST
No 1118. } & LOAN

COMPANY OF CANADA, de Montréal, Demanderesse; contre les biens immeubles de CHARLES HARVEY, cultivateur, du canton Delisle.

Le lot de terre connu et désigné sous le numéro trente-huit (38), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le quatrième rang du canton Delisle, ayant environ cent acres en superficie—avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Cœur de Marie, le ONZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

GEO. LEVESQUE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Roberval, 5 novembre 1912. 4667
[Première publication, 9 novembre 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Roberval.

District of Roberval, to wit : } LA BANQUE
No. 16. } L NATIONALE.

Plaintiff; against the immovable property of CONRAD GAGNON ET AL, Defendants.

The lot of land known and designated under the number eleven (11), on the official plan and book of reference for the third range of the cadastre of township Labarre—with the buildings erected thereon, appurtenances and dependencies.

Also the lot known and designated under the number nineteen (19), on the official plan and book of reference of the cadastre for the ninth range of the township Labarre.

To be sold at the parochial church door of Saint Bruno, on the TENTH day of DECEMBER next, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's office, Sheriff.
Roberval, 5th November, 1912. 4664
[First published, 9th November, 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Roberval.

District of Roberval, to wit : } LA BANQUE
No. 21. } L NATIONALE.

Plaintiff; against the immovable property of ALBERT TREMBLAY ET AL, Defendants.

The lot of land known and designated under the number fourteen (14), for the cadastre on the official plan and book of reference for the seventh range of the township Labarre—with the buildings erected thereon, appurtenances and dependencies.

Also the lot of land known and designated under the number fifteen (15), for the cadastre on the official plan and book of reference for the seventh range of the township Labarre—with the buildings erected thereon, appurtenances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Bruno, at ELEVEN o'clock in the forenoon, on the TENTH day of DECEMBER next.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, 5th November, 1912. 4662
[First published, 9th November, 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

District of Montreal, to wit : } THE TRUST
No. 1118. } & LOAN

COMPANY OF CANADA, of Montréal, Plaintiff; against the immovable property of CHARLES HARVEY, farmer, of township Delisle.

The lot of land known and designated under the number thirty eight (38), on the official plan and book of reference of the cadastre for the fourth range of the township Delisle, of about one hundred acres in superficies—with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint-Cœur de Marie, on the ELEVENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's office, Sheriff.
Roberval, 5th November, 1912. 4568
[First published, 9th November, 1912.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint François.
Saint-François, à savoir : } **WILFRID DUS-**
No 209. } **SAULT, Deman-**

deur ; contre **JOSEPH CLOUTIER, Défendeur.**
Ces certains morceaux ou lots de terre sis et situés dans le huitième rang du canton d'Eaton, dans le district de Saint-François, connus et désignés sur le plan du cadastre et dans le livre de renvoi officiels pour le dit canton d'Eaton, comme étant :

1° Le lot numéro un-A (1-A), moins la partie d'icelui ; bornée au sud-est par le chemin conduisant de Cockshire à Island Brook, à l'ouest par le chemin conduisant de ce dernier chemin à Learned Plain, à l'est par la ligne est du dit canton d'Eaton, et au nord par la ligne nord du dit lot et le reste d'icelui, contenant quarante-quatre acres et trois quarts d'acre en superficie, plus ou moins

2° Le lot numéro deux-A (2-A), contenant d'après le dit livre de renvoi, trente et un acres et demi.

3° Toute cette partie du lot numéro un-B (1-B) ; bornée à l'est par la ligne est du dit canton d'Eaton, à l'ouest par le chemin qui conduit à Learned Plain du chemin de Cockshire à Island Brook, au nord par la ligne nord du dit lot, et au sud par le chemin conduisant à Newport du dit chemin conduisant à Learned Plain ci dessus mentionné, contenant cinquante-cinq centième d'acre en superficie.

4° Toute cette partie du lot numéro un-C (1-C) ; bornée à l'est par la ligne est du dit canton, à l'ouest par le chemin conduisant à Learned Plain susdit, au nord et au sud par les lignes de ce dernier, et contenant quatorze acres et treize centième d'acre en superficie.

5° Le lot numéro un-D (1-D), contenant cinquante acres en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Camille de Cookshire, le DIXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY AYLMEY,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 5 novembre 1912. 4621
[Première publication, 9 novembre 1912.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Saint Hyacinth.
Saint-Hyacinth, to wit : } **SIDORE GIROUARD,**
No 90. } **Plaintiff ; against EMI-**
LIEN DIEUDONNE BERTHELET, Défendeur.

A land composed of the numbers ninety nine, one hundred forty five, one hundred forty six, one hundred ninety seven, one hundred ninety eight (99, 145, 146, 197, 198), on the official plan and book of reference of the cadastre for the village of Actonvale, now the city of Actonvale—with buildings thereon erected ; to withdraw an emplacement

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } **WILFRID DUS-**
No. 209. } **SAULT, Plaintiff ;**
against **JOSEPH CLOUTIER, Defendant.**

Those certain parcels or lots of land being and situate in the eighth range of the township of Eaton, in the district of Saint Francis, known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the said township of Eaton as being :

1. Lot number one A (1-A), less the part of same ; bounded on the south east by the road leading from Cookshire to Island Brook, on the west by the road leading from the latter road to Learned Plain, on the east by the eastern line of the said township of Eaton, and on the north by the northern line of the said lot and the remainder of same containing forty four and three quarter acres in superficies, more or less.

2. Lot number two A (2-A) containing according to the said book of reference, thirty one and one half acres.

3. All that portion of lot number one B (1-B) ; bounded on the east by the eastern line of the said township of Eaton, on the west by the road leading to Learned Plain from the Cookshire road to Island Brook, on the north by the northern line of the said lot, and on the south by the road leading to Newport from the said road leading to Learned Plain hereabove mentioned, containing fifty one hundredths of an acre in superficies.

4. All that part of lot number one C (1-C) ; bounded on the east by the eastern line of the said township, on the west by the road leading to the aforesaid Learned Plain, on the north and south by the lines of the latter, and containing fourteen and thirteen one hundredth acres in superficies.

5. Lot number one D (1-D), containing fifty acres in superficies, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Camille de Cookshire, on the TENTH day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 5th November, 1912. 4622
[First published, 9th November, 1912.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir : } **SIDORE GI-**
No 90. } **ROUARD, De-**
mandeur ; contre **EMILIEN DIEUDONNE BERTHELET, Défendeur.**

Une terre formée des terrains portant les numéros quatre-vingt-dix-neuf, cent quarante-cinq, cent quarante-six, cent quatre-vingt-dix-sept, cent quatre-vingt-dix-huit (99, 145, 146, 197, 198), des plan et livre de renvoi officiels du village d'Actonvale, aujourd'hui la ville d'Actonvale—avec les bâtisses y érigées ; à distraire un emplacement contenant

170 pieds de largeur sur la rue Edouard et 100 pieds de profondeur, plus ou moins, vendu à Cyrille Deslandes, le 4 septembre 1907, et de plus 170 pieds de front sur la même profondeur, touchant le dernier terrain, aussi vendu au dit Deslandes, le tout faisant partie du dit numéro quatre-vingt-dix-neuf, du dit cadastre, et tel que clôturé.

Pour être vendue à la porte de l'église de la ville d'Actonvale, MARDI, le DIX-NEUVIÈME jour de NOVEMBRE prochain, 1912, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 14 octobre 1912. 4271
[Première publication, 19 octobre 1912.]

containing 170 feet in width on Edward street and 100 feet in depth, more or less, sold to Cyrille Deslandes, the 4th September, 1907, and moreover 170 feet in front on the same depth, adjoining the last lot also sold to said Deslandes, the whole being a part of said number ninety nine of said cadastre, and as is presently surrounded.

To be sold at the church door of the city of Actonvale, TUESDAY, on the NINETEENTH day of NOVEMBER next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's office, Shérif.
Saint Hyacinth, 14th October, 1912. 4272
[First published, 19th October, 1912.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **LA COMPAGNIE**
No 79. } **INDUSTRIELLE**
DE SAINT BONIFACE LIMITE, Demanderesse ;
contre **ARTHUR DUPONT**, Défendeur.

Un emplacement situé en la paroisse de Saint Mathieu, sur le sixième rang du township de Shawinigan, de la contenance de soixante pieds de largeur sur cent quarante pieds de profondeur, dans la ligne sud, et cent cinquante pieds de profondeur dans la ligne nord ; tenant du côté nord à Damase Dupont, et du côté sud à une rue, en profondeur à la fabrique de Saint-Mathieu, et en front au chemin public—avec une maison dessus construite, connu et désigné, le dit emplacement aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Mathieu, comme éant partie du lot numéro cinquante (pt. 50), du sixième rang du canton de Shawinigan, pour la dite paroisse de Saint-Mathieu.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Mathieu, le ONZIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN.

Bureau du shérif. Shérif.
Trois Rivières, 6 novembre 1912. 4639
[Première publication, 9 novembre 1912.]

Nominations

Il a plu à Son Honneur le **LIEUTENANT-GOUVERNEUR**, par ordre en conseil, en date du seizième jour d'octobre 1912, de nommer **M. Michael James Furlong**, de Percé, huissier audien-cier, de la cour supérieure et de la cour de circuit, du comté de Gaspé, siégeant à Percé, district de Gaspé. 4643

Il a plu à Son Honneur le **LIEUTENANT-GOUVERNEUR**, par un ordre en conseil, en date du vingt-cinq mars 1912, de nommer le Révérend **E. C. Laflamme**, curé de la paroisse de Notre-Dame de Québec, le Révérend **Dean Williams**, et **M. Marcel Chabot**, député protonotaire de la cour supérieure pour le district de Québec, tous trois de la cité de Québec, commissaires pour l'emploi convenable des deniers destinés au soulagement des malades indigents. 4641

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **LA COMPAGNIE IN-**
No. 79. } **DUSTRIELLE DE**
SAINT BONIFACE, LIMITE, Plaintiff ; against
ARTHUR DUPONT, Defendant.

An emplacement situate in the parish of Saint Matthew, in the sixth range of the township of Shawinigan, containing sixty feet in width by one hundred and forty feet in depth on the south line, and one hundred and fifty feet in depth on the north side ; bounded on the north side by Damase Dupont, on the south side by a street, in depth by the Fabrique of Saint Matthew, and in front by the public road—with a house thereon erected, the said emplacement being known and designed on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Matthew, as being part of lot number fifty (p. 50), of the sixth range of the township of Shawinigan, for the said parish of Saint Matthew.

To be sold at the church door of the parish of Saint Matthew, on the ELEVENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN.

Sheriff's Office, Shérif.
Three Rivers, 6th November, 1912. 4640
[First published, 9th November, 1912.]

Appointments

His Honor the **LIEUTENANT GOVERNOR** has been pleased, by order in council, dated the sixteenth day of October, 1912, to appoint **Mr. Michael James Furlong**, of Percé, court crier, of the superior court and of the circuit court, of the county of Gaspé, sitting of Percé, district of Gaspé. 4644

His Honor the **LIEUTENANT GOVERNOR** has been pleased, by order in council, dated the twenty fifth of March, 1912, to appoint the Reverend **E. C. Laflamme**, curé of the parish of Notre Dame de Québec, the Reverend **Dean Williams**, and **Mr. Marcel Chabot**, deputy prothonotary of the superior court for the district of Quebec, all three of the city of Quebec, commissioners for the due application of the money allotted for the relief of the indigent sick. 4642

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 31 octobre 1912, de nommer M. Louis N. Patenaude, assistant greffier de l'Assemblée Législative, à Québec, commissaire "per dedimus potestatem."
4647

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 31st of October, 1912, to appoint Mr. Louis N. Patenaude, assistant clerk of the Legislative Assembly, at Québec, commissioner "per dedimus potestatem."
4648

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 12 septembre 1912 de nommer M. Gordon F. Maguire, avocat, et M. Thomas Blanchet, avocat, conjointement, protonotaire de la cour supérieure, greffier de la cour de circuit, greffier de la Couronne et greffier de la paix du district de Gaspé, à New Carlisle.
4645

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 12th of September 1912, to appoint Mr. Gordon F. Maguire, advocate, and Mr. Thomas Blanchet, advocate, jointly prothonotary of the superior court, clerk of the circuit court, clerk of the Crown and clerk of the peace for the district of Gaspé, at New Carlisle.
4646

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du dix-sept octobre 1912, de nommer MM. Joseph Laferté, marchand, de Saint-Germain de Grantham, et Charles Howard Millar, de Drummondville, conjointement registrateur de la division d'enregistrement du comté de Drummond.
4673

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the seventeenth October, 1912, to appoint Messrs. Joseph Laferté, merchant, of Saint-Germain de Grantham, and Charles Howard Millar, of Drummondville, joint registrar of the registration division of the county of Drummond.
4674

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du seize octobre 1912, de nommer M. Jacques Rousseau, de Thetford Mines, crier de la cour de circuit, à Thetford Mines.
4675

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the sixteenth October, 1912, to appoint Mr. Jacques Rousseau, of Thetford Mines, crier of the circuit court, at Thetford Mines.
4676

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du vingt-huit août 1912, de nommer M. Adolphe Allaire, médecin, de Saint-Vincent de Paul, médecin interne de l'Asile Saint-Jean de Dieu.
4669

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty eighth of August, 1912, to appoint Mr. Adolphe Allaire, physician, of Saint Vincent de Paul, house physician of the Saint Jean de Dieu Asylum.
4670

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du seize octobre 1912, de nommer M. Philippe Morin, sténographe, de Sweetburg, sténographe officiel de la langue française pour le district de Bedford, pour agir dans les enquêtes préliminaires dans les causes devant la cour du magistrat et dans celle devant la cour du Banc du Roi, siégeant en première instance en matière criminelle.
4671

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the sixteenth of October, 1912, to appoint Mr. Philippe Morin, stenographer, of Sweetburg, official stenographer of the french language for the district of Bedford, to act in preliminary enquiries in causes before the magistrate's court and in those before the court of King's Bench, sitting in its original criminal jurisdiction.
4672

Avis du Gouvernement

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 17 octobre 1912, de révoquer la commission nommant M. Louis Honoré Guay, de Sherbrooke, juge de paix pour le district de Saint-François, conformément à l'article 3363 des S. R. P. Q., 1909.
4677

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 17th October, 1912, to revoke the commission appointing Mr. Louis Honoré Guay, of Sherbrooke, a justice of the peace for the district of Saint Francis, in conformity with article 3363 of the R. S. P. Q., 1909.
4678

Québec, 7 novembre 1912.

Quebec, 7th November, 1912.

Avis est par le présent donné que la compagnie "Montreal West Realty and Contracting Company", autorisée à faire des affaires par lettres patentes en date du vingt mai 1912, est autorisée à changer son bureau principal, de la cité de Montréal, à la ville de Montréal West.
4687

Notice is hereby given that the "Montreal West Realty and Contracting Company", authorized to carry on business by letters patent dated the twentieth of May, 1912, is authorized to change its chief place of business, from the city of Montréal, to the town of Montreal West.
4688

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné que Désiré Paré, cultivateur, de la paroisse de Saint-Lambert, comté de Lévis, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi ratifiant à toutes fins que de droit et déclarant légale la donation entre vifs consentie en sa faveur par sieur Ildevert alias Devine

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that Désiré Paré, farmer, of the parish of Saint-Lambert, county of Lévis, will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for the passing of an act ratifying to all intents and purposes and declaring lawful the gift inter vivos consented in his favor by sieur Ildevert alias Devine Chabot, of the

Chabot, de la dite paroisse, cultivateur, et Dame Philomène Paré, son épouse, reçue devant M^{re} F. Bourget, notaire public, à Saint-Lambert, le 11 janvier 1904, et enregistrée au bureau d'enregistrement du comté de Lévis, le 6 septembre 1912, et pour autres fins.

L. A. CANNON,
Procureur du requérant.

Québec, 7 novembre 1912. 4679

Avis est par le présent donné que le soussigné, Joseph Cohen s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant le Barreau de la province de Québec, de lui permettre de pratiquer comme avocat, et le secrétaire du conseil général du dit barreau à lui octroyer son certificat comme tel.

JOSEPH COHEN.

Montréal, 24 septembre 1912. 4683

Canada,
Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis public est par le présent donné que MM. Alphonse Turcotte, Henry James Ross, Georges Gonthier, John Joseph Robson, Alexandre Desmarteau, Edgar Alexander Right, Joseph Desautels et Henri Viau, tous comptables, de la cité et du district de Montréal, et M. Robert Stewart, de la cité et du district de Québec, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale les constituant, eux et toutes autres personnes qui leur sont déjà associées ou qui pourront l'être à l'avenir, en une corporation, sous le nom de "Institut des Comptables et Auditeurs de la province de Québec" (Institute of Accountants and Auditors of the province of Quebec), avec pouvoir de faire tout ce que nécessaire pour assurer l'efficacité, la dignité et le bon renom de leur profession comme comptables et auditeurs publics; définir les devoirs et les droits de leur profession de comptables et auditeurs; établir les conditions auxquelles on pourra devenir ou rester membre de cette association; conférer aux membres de cette association des titres, certificats de compétence ou de qualification et certaines appellations et restreindre à ses membres exclusivement tels titres et appellations; établir des cours d'enseignement et faire à ce sujet tous arrangements avec une université ou une maison d'enseignement ou d'éducation; faire tous règlements se rapportant à l'admission, au maintien et à la régie des membres dans l'association et à leur expulsion; acquérir, par achat ou autrement aliéner, toutes propriétés immobilières que l'association pourrait avoir en vue, afin d'obtenir son objet et ses fins; prélever sur ses membres, toute contribution nécessaire et pour d'autres fins.

PELLETIER & BEAULIEU,

Procureurs des requérants.

Montréal, 2 octobre 1912. 4031.3

Avis public est par les présentes donné que la ville de Maisonneuve s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte, et obtenir les pouvoirs additionnels suivants :

Pour faire décréter que la ville portera à l'avenir le nom de "Cité de Maisonneuve." Pour homologuer, ouvrir et macadamiser conformément à la "loi des bons chemins 1912," le Boulevard Pie IX à une largeur de 100 pieds des limites nord de la ville jusqu'à la Rivière des Prairies, et réglementer la construction des maisons qui y seront construites; pour réglementer en général la construction des bâtiments, et décréter certaines prohibitions dans certains cas, et sur certaines rues et ruelles; pour amender l'article 7 de la loi 1 George V (1ère session) chapitre 52, concernant la construction des trottoirs permanents. Pour demander la création

said parish, farmer, and Dame Philomène Paré, his wife, received before M^{re} F. Bourget, notary public, at Saint-Lambert, on the 11th of January, 1904, and registered at the registration office of the county of Lévis, on the 6th September, 1912, and for other purposes.

L. A. CANNON,
Attorney for petitioner.

Quebec, 7th November, 1912. 4680

Notice is hereby given that the undersigned, Joseph Cohen will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act authorizing the Bar of the province of Quebec, to permit him to practice as an advocate, and the secretary of the general council of the said bar to issue him his certificate as such.

JOSEPH COHEN.

Montreal, 24th September, 1912. 4684

Canada,
Province of Quebec, }
District of Montreal. }

Notice public is hereby given that Messrs. Alphonse Turcotte, Henry James Ross, Georges Gonthier, John Joseph Robson, Alexandre Desmarteau, Edgar Alexander Right, Joseph Desautels et Henri Viau, all accountants, of the city and district of Montreal, and Mr. Robert Stewart, of the city and district of Quebec, shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law, constituting them with all other persons actually connected and associated with them or who might so become in future as a body politic and corporate, under the name of "Institute of Accountants and Auditors of the province of Quebec" (Institut des Comptables et Auditeurs de la province de Québec), and to confer upon them all the power and authority required for the following purposes: to perform whatever may be necessary to secure the efficacy, the dignity and good renown of their profession as public accountants and auditors; to define the duties and the rights of their profession as accountants and auditors; to establish the conditions under which one may become or remain a member of said association; to confer upon the members of said association titles certificates of competency or qualification, and certain appellations and also to restrict to its members exclusively said titles and appellations; to establish course of teaching and to enter into any agreement to that effect, with any university or establishment of instruction and education; to enact any by-laws relating to the admission, maintenance and conduct of the members in said association and also to the expulsion of members therefrom; to acquire, alienate, by deed of sale or otherwise all immovables properties that the association may have in view, in order to obtain its object and its ends; to levy upon said members all contribution required and for any other purposes.

PELLETIER & BEAULIEU,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 2nd October, 1912. 4032

Public notice is hereby given that the town of Maisonneuve will petition the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend its charter and to obtain the following additional powers:

To obtain an enactment to the effect that the town on the future will be known under the name of "City of Maisonneuve". To homologate, open and macadamize, according to the "law of good roads, 1912," the Boulevard Pie IX at a width of 100 feet from the northern limits of the town up to Rivière des Prairies, and to regulate the construction of houses that may be erected thereon. To regulate in general the erection of buildings, and to enact certain prohibitions in certain cases and on certain streets and lanes; to amend article 7 of the law 1 George V (1st session) chapter 52, relating to the construction of permanent sidewalks. To ask for

d'une commission à être nommée par le lieutenant-gouverneur en conseil, dans le but d'embellir et d'administrer le parc Maisonneuve ;

Pour amender l'article 13 de la loi 1 George V (2ème session) chapitre 64, ainsi que l'article 5 de la loi 1 George V (1ère session), chapitre 52. Amender la loi concernant les taxes, les limitations ou exemptions de taxes, les licences en général, les aliénés et l'homologation des rôles de cotisation et de perception ; autoriser le conseil à paver les rues comprises entre le fleuve et la ligne proposée au Pacifique Canadien ;

Autoriser le conseil à construire les écuries et hangars nécessaires ; obtenir une appropriation additionnelle pour compléter le marché et le bain publics, et autoriser le conseil à émettre des bons ou débiteures de la ville pour les fins ci-dessus mentionnées et ce sans suivre les formalités des statuts refondus de 1888, pour ratifier le plan d'homologation et de cadastre de partie du lot No 17, du village incorporé d'Hochelaga. Amender l'article 4546 des statuts refondus de 1888 ;

Pour autoriser le conseil à faire tous règlements concernant la circulation des voitures et des camions mus par la vapeur ou autre force motrice, et en général à faire tous règlements pour la bonne administration de la ville.

Pour donner aux compagnies, corporations ou corps incorporés le droit de voter.

Pour donner au conseil le droit de réglementer les excavations dans les rues et places publiques, par les compagnies exerçant des franchises publiques dans la ville, et les obliger à remettre les rues dans le même état, conformément à l'article 10 de la loi 1 George V, (2ème session), chapitre 60.

JOSEPH MORIN,

Procureur de la ville de Maisonneuve.

Montréal, 2 octobre 1912.

4029.3

the creation of a commission to be appointed by the Lieutenant-Governor in Council, for the purpose of beautifying and managing the Park Maisonneuve ;

To amend article 13 of the law 1 George V (2nd session) chapter 64 as well as article 5 of the law 1 George V (1st session), chapter 52. To amend the law relating to taxes, limitations or exemptions of taxation, licences in general, to insane persons, and the homologation of assessment and perception rolls. To authorize the council to pave the streets situated between the river and the proposed line of the Canadian Pacific Railway ;

To authorize the council to erect necessary stables and sheds, to obtain an additional appropriation to complete the public market and bath, and authorize the council to issue bonds or debentures of the town for the purposes herein above mentioned and this without following the formalities of the revised statutes of 1888. To ratify the plan of homologation and cadastre of part of lot No. 17 of the incorporated village of Hochelaga, to amend article 4546 of the revised statutes of 1888 ;

To authorize the council to regulate the circulation of vehicles and wagons propelled by steam or other motive power, and in general to make by-laws for the good administration of the town.

To give to companies, corporations or incorporated bodies the right to vote.

To give to the council the right to regulate the excavations in the streets and public places by companies exercising public franchises in the town, and to oblige them to put the streets in the same state, according to article 10 of law 1 George V, (2nd session), chapter 60.

JOSEPH MORIN,

Attorney for the town of Maisonneuve.

Montreal, 2nd October, 1912.

4030

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 212.

Dans l'affaire de Max Gelbman, imprimeur, des cité et district de Montréal, failli, débiteur ; et Clement H. McFarlane, président, "McFarlane, Son & Hodgson, Limited", requérants, créanciers.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Montréal.

A. W. McLEOD,
Gardien provisoire.

Montréal, 6 novembre 1912.

4685

Avis est par le présent donné que Napoléon Eugène Rousseau, de Québec, agent de manufactures, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 5 novembre 1912.

R. ERNEST LEFAIVRE,
Gardien provisoire.

Québec, 7 novembre 1912.

4681

Licitation

Province de Québec, }
District de Saint François. } *Cour Supérieure.*
No 99.

Dame Mary Ann Côté et vir, Demandeurs ;

Jean B. El. A. Côté et al, Défendeurs.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 212.

In the matter of Max Gelbman, printer, of the city and district of Montreal, insolvent debtor ; and Clement H. McFarlane, president, "McFarlane, Son & Hodgson, Limited", demanding creditor.

Notice is by these presents given that the said debtor has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors in the office of the prothonotary of the superior court, at Montreal.

A. W. McLEOD,
Provisional guardian.

Montreal, 6th November, 1912.

4686

Notice is hereby given that Napoléon Eugène Rousseau, of Quebec, manufacturer's agent, has made an abandonment of his assets for the benefit of his creditors, on the 5th November, 1912.

R. ERNEST LEFAIVRE,
Provisional guardian.

Quebec, 7th November, 1912.

4582

Licitation

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 99.

Dame Mary Ann Côté et vir, Plaintiff ;

Jean B. El. A. Côté et al, Defendants.

Notice is hereby given that in virtue of a

la cour supérieure, siégeant dans et pour le district de Saint-François, le trentième jour de septembre mil neuf cent douze, dans une cause dans laquelle Dame Mary Ann Côté, du canton de Weedon, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Israël Bourque, cultivateur, du canton de Weedon, et le dit Israël Bourque, pour autoriser sa dite épouse à ester en justice aux fins des présentes, sont Demandeurs; Jean-Baptiste Eusèbe Arthur Côté, Dame Marie Mathilde Boraniar Côté, épouse de Herbert Alcott, et le dit Herbert Alcott pour autoriser sa dite épouse à ester en justice aux fins des présentes, Marie Elise Alix Luxina Côté, épouse de Israël Lapierre, et le dit Israël Lapierre pour autoriser sa dite épouse à ester en justice aux fins des présentes, Oslas Olivier Côté, Jean-Baptiste Damase Emérille Côté, Marie Elizabeth Côté, épouse de Napoléon Rondeau, et le dit Napoléon Rondeau pour autoriser sa dite épouse à ester en justice aux fins des présentes, Marie Angéline Côté, épouse de Willie Vincent, et le dit Willie Vincent pour autoriser sa dite épouse à ester en justice aux fins des présentes, tous ces défendeurs et défenderesses ci-devant du canton de Weedon, et maintenant absent aux Etats-Unis d'Amérique, Marie Rose Blanche Côté, épouse de Victor Vincent, et le dit Victor Vincent pour autoriser sa dite épouse à ester en justice, Louis Moïse Côté, Marie-Louise Côté, fille majeure et usant de ses droits, tous ces défendeurs ci-devant du canton de Weedon et maintenant aux états-unis d'Amérique, Marie Flore Côté, épouse de Ovila Vachon, tous deux du canton de Weedon, et le dit Oliva Vachon pour autoriser sa dite épouse à ester en justice aux fins des présentes, tous deux mineurs émancipés de Joseph Vachon en sa qualité de curateur au dit Ovila Vachon et à la dite Dame Marie Flore Côté, Louis Brunelle, du canton de Weedon, district de Saint-François, en sa qualité de tuteur dument nommé à Marie Rosalie Eugénie Côté, Emélie Côté, Jean Sauveur Côté, Marie Joséphine Côté, enfants mineurs de feu Jean-Baptiste Côté et de feu Rosalie Bouffard, ci-devant du dit canton de Weedon, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

Deux lots de terre connus et désignés comme étant le lot numéro quatorze A (14A), sur les plan et livre de renvoi officiels du premier rang du canton de Weedon, et le lot numéro quinze B (15B), sur les plan et livre de renvoi officiels du premier rang du canton de Weedon—avec les bâtisses sus érigées, circonstances et dépendances.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le ONZIEME jour de DECEMBRE prochain, 1912, à DIX heures du matin, dans la salle d'audience du palais de justice, à la cité de Sherbrooke, district de Saint-François; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de la faire.

PANNETON & LEBLANC,
Avocats des demandeurs.

Sherbrooke, 5 octobre 1912. 4609
[Première publication, 9 novembre 1912.]

judgment of the superior court, sitting in and for the district of Saint Francis, on the thirtieth day of September, 1912, in a cause in which Dame Mary Ann Côté, of the township of Weedon, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Israël Bourque, farmer, of the township of Weedon, and the said Israël Bourque, to authorize his said wife "à ester en justice" for the purposes hereof, are Plaintiffs: Jean Baptiste Eusèbe Arthur Côté, Damae Marie Mathilde Boraniar Côté, Côté, Dame Marie Mathilde Boraniar Côté, Alcott, to authorize his said wife "à ester en justice" for the purposes hereof, Marie Elise Alix Luxina Côté, wife of Israël Lapierre, and the said Israël Lapierre, to authorize his said wife "à ester en justice" for the purposes hereof, Oslas Olivier Côté, Jean Baptiste Damase Emérille Côté, Marie Elizabeth Côté, wife of Napoléon Rondeau, and the said Napoléon Rondeau, to authorize his said wife "à ester en justice" for the purposes hereof, Marie Angéline Côté, wife of Willie Vincent, and the said Willie Vincent, to authorize his said wife "à ester en justice" for the purposes hereof, all the said defendants heretofore of the township of Weedon, and presently absentees in the united states of America, Marie Rose Blanche Côté, wife of Victor Vincent, and the said Victor Vincent, to authorize his said wife "à ester en justice," Louis Moïse Côté, Marie Louise Côté, spinster, in the exercise of her rights, all the said defendants heretofore of the township of Weedon, and now in the United States of America, Marie Flore Côté, wife of Ovila Vachon, both of the township of Weedon, and the said Ovila Vachon to authorize his said wife "à ester en justice" for the purposes hereof, both emancipated minors, and Joseph Vachon in his capacity of curator to the said Ovila Vachon and the said Dame Marie Flore Côté, Louis Brunelle, of the township of Weedon district of Saint Francis, in his capacity of duly appointed tutor to Marie Rosalie Eugénie Côté, Emélie Côté, Jean Sauveur Côté, Marie Joséphine Côté, minor children of the late Jean Baptiste Côté and of the late Rosalie Bouffard, heretofore of the said township of Weedon, are defendants, ordering the licitation of certain immoveables designated as follows:

Two lot of land known and designated as being number fourteen A (14 A), on the official plan and book of reference of the first range of the township of Weedon, and lot number fifteen B (15 B), on the official plan and book of reference of the first range of the township of Weedon—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The immoveables hereinabove described will be put at auction and adjudged to the highest and last bidder, on the ELEVENTH day of DECEMBER next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon, sitting the court, in the court room of the court house, in the city of Sherbrooke, district of Saint Francis; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited at the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

PANNETON & LEBLANC,
Attorneys for plaintiffs.

Sherbrooke, 5th October, 1912. 4610
[First published, 9th November, 1912.]

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.

F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE V. par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU que sur
Procureur-Général. } présentation au conseil municipal du comté de Nicolet, d'une requête des deux-tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires habitant un certain territoire y mentionné, situé dans la municipalité de Saint-Léonard, dans le dit comté, dans Notre province de Québec demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté de Nicolet a nommé M. Albert Dumont, surintendant spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, de constater le nombre de maisons y bâties et habitées, et de faire rapport sur la dite requête ;

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie ;

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué sans amendements par le conseil du susdit comté.

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec, a. par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport ;

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code Municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit, savoir :

La municipalité du village de Saint-Léonard d'Aston, dans le comté de Nicolet, est détachée de la municipalité de la paroisse de Saint-Léonard, et les limites de son territoire sont décrites, comme suit, savoir :

Partant du point où aboutit la rivière Nicolet, la ligne séparative des lots Nos 53 et 63, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Léonard, dans le neuvième rang de l'augmentation d'Aston ; de là, vers le nord-est, cette ligne, jusqu'à la limite sud-ouest du lot No 66, puis, vers le nord-ouest, cette limite, jusqu'à l'alignement sud-est de la route du susdit neuvième rang ; de là, vers le sud-ouest, l'alignement susdit, jusqu'à l'alignement sud-ouest d'une autre route passant dans le lot No 50, puis ce dernier alignement jusqu'à la ligne entre les lots Nos 50 et 51 ; de là, vers le sud-ouest, la dite ligne et son prolongement jusqu'au côté nord d'une île de la rivière Nicolet, désignée au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Léonard, sous le No 111 ; de là, suivant les sinuosités des côtes de cette île, en passant nécessairement par l'ouest, le sud et l'est, jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots Nos 51 et 52, et, vers le nord-est, ce prolongement lui-même, jusqu'à la rive droite de la rivière Nicolet ; de là, enfin, dans une direction générale est, la dite rive droite de la rivière Nicolet, jusqu'au point de départ, sera détaché de la municipalité de Saint-Léonard, et formera une municipalité séparée sous le nom de "La municipi-

Proclamation

Canada.
Province of
Québec.

F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS on
Attorney General. } presentation to the county council of the county of Nicolet, of a petition from two-thirds of the municipal electors dwelling in a certain territory therein mentioned, situate in the municipality of Saint Leonard, in the said county, in Our province of Quebec, praying for the erection of the said territory into a village municipality, the said county council of the said county of Nicolet has named Mr. Albert Dumont, special superintendent charged to visit the aforesaid territory, to establish the number of houses thereon erected and inhabited, and to report on the said petition ;

AND WHEREAS the said special superintendent has transmitted to the said council a report mentioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which, in his opinion, should be assigned to the said tract of land hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent ;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been duly homologated without amendments by the council of the county aforesaid.

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Quebec, has, by and with the advice of the Executive Council of Our said Province, approved the said report ;

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of the Province of Quebec We do hereby declare that the said territory to wit :

The territory bounded and described as follows, to wit :

The municipality of the village of Saint Leonard d'Aston, in the county of Nicolet, is detached from the municipality of the parish of Saint Leonard, and the limits of which may be described as follows, to wit :

Beginning at a point on the Nicolet river where strikes the division line between lots cadastral numbers 53 and 63, of the parish of Saint Leonard, in the 9th range of the augmentation of Aston ; thence, towards the north-east, said line, to the south-west limit of lot No. 66 ; thence, towards the north-west, said limit, to the south-east alignment of the bye-road of the above said 9th range ; thence, towards the south-west, above said alignment, to the south-west alignment of another bye-road passing upon lot No. 50 ; thence, this latter said alignment to the division line between lots Nos 50 and 51 ; thence, towards the south-west, this latter said line and its prolongation, the north side of an island in the Nicolet river, known under cadastral number 111 of the parish of Saint Leonard ; the following the sinuities of the shores of said island, necessarily going in westerly, southerly and easterly directions to the prolongation of the division line between lots Nos 51 and 52, and towards the north-east, this said prolongation to the right bank of the Nicolet river ; and thence, in a general easterly direction the right bank of said river Nicolet, to the point of beginning shall be detached

palité du village de Saint-Léonard d'Aston", à partir de ce jour.

Et par les présentes Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons que le dit village de Saint-Léonard d'Aston forme une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Chevalier, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce SEPTIÈME jour de NOVEMBRE, en l'année mil neuf cent douze de l'ère chrétienne et de Notre règne la troisième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

4689

Sous-secrétaire de la province.

from the municipality of Saint Leonard, and shall henceforth form a separate municipality under the name of the "Municipality of the village of Saint Leonard d'Aston".

And We do hereby make, constitute, erect and declare the said village of Saint Leonard d'Aston, a village municipality, pursuant to the provisions of the said municipal code of the province of Quebec.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House of in Our city of Quebec, in Quebec, this SEVENTH NOVEMBER, in the year one thousand nine hundred and twelve, in the christian era, and in the third year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

4690

Deputy Provincial Secretary.

Index de la Gazette Officielle de Québec No 45

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Auclair vs Bélisle.....	2356
" Bradley vs Giroux.....	2356
" Burt vs Borden.....	2355
" Chartrand vs Chartrand.....	2334
" Croze vs Joliceur.....	2353
" Darabaner vs Tammer.....	2354
" Forest vs Riopel.....	2354
" Fortier vs Boisvert.....	2355
" Hébert vs Duchesneau.....	2355

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS : — Doherty vs. Seale, 2354.

AGRICULTURE, SOCIÉTÉ D' :—Société coopérative agricole de Saint-Thomas d'Aquin, 2323.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc. 2315.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ : — Cie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Alexis, 2357.

AVIS :—Marlington Cemetery Coy, 2356 ; Montreal West, Realty & Contracting Coy, 2374.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 2336 ; Conseil législatif, 2334.

BILLS PRIVÉS, Parlement Fédéral :—Chambre des Communes, 2333 ; Sénat, 2333.

CERCLE AGRICOLE, FORMATION DE : —De la paroisse de Saint-Hubert, 2323.

CIÉS ENREGISTRÉES OU LICENCIÉES :—The National Fire Insurance of Hartford, 2326 ; Cie d'Assurance mutuelle contre le feu de Saint-Frédéric, Beauce, 2326 ; The Saint Lawrence Court Sick & Funeral Benefit Association, 2326.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 45.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS : — ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Lamarche vs Deslongchamps.....	2354
" Landry vs Levasseur.....	2354
" LeBaron vs LeBaron.....	2356
" Lindberg vs Poulin.....	2355
" Martel vs Fortin.....	2285
" Rhéaume vs Cartier.....	2355
" Roberge vs Prenoveau.....	2356
" Williams vs Steggall.....	2355

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD : — Doherty vs Seale, 2354.

AGRICULTURAL SOCIETY :—Ccooperative agricultura society of Saint Thomas d'Aquin, 2323.

ADVERTISEES :—Notice to : — Respecting notices, etc, 2315.

ASSOCIATION INSURANCE OR SOCIETY : — Mutual Fire Insurance Cop of the parish of Saint Alexis, 2357.

NOTICE :—Marlington Cemetery Coy, 2356 ; Montreal West, Realty & Contracting Coy, 2374.

PRIVATE BILLS, P.Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 2336 ; Legislative Council, 2334.

PRIVATE BILLS, Federal Parliament : — House of Commons, 2333 ; Senate, 2333.

FARMERS' CLUB, FORMATION OF :—Of the parish of Saint Hubert, 2323.

LICENSED OR REGISTERED COMPANIES : — The National Fire Insurance of Hartford, 2326 ; Mutual Fire Insurance Coy of Saint Frederic, Beauce, 2326 ; The Saint Lawrence Court Sick & Funeral Benefit Association, 2326.

COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES OPÉRATIONS :
Parker's Dye Works, Ltd, 2323.

COMPAGNIE ENREGISTRÉE :—Cie d'assurance contre
le feu de Niagara, 2322.

DEMANDES À LA LÉGISLATURE :—

Administrateurs de l'Université Laval—Admi- trators of Laval University.....	2339
Annexer municipalité ville Saint-Paul.—To annex municipality town of Saint Paul..	2340
Alma & Jonquières Railway Coy.....	2351
Annexer municipalité Ville Emard.—To an- nex municipality of Ville Emard.....	2338
Bugeaud, Jos. F.....	2346
Bureau des Commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke—Board of roman catholic school commissioners of the city of Sherbrooke.....	2347
Cie chemin de fer Roberval & Saguenay— Roberval & Saguenay Railway Coy....	2350
Cohen, J.....	2370
Cité de Trois-Rivières.....	2352
Commissaires d'écoles de la municipalité de la cité de Lachine—School commissioners of the municipality of the city of Lachine	2346
Commission des écoles catholiques de Mont- réal — Catholic School Commission of Montreal.....	2368
Compagnie du Cimetière Saint-Charles.....	2349
Corporation de la ville de Mégantic—Corpo- ration of the town of Mégantic.....	2353
DeLisle, Chs Alex. & J. N. Stuart Leslie et al.....	2341
Delisle, Chs Alex. es-ql, et al.....	2300
Farmer's Interurban Electric Railway Coy..	2340
Feiczewicz, Louis et al.....	2243
Gauthier, Ls Edgar.....	2339
Jacobs, Lyon Wm.....	2353
La Communauté des Saints Noms de Jésus et Marie.....	2333
La Fédération ouvrière mutuelle du Nord..	2282
L'Association des Anciens Elèves de l'école Polytechnique de Montréal.....	2353
L'Avenir & Melborne Railway Coy et autres —and others.....	2338
Légataires universels de—Universal Legatees of La Philorum Lazure.....	2340
Les Commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de la ville de la Longue Pointe —The school commissioners of the school municipality of the town of Longue	

ELECTION, état des dépenses :—M. T. D. Bou-
chard, comté de Saint-Hyacinthe, 2356.

FAILLIS :—INSOLVENTS :

Angers.....	2360
Carreau, ltée.....	2359
Cliche.....	2360
Després.....	2353
Dufour & Nicolas.....	2360
Gelbman.....	2376
Gousse & Cie.....	2360
La Cie Manufacturière du village de Beaulac	2359

LETTRES PATENTES :—

Battlefield Realty Coy, Ltd.....	2325
Cie Cerano Vitrail.....	2324
Cie des Cultivateurs de Saint-Elzéar de Beauce, ltée.....	2328
Cie d'Immeubles de Beauport Ouest.....	2329
Mount Royal Amusement Coy.....	2316
Mutual Funeral Association Ltd.....	2327

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—R. H.
Miner Coy, Ltd, 2324.

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—Parker's
Dye Works, Ltd, 2323.

REGISTERED COMPANY :—The Niagara Fire Insur-
ance Coy, 2322.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—

Pointe.....	2350
Les exécuteurs testamentaires et légataires de feu P. E. Paquette—The testamentary executors and legatees of the late P. E. Paquette.....	2351
Les Servites de Marie.....	2348
Little Nation River Railway Coy.....	2348
Model City.....	2273
Municipalité du village de—Municipality of the village of Salaberry.....	2348
Nelson, Dame C. S. et al.....	2346
Paré, Désiré.....	2374
Robertson, J. H. M., (succession—estate)...	2348
Strang, Donald.....	2446
Syndics de la paroisse de—Trustees of the parish of Saint-Bruno.....	2351
Syndics des Chemins à Barrières de la Rive Nord—Trustees of the Quebec North Shore Turnpike Trust.....	2352
The Bishop's College School Association....	2345
The Brethren Church of the Province of Quebec.....	2346
The Canadian Trust Coy.....	2343
The Girls' Cottage Industrial School.....	2339
The Montreal Firemen's Benefit Association of Montreal.....	2349
The Royal Agricultural Schools.....	2353
The Saraguay Electric & Water Coy.....	2347
Turcotte, Alphonse et al.....	2375
Village de—of Cartierville.....	2340
Ville de—Town of Grand'Mère.....	2343
Ville de—The Town of Maisonneuve—amen- der charte—to amend charter.....	2375
Ville de la—Town of Pointe-aux-Trembles..	2343
Ville de—Town of Saint-Lambert.....	2274
Ville de—Town of Saint-Laurent.....	2339
Ville—Town Lasalle.....	2341
Ville—Town Laval des Rapides.....	2339
Ville de—Town of Longueuil.....	2345
Ville de—Town of Saint-Jérôme.....	2351
Ville de—Town of Verdun.....	2342
Violet, Léon.....	2342
Young Women's Christian Association of Sherbrooke.....	2340

ELECTION, statement of costs :—Mr. T. D. Bou-
chard, county of Saint Hyacinth, 2356.

FAILLIS —INSOLVENTS

Langston & Whelan.....	2359
Legour.....	2359
Les Bûcherons du Saguenay, inc.....	2360
Néel.....	2360
Pichette (Dme).....	2358
Rousseau.....	2376
Saad.....	2359
Stern (Dme).....	2359

LETTRES PATENT :—

Richey, Haardt & Coy, incorp.....	2330
Sinard Lumber Coy Ltd.....	2328
T. J. Moore & Coy, Ltd.....	2321
The Hydro-Electric Coy of Quebec.....	2318
Usines Générales de Chars et de Machine- ries, ltée.....	2331

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—R. H. Miner
Coy, Ltd, 2324.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE : — Demande d'annexer ou d'ériger :—Divers lots de Papineauville à Montebello, 2324.

NOMINATIONS : —

Commissionaires pour distribution des deniers :— 2373.

Commissionaires per dedimus potestatem :—M. La N. Patenaude, 2374.

Crieur :—Thetford Mines, 2374.

Huissier audiencier :—Gaspé, 2373.

Juges de paix :—Saguenay, 2315 ; Montréal, 2315 ; Kamouraska, 2315.

Juge de paix révoqué :—District d'Iberville, 2374.

Médecin interne :—Asile Saint-Jean-de-Dieu, 2374.

Régistrateur :—Drummond, 2374.

Sténographe officiel :—Bedford, 2374.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT : —
Par Jos. Nap. Médard Préville, 2324 ; F. E. McKenna, 2324.

PROCLAMATIONS : —Municipalité du village de Saint-Léonard d'Aston, 2378 ; Neutralité au sujet de la guerre entre la Turquie et la Bulgarie, etc., 2316.

VENTE DE FAILLITE : —Bode & Jansen, 2363 ; La Cie Immobilière Champlain, ltée., 2361.

VENTES PAR LICITATION : —Boucher (Dme) et vir vs Dme Boucher et al, 2364 ; Bricault dit Lamarche vs Dme Bricault dit Lamarche et vir, 2363 ;

VENTES PAR LES SHERIFFS :

ARTHABASKA : —Carette vs Maure, 2365 ; Morin vs Bouffard & Boily, 2365.

BEAUCÉ : —Morris et al vs Veilleux, 2366.

GASPÉ : —Lindsay vs Broadlands lumber Co, 2366.

MONTRÉAL : —Investment Realities, ltd vs Hudson, 2368 ; Investment Realities, ltd vs Trotter, 2368 ; Robert vs Boisjoly, 2368 ; Ryan (Dme) vs Gibeau, 2367 ; Séguin vs Prévost, 2368.

QUÉBEC : —Giroux (Dme) et vir vs héritiers Fradette et al, 2369.

ROBERVAL : —La Banque Nationale vs Dechêne & Cie, 2369 ; La Banque Nationale vs Gagnon, 2377 ; La Banque Nationale vs Tremblay et al, 2371 ; The Trust & Loan Coy of Canada vs Bergeron, 2370 ; The Trust & Loan Coy of Canada vs Harvey, 2371.

SAINT-FRANÇOIS : —Dussault vs Cloutier, 2372.

SAINT-HYACINTHE : —Girouard vs Berthelot, 2372.

TROIS RIVIÈRES : —La Cie Industrielle de Saint-Boniface vs Dupont, 2373.

QUÉBEC : —Imprimé par LOUIS V. FILTEAU, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

SCHOOL MUNICIPALITY : —Application to annex or to erect, &c :—Several lots of Papineauville to Montebello, 2324.

APPOINTMENTS : —

Commissioners for distribution of money :— 2373.

Commissioners per dedimus potestatem :—M. La N. Patenaude, 2374.

Crier :—Thetford Mines, 2374.

Court crier :—Gaspé, 2373.

Justices of the peace :—Saguenay, 2315 ; Montreal, 2315 ; Kamouraska, 2315.

Justice of the peace revoked :—District d'Iberville, 2374.

House physician :—Saint Jean de Dieu Asylum, 2374.

Registrar :—Drummond, 2374.

Official stenographer :—Bedford, 2374.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER : —
By Jos. Nap. Médard Préville, 2324 ; F. E. McKenna, 2324.

PROCLAMATIONS : —Municipality of the village of Saint Léonard d'Aston, 2378 ; Neutrality in the war between the Turkey and Bulgary, etc., 2316.

INSOLVENT SALE : —Bode & Jansen, 2363 ; La Cie Immobilière Champlain, ltée., 2361.

SALES BY LICITATION : —Boucher (Dme) et vir vs Dme Boucher et al, 2364 ; Bricault dit Lamarche vs Dme Bricault dit Lamarche et vir, 2363 ;

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA : —Carette vs Maure, 2365 ; Morin vs Bouffard & Boily, 2365.

BEAUCÉ : —Morris et al vs Veilleux, 2366.

GASPÉ : —Lindsay vs Broadlands lumber Co, 2366.

MONTREAL : —Investment Realities, ltd vs Hudson, 2368 ; Investment Realities, ltd vs Trotter, 2368 ; Robert vs Boisjoly, 2368 ; Ryan (Dme) vs Gibeau, 2367 ; Séguin vs Prévost, 2368.

QUEBEC : —Giroux (Dme) et vir heirs Fradette et al, 2369.

ROBERVAL : —La Banque Nationale vs Dechêne & Cie, 2369 ; La Banque Nationale vs Gagnon, 2371 ; La Banque Nationale vs Tremblay et al, 2371 ; The Trust & Loan Coy of Canada vs Bergeron, 2370 ; The Trust & Loan Coy of Canada vs Harvey, 2371.

SAINT FRANCOIS : —Dussault vs Cloutier, 2372.

SAINT HYACINTH : —Girard vs Berthelot 2372.

THREE RIVERS : —La Cie Industrielle de Saint Boniface vs Dupont, 2373.

QUEBEC : —Printed by LOUIS V. FIFTEAU, Printer to His Most Excellent Majesty the King.

147 Sault au Renard
P. 2364

3 December 1912

APR 15 1913

11 NOV 1912